Université Paris I
Panthéon-Sorbonne
UFR 09 Histoire
Master d'Histoire des Sociétés Occidentales Contemporaines

DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE AUX RÉVOLTES DÉMOCRATIQUES (1966 - 1974)

UNE ÉTUDE DE LA MOUVANCE MAOÏSTE FRANÇAISE

CAMILLE ANGLADA

Mémoire de M2 Recherche
en Histoire des sociétés occidentales contemporaines
Parcours Histoire Sociale
sous la direction de M. Frank Georgi

2015-2016

DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE AUX RÉVOLTES DÉMOCRATIQUES (1966 - 1974)

UNE ÉTUDE
DE LA MOUVANCE
MAOÏSTE FRANÇAISE

Je tiens, avant toute chose, à remercier vivement ceux sans qui la réalisation de ce travail n'eut été possible, et y ont donc, d'une certaine manière participé.

En premier lieu, je remercie mon directeur de recherches, M. Georgi, pour son suivi, et ses conseils avisés.

M. Pigenet, pour les nombreux échanges relatifs à l'avancée de mes travaux.

Mme Bruno, pour son soutien, sa confiance et les pistes judicieuses qu'elle a su me suggérer.

J'adresse également mes chaleureux remerciements à M. Brillant, qui a accepté de me confier ses propres archives afin que je puisse m'appuyer dessus, à M. Veyron et au personnel de la BDIC, pour leur accueil et leurs conseils et à Mme Zancarini-Fournel, pour ses promptes réponses à mes nombreuses questions concernant les sources disponibles.

Je tiens par ailleurs à remercier mes parents, pour leur aide dans la réalisation du laborieux travail de relecture, leur intérêt et leurs précieux encouragements.

Et enfin, Manuel, pour son soutien quotidien durant les deux années que prit l'élaboration de ce mémoire, et sans qui, probablement, celui-ci eut été bien différent.

TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFC : Amitiés franco-chinoises
APL : Agence de Presse Libération
CAP : Comité d'Action des Prisonniers
***CdP* :** *Cause du Peuple*
CDVDTI : Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés
CI : Comité d'Initiative
CML : Comité des Mal-Logés
CP : Comité Palestine
CSRP : Comité de Soutien à la révolution Palestinienne
CVB : Comité Vietnam de Base
CVB : Comité Vietnam de Base
CVN : Comité Vietnam National
FCMLF : Fédération des Cercles Marxistes-Léninistes de France
FHAR : Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire
GIS : Groupe Information Santé
GIP : Groupe d'Information sur les Prisons
GISTI : Groupe d'Information et de Soutien aux Travailleurs Immigrés
GOAF : Groupes Ouvriers Anti-Flics
GP : Gauche Prolétarienne
GPA : Groupes de Protection et d'Autodéfense
JCR : Jeunesse Communiste Révolutionnaire
LC : Ligue Communiste
MOM : Milice ouvrière multinationale
MTA : Mouvement des Travailleurs Arabes
NRP : Nouvelle Résistance Populaire
OPP : Organisation des Prisonniers Politiques
PCC : Parti communiste Chinois
PCF : Parti communiste Français
PCI : Parti communiste Italien
PCMLF : Parti communiste Marxiste-Léniniste de France
PCUS : Parti communiste d'union Soviétique
PSU : Parti socialiste unifié
SR : Secours Rouge
UEC : Union des étudiants communistes
UJCml : Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes
UNCLA : Union nationale des comités de lutte d'atelier
VLC : Vive le Communisme
VLR : Vive la Révolution

INTRODUCTION

LES « ANNÉES 1968 »
SUJET FÉCOND DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIAL

En choisissant comme champ d'étude les organisations dites maoïstes spontanéistes – ou mao-spontex dans le langage de l'époque demeuré usité par la suite – en France, nous inscrivons notre travail dans le cadre de l'histoire du mouvement social envisagée dans une acception large. Si l'on se réfère à la définition qu'en donnent Michel Pigenet et Danièle Tartakowski dans leur *Histoire des mouvements sociaux en France*, celui-ci comprend « toutes les interventions collectives destinées à transformer les conditions d'existence de leurs acteurs, à contester les hiérarchies ou les relations sociales, et à générer, pour cela, des identités collectives et des sentiments d'appartenance[1] ». Cette Histoire a généré une vaste littérature durant le XX^e^ siècle, et fut également l'un des objets de prédilection de la sociologie naissante. Histoire et sociologie, outils de compréhension, s'emparent du champ d'étude des mobilisations collectives, au sein desquelles celle de Mai 1968, tient une place d'une ampleur inégalée dans la seconde moitié de ce siècle. C'est tout particulièrement à cette historiographie au sein de l'Histoire du mouvement social, celle des « années 1968[2] », que nous nous référerons.

Le monde est alors traversé par une agitation dont la jeunesse se fait à la fois symptôme et moteur. Dans certains contextes nationaux, la contestation se manifeste et s'inscrit dans la multiplication de luttes visant l'obtention de droits civiques, en Irlande et aux États-Unis notamment, où la création du Black Panther Party (BPP) puis les violentes émeutes raciales suivant l'assassinat de Martin Luther King témoignent d'une prise de conscience croissante et une radicalisation face à la discrimination. Au fil des années soixante, l'Internationale Situationniste, le mouvement provo en Hollande ou les Diggers aux États-Unis incarnent les prémices d'une contestation antihiérarchique

[1] M. PIGENET et D. TARTAKOWSKI (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours,* Paris, La Découverte, 2012.
[2] Acception initialement proposée au cours du séminaire organisé par G. DREYFUS-ARMAND, R. FRANK, M.F. LEVY, M. ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68 : le temps de la contestation*, Bruxelles/Paris, 1994-1998, puis à travers l'ouvrage sous la direction de G. DREYFUS-ARMAND, R. FRANK, M.-F. LEVY, M. ZANCARINI-FOURNEL, *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000.

globale passant par une critique et remise en cause de la vie quotidienne. Les universités vont être l'épicentre de la diffusion de ces idées, et sont, dès 1967, balayées par une large lame de contestation et de remise en cause allant des mœurs aux hiérarchies établies. Les mobilisations connaissent une diffusion médiatique internationale, dont la lutte du peuple Vietnamien est le dénominateur commun.

Mais la jeunesse n'est pas seule protagoniste des mouvements sociaux ébranlant les sociétés occidentales florissantes de l'après-guerre, et des convergences se créent entre celle-ci et le reste de la population, notamment en Italie et en France où une grève générale paralyse plusieurs semaines le pays, donnant lieu à des « rencontres improbables[3] ». Quant aux pays dits socialistes, ils ne sont pas en reste, Varsovie, Cracovie, Prague, Belgrade sont également le théâtre de protestations contre les régimes en place.

C'est sur ce substrat que va originellement se développer la multiplicité des formes de la contestation d'extrême-gauche en France. Ce mouvementisme, consistant en une contestation parfois tous azimuts se manifeste dans un premier temps par des manifestations étudiantes et des occupations d'universités dans le monde entier.

Selon l'angle choisi, les bornes définissant cette période sont donc élastiques[4], et dans l'hexagone, on qualifie celle-ci aussi bien d'« événement[5] », que de « moment[6] » voire, pour illustrer une certaine unicité dans la durée, par le pluriel « années 68 », les situant ainsi du début des années 1960 au début des années 1980[7].

Ces mois ou années – selon le sujet traité – furent ainsi constitués comme un champ de recherche à part entière. Celui-ci fit et fait toujours l'objet de nombreux écrits, aussi bien dans l'immédiate postérité des évènements qu'à l'occasion des anniversaires décennaux qui suivirent, questionnant fréquemment les héritages qu'il

---

[3] X. VIGNA, M. ZANCARINI-FOURNEL, « Les rencontres improbables dans "les années 68" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 101, janvier 2009, p. 163-177.

[4] « L'historien ne reconstruit pas la totalité du temps à chaque recherche : il reçoit un temps qui a été déjà travaillé, déjà périodisé par d'autres historiens. Comme la question de l'historien tient sa légitimité scientifique de son insertion dans le champ, il ne peut faire abstraction des périodisations antérieures : elles font partie du langage même de la profession. », A. PROST, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Point, 1996, (réed. 2010), p.116.

[5] B. GOBILLE, « L'événement Mai 68 », *Les Annales. Histoire, Sciences Sociales,* février 2008, p. 321-349.

[6] M. ZANCARINI-FOURNEL, *Le moment 68, une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008.

[7] Précisément 1962-1981, mais notons également les bornes choisies par exemple par M. ZANCARINI-FOURNEL (1966-1974) dans *Le moment 68, une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008, ou encore celles de P. ORY (1968-1981) dans *L'entre deux-mai*, Paris, Seuil, 1983, tentatives dans l'encadrement par des dates significatives d'en saisir la substance et de faciliter la possibilité d'une compréhension de cette période.

lègue [8] . Ces travaux donnent la part belle aux récits biographiques voire autobiographiques dont les premiers suivirent rapidement les faits, et dont l'objectivité est, de facto, contestable. Ils se composent aussi d'œuvres d'étudiants à la légitimité limitée, mais est également, et ce de manière toujours croissante, l'objet de recherches universitaires.

LE MAOÏSME : OMNIPRÉSENCE ET LACUNES

UNE MOUVANCE MAOÏSTE

Au sein de cette période, au cours de laquelle les groupuscules politiques abondent, il est des courants que la large médiatisation de leurs « hauts faits » et l'activisme virulent font émerger de manière nette. Le maoïsme est en France de ceux-ci. Mais ce même terme de maoïsme recouvre en France deux réalités principales.

L'une, issue du PCF, apparue antérieurement à l'effervescence de la jeunesse de la décennie 1960, consiste en un alignement sur les positions chinoises. Se revendiquant du marxisme-léninisme, ce courant est principalement représenté par le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml).

.

Le maoïsme spontanéiste, s'il s'aligne également sur les positions chinoises dans les désaccords sino-soviétiques, puise sa principale originalité dans sa confiance en la « spontanéité » et la créativité des masses – se révélant dans la Révolution Culturelle chinoise – craignant que la création d'une avant-garde ne sclérose le mouvement révolutionnaire.

On néglige fréquemment de traiter ce courant à l'aune de l'existence préalable de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCml) – scission de l'Union des étudiants communistes (UEC) – car au-delà de la simple filiation d'avec la Gauche Prolétarienne (GP) et Vive le Communisme/Vive la Révolution (VLC/VLR), c'est un

[8] Sur les interprétations de ses suites, voir notamment K. ROSS, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Complexe-Le Monde diplomatique, 2005.

large pan théorique et pratique que partagent ces organisations. Si ce sont généralement ces dernières que recouvre l'appellation de « mao-spontex », les méthodes d'agitation et les lignes développées dans la propagande de l'UJCml ne sont pas exemptes de similitudes avec celles qui caractérisent par la suite le « maoïsme libertaire[9] » ou l' « anarcho-maoïsme[10] ». Cette étude ne saurait être complète si elle ne les replaçait dans le contexte de leur propre histoire, mettant en évidence le fait que nombre de pratiques et sensibilités y trouvent leurs racines.

Si elle en est la représentante la plus étudiée, la GP n'est pas la seule organisation à se réclamer de la pensée du président Mao. Outre celle-ci, l'autre organisation principale du courant maoïste spontanéiste qu'est le groupe VLR, s'incarne, pour un public dépassant largement sa sphère militante, à travers son second journal *Tout !* qui par la diversité et la nature des thèmes abordés s'inscrit dans une filiation d'avec le courant naissant de la free press, vecteur de communication générationnelle dont le mensuel *Actuel*, va être le représentant le plus abouti en France. Cette publication de VLR favorise en effet une convergence entre tradition militante et sensibilité contre-culturelle. VLR n'a fait l'objet que de travaux estudiantins, par ailleurs peu nombreux, à l'exception d'une thèse récemment soutenue, non pas en France mais au Royaume-Uni sur l'originalité de son organe de presse[11].

N'ayant pu prendre connaissance d'aucune étude transversale de cette mouvance, c'est dans ce qui nous apparaît comme un vide que nous entendons insérer notre travail.

Le terme de mouvance, par la prise en compte de liens plus distendus que ceux induits par le militantisme à proprement parler, nous semble essentiel pour décrire le spontanéisme. Le fait que ses militants, jeunes pour la plupart, soient en prise directe avec les préoccupations de leur époque donne à leurs options politiques un large écho dans l'opinion publique, surtout – mais non exclusivement – au sein de leur génération. Leur sens de l'agitation qui ne se prive rarement de spectaculaire et de médiatisation intensive (relayée, outre par leur propres vecteurs, par la presse généraliste, en témoigne

[9] J.-P. LE GOFF, *Mai 68 : l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998.
[10] R. HESS, *Les Maoïstes français : une dérive institutionnelle*, Paris, Éditions Anthropos, 1974, et M. DRESSEN, *De l'amphi à l'établi*, Paris, Belin, p.21.
[11] M. MCGROGAN, *Tout! in context 1968-1973: French radical press at the crossroads of far left, new movements and counterculture,* thèse de doctorat en Histoire, University of Portsmouth, 2010.

la rubrique que lui consacre *Le Monde*[12]) a su leur attirer des sympathies de poids. La sphère d'influence du spontanéisme dépasse rapidement les seuls individus appartenant à ces organisations, les militants au sens strict du terme. Il apparaît ainsi que les groupes Gauche Prolétarienne ou Vive La Révolution ont eu dans leur sillage un nombre conséquent de sympathisants, sans que ceux-ci ne se soient directement intégrés à l'un ou l'autre[13]. Par ailleurs, leur implication dans de multiples organisations « satellites », plus ou moins indépendantes, favorise la diffusion et la mise en application de leurs thèses. Recrutant ses militants et sympathisants dans la jeunesse, principalement étudiante et lycéenne mais également dans le monde ouvrier et paysan, recueillant même le soutien d'intellectuels parmi les plus éminents de l'époque, il s'agit donc bien d'une mouvance, entraînant dans son sillage nombre de pratiques et d'analyses qui font du maoïsme l'un des courants majeurs de ce que l'on désigne communément sous l'appellation de gauchisme.

Originellement défini par Lénine comme « maladie infantile du communisme » (1920) le terme de « gauchisme » connaît une nouvelle jeunesse dans la période que nous étudions. Souvent péjorative, parfois revendiquée, cette expression se détache de sa définition originelle pour être utilisée très largement, désignant l'ensemble des forces se distinguant de l'orthodoxie des partis communistes traditionnels, dans leur tentative de définir d'autres chemins vers le socialisme. Au sein de ce que l'on désigne sous le terme de gauchisme, le courant maoïste occupe donc, dans la France des années soixante-dix, une place substantielle, tant en terme d'impact, que celui-ci soit symbolique ou plus profond sur ses contemporains, qu'en terme d'effectifs[14].

Nous choisirons d'inclure sous l'étiquette de maoïsme spontanéiste tant l'UJCml, pour ce qu'elle représente en terme de préalable idéologique et pratique pour les deux autres organisations, déjà citées. Nous estimons, et nous attacherons à l'illustrer, que

---

[12] B. BRILLANT, « La contestation dans tous ses états », dans G. DREYFUS-ARMAND, R. FRANK, M.-F. LEVY, M. ZANCARINI-FOURNEL (dir.), Les années 68. Le temps de la contestation, Bruxelles, Complexe, 2000, p.109.

[13] On peut raisonnablement supposer que la GP comptait, à elle seule, environ 3000 militants (en 1974 selon GD12, Archives de la Préfecture de Police, et selon une enquête de police non référencée citée dans *Les nouveaux partisans*, *op. cit.,* p.165), mais également, comme l'exemple de Geneviève, ouvrière bobineuse ayant participé au film *Coup pour Coup*, qui « ne se considère pas comme une militante maoïste mais […] affirme : "S'il suffit de se révolter et de lutter contre l'égoïsme, alors nous sommes tous maoïstes." », de nombreux sympathisants, M. MANCEAUX, *Les Maos en France*, Paris, Gallimard, 1972, p.105.

[14] Les Renseignements Généraux évoquent 2500 à 3000 militants et sympathisants de l'UJCml en 1968 (GD 12, Archives de la préfecture de police de Paris), tandis que la GP évoque 10000 *CdP* vendues, en moyenne en mars 1973 (« État des dettes et paiements », mars 1973, F delta res 576/5/1/1, BDIC).

celles-ci partagent aussi bien des pratiques et modalités d'action que des thématiques, analyses et références voisines, allant jusqu'à mener parfois un travail en commun, bien que leurs relations aient souvent été conflictuelles et génératrices d'une surenchère verbale accusatoire dont la qualification de VLR par la GP de « groupuscule parasite, dans la mesure où il n'a jamais mené aucune action originale, qui lui soit propre, et où il reprend à son compte, souvent de la manière la plus grossière des éléments de la politique de la Gauche[15] » n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

UNE HISTOIRE ENCORE À VIF

Il est légitime de se s'interroger sur l'intérêt et l'apport que peut présenter une nouvelle recherche portant sur la France des années soixante-dix, sujet d'une production déjà conséquente et toujours croissante. Ceci d'autant que l'objet choisi, le maoïsme, est l'un des plus fréquemment évoqué, sinon traité, dans l'histoire de cette période. Il est en effet frappant de voir que le maoïsme français (dans l'acception de maoïsme correspondant aux maoïstes dits spontanéistes[16]) est omniprésent dans les études sur Mai et son immédiate postérité, quel que soit l'angle de ces approches. Or il nous apparaît intéressant de noter que dans *68, une histoire collective*[17] – traitant de la période à travers un spectre large, tant au niveau géographique (ne s'arrêtant pas à son histoire parisienne, ni même nationale) que thématique – les maoïstes n'apparaissent régulièrement que comme protagonistes secondaires, dans des chapitres aussi variés que, pêle-mêle, la violence[18], la répression[19], l'immigration[20], le logement[21], ou la prison[22]. Ce phénomène, s'il est illustré de manière emblématique dans cet ouvrage traverse la

[15] « Compte rendu du Comité National », juillet 1970, Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/3/2, BDIC.
[16] L'histoire des pro-chinois, ou marxistes-léninistes est moins sujette à écrits, à l'exception des ouvrages de C. BOURSEILLER, *Les Maoïstes : la folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 1996, et P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France,* t. I et II, Paris, Union générale d'éditions, 1972 et 1978.
[17] P. ARTIERES, M. ZANCARINI-FOURNEL (dir.)*, op. cit.*
[18] M. ZANCARINI-FOURNEL, « Changer le monde et changer sa vie », dans P. ARTIERES, M. ZANCARINI-FOURNEL (dir.)*, op. cit.,* p. 405-444.
[19] *ibid.*
[20] A. HAJJAT, « Alliances inattendues à la Goutte d'Or », dans P. ARTIERES, M. ZANCARINI-FOURNEL (dir.)*, op. cit.,* p. 521-527.
[21] V. LEMIRE*,* « Nanterre, les bidonvilles et les étudiants », dans P. ARTIERES, M. ZANCARINI-FOURNEL (dir.)*, op. cit.,* p. 137-143.
[22] L. QUERO, « Les prisonniers enfin : de l'indifférence à l' "effet de souffle" », dans P. ARTIERES, M. ZANCARINI-FOURNEL (dir.)*, op. cit.,* p. 566-573.

littérature consacrée à ces années. Le maoïsme français, souvent appréhendé à travers la GP et plus rarement VLR, n'est que très rarement le sujet de travaux, au-delà de ceux s'attachant à écrire leur propre histoire[23], et par ailleurs jamais ces organisations ne sont, étudiées de manière conjointe dans leur trajectoire. Il est selon nous étonnant que ce courant, à bien des égards excellent reflet de ce moment charnière que furent les années 1968, n'ait pas été le sujet d'une approche spécifique sur ses implications et interactions avec certaines préoccupations sociales émergentes.

DEUX THÉMATIQUES MAJEURES : L'ÉTABLISSEMENT ET LE RAPPORT À LA LÉGALITÉ

Ces deux dernières années, au cours desquels nous avons effectué nos recherches, la production concernant les années soixante-dix s'est encore accrue[24]. Deux ouvrages sont consacrés à des thématiques proches de notre sujet[25]. Les angles d'approche choisis dans ces deux dernières parutions sont, selon nous, une bonne illustration de choix historiographiques, selon nous trop souvent privilégiés pour traiter du maoïsme.

Tout d'abord, l'ouvrage *les Nouveaux partisans*[26] nous semble illustrer le biais relevant d'un traitement souvent partisan de cette histoire, qui fut largement le fait d'acteurs, et donc largement constituée par des autobiographies ou témoignages. Fruit du travail collectif d'anciens militants de « base » de la Gauche prolétarienne, il affirme son intention de proposer un récit de l'organisation politique telle qu'elle fut vécue par ses acteurs. Il s'agit là de s'opposer à une assimilation fréquente de l'organisation aux membres de son groupe dirigeant[27], établie pour la première fois par Hervé Hamon et Patrick Rotman[28]. Que l'intention soit celle de la critique, par laquelle, bien souvent, la GP n'apparaît paradoxalement que comme terreau propice à des trajectoires exemplaires

[23] I. SOMMIER, « Mai 68: sous les pavés d'une page officielle », *Sociétés contemporaines*, nº 20, 1994, p. 63-79.
[24] Par exemple : *Vincennes, l'université perdue*, V. LINHART (réal.), Arte France et Agat Films & Cie, 2016, 95 min.
[25] Liste à laquelle s'ajoute désormais un roman sur l'établissement, *Nos lieux communs*, de C. THOMAS, Paris, Gallimard, 2016, 176 p.
[26] COLLECTIF, *Les nouveaux partisans : histoire de la gauche prolétarienne par des militants de base*, Marseille, Al Dante, 2015, 399 p.
[27] Image que contribuent à perpétuer tous documentaires, interviews, où apparaissent sans cesse les mêmes protagonistes, aujourd'hui largement médiatisés.
[28] H. HAMON et P. ROTMAN, *Génération,* t. I et II, Paris, Seuil, 1988 et 1987.

de reconversion réussie[29], ou d'aller à contre-courant de ce discours en en faisant l'histoire de et par la base[30], d'en « réhabiliter la figure populaire [à l'encontre de] l'histoire des dominants[31] », ce sont là des choix subjectifs, auquel nous n'entendons pas contribuer.

Mais il nous semble qu'au-delà de la dimension empreinte d'émotion, du souhait de discrédit ou de réhabilitation, voire de ressentiment[32] ou de repentance[33] cette histoire se prête à des questionnements au regard de la multiplicité des pratiques et des luttes dans lesquelles elle s'est inscrite. Nous nous attacherons, en prenant garde à la tentation d'une réification de ces groupes qui bien que centralisés regroupent des parcours et sensibilités particulières, à livrer une étude de leurs trajectoires, des facteurs et contextes ayant influencé leur évolution stratégique, une histoire, sinon globale évitant à tout le moins leur personnalisation à travers leurs acteurs.

Quant à la seconde parution, un numéro des *Temps modernes*[34], c'est son parti pris de ne traiter que la thématique de l'établissement, qui nous semble devoir être dépassé. La littérature attachée à l'établissement, phénomène certes inédit[35], est conséquente, qu'elle prenne corps en des témoignages directs[36] ou indirects[37]. De même, l'étude des ressorts individuels du choix de l'établissement, en un rapprochement d'avec une dimension religieuse (facilité par la préexistence des expériences des prêtres ouvriers), de l'abnégation ou du sacrifice résultant de ce mode de vie à travers les aspects sociologiques qu'entraînent le choix d'une mobilité sociale descendante –

[29] G. HOCQUENGHEM, *Lettre ouverte à ceux qui sont passé du col mao au Rotary*, 1986, réed. Marseille, Agone, 2003, 203 p.
[30] M. JARREL, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne: cinq ans d'intervention en milieu ouvrier*, N.B.E., 1974.
[31] R. GUIOT, « Sociogenèse, réception et usage social du label "marxiste-léniniste" en France. Comment écrire l'histoire du mouvement maoïste en France ? », Prochinois et maoïsmes en France et dans les espaces francophones, *Dissidences*, n°8, mai 2010, Bordeaux, Le bord de l'eau, p.41.
[32] J.P. CRUSE, *Rebelles, Histoire secrète des « Maos » de la « Gauche prolétarienne » (1967-1977)... et ce qui s'ensuivit ! (1977-2008)*
[33] A. LINIERS, « Objections contre une prise d'armes », dans *Terrorisme et démocratie.* [en ligne]. Fayard (programme ReLIRE), «Fondation Saint-Simon», 1985, 230 p.
[34] Ouvriers volontaires : les années 68, l' « établissement » en usine, *Les Temps Modernes*, n°684-685, juillet-octobre 2015.
[35] Bien qu'il faille nuancer ce propos, en tenant compte de l'existence de diverses expériences historiques d'enquêtes prenant pour objet le monde ouvrier, nous entendons par inédit l'ampleur qu'il prit ainsi que sa perspective révolutionnaire.
[36] R. LINHART, *L'Établi*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1978, 180 p.
[37] V. LINHART, *Volontaires pour l'usine: vies d'établis*, 1967-1977, Paris, Le Seuil, 1994, 243 p.

remarquablement étudiés par ces entrées par Marnix Dressen[38] – nous semble conduire à éluder ou a minima schématiser la dimension organisationnelle du projet. Étudier le phénomène de l'établissement à travers ces spécificités, conduit, nous semble-t-il, à une vision restrictive de la pratique au sein de laquelle il s'inscrit, celle de l'enquête. Il nous semble ainsi que celle-ci, dans ses familiarités avec certaines formes de sociologie, d'expertise ou de journalisme, est à appréhender comme un terreau fertile à l'innovation et au développement de revendications variées. C'est donc là tout un pan de la théorie maoïste, ou du moins de sa compréhension par les militants français s'en réclamant qu'il convient d'envisager. Notons sur ce point le travail de Julian Bourg, qui à travers une analyse suggérant un « renouveau des droits de l'homme[39] » et de l'éthique accorde une place centrale à cet aspect qui nous apparaît comme essentiel de la pratique militante des maoïstes[40].

Après nous être attachés à évoquer deux des aspects essentiels de l'historiographie du maoïsme en France, il nous faut désormais aborder le troisième, et non le moindre : celui de sa conception de la légitimité. Celle de la justice[41], et celle de la violence[42]. Si la GP, et dans une moindre mesure VLR, marquèrent les esprits, c'est principalement par leur conception du militantisme, et leur recours fréquent et surtout fortement médiatisé aux coups d'éclats. N'hésitant pas à faire usage d'une violence, tant verbale qu'effective, qui fut justifiée – bien souvent a posteriori – comme étant essentiellement symbolique[43], elles marquèrent l'imaginaire attaché aux années soixante-dix. Au regard de groupes d'extrême-gauche européens d'inspiration tiers-mondiste prônant la lutte armée tels les Brigate Rosse (BR), la Rote Armee Fraktion (RAF), la France semble ainsi faire figure d'exception[44]. Ses organisations les plus virulentes ont plutôt suivi la voie d'un certain apaisement que d'une radicalisation, et même en admettant la contingence des trajectoires des Noyaux Armés pour l'Autonomie

[38] M. DRESSEN, *op. cit.*, p. 388.
[39] J. BOURG, « Les contributions accidentelles du marxisme au renouveau des droits de l'homme en France dans l'après-68 », *Actuel Marx,* n° 32, février 2002, p. 125-138
[40] J. BOURG, *From révolution to ethics, May 1968 and Contemporary French Thought*, Mc Gill, Queen's University Press, 2007, 488 p.
[41] J.P. ETIENNE, *La Gauche Prolétarienne (1968-1973), Illégalisme révolutionnaire et justice populaire*, thèse de doctorat en Histoire contemporaine sous la direction de Jean-Marie VINCENT, Paris, Université Vincennes Saint Denis, 2004.
[42] I. SOMMIER, *La violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998.
[43] A. LINIERS, « Objections contre une prise d'armes », dans *Terrorisme et démocratie, op. cit.*
[44] I. SOMMIER, *La violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie*, *op. cit.*

Populaire (NAPAP) à la suite du maoïsme français des années soixante-dix, leur refus du passage au terrorisme est avéré. Dans cette optique, cantonnés dans les limites de la violence contre les biens – et dans certains cas, d'une violence dirigée contre des individus mais sans passage au meurtre – les choix stratégiques aux limites de la légalité des organisations françaises, au premier rang desquelles celle de la GP, jusqu'à une disparition apparemment soudaine, interrogent. Pour autant, il nous apparaît par trop restrictif de ne nous cantonner qu'à cet aspect de ces organisations, et dans la mesure où il résulte d'une part de choix politiques, d'autre part d'une conjoncture particulière, nous chercherons plutôt à mettre en lumière ces choix, au sein de l'histoire propre de ces organisations.

UN SUJET À LA CROISÉE DES SCIENCES-SOCIALES

Le maoïsme nous apparaît donc comme un courant nodal lorsque l'on s'intéresse aux mouvements nés des suites de 1968. Les explications proposées afin d'analyser une mutation des formes et objets de la contestation diffèrent selon l'angle choisi. Les facteurs du changement étant multiples, ils permettent le développement d'analyses politiques, sociologique ou historiques. Au-delà de la dimension historique, pour appréhender un temps de mutations profondes de la société française, nous estimons essentiel de nous nourrir de l'apport d'autres disciplines des sciences humaines, et notamment de la sociologie, non dans notre méthode de recherche mais en tant qu'outil analytique. La sociologie prit en effet comme objet d'étude ces années 68, à travers, entre autres, la sociologie des mobilisations ou la sociologie des mouvements sociaux[45], analysées par des auteurs tels Alain Touraine, ou Jean-Pierre Le Goff[46], à travers une analyse de l'abandon progressif au sein du mouvement social d'une analyse fondée sur un antagonisme de classe.

L'approche des mobilisations que connurent les années soixante-dix fut, dans ce cadre, en premier lieu de type sociologique, se penchant sur un certain renouveau dans la forme et la direction de la contestation, exprimé par la qualification de « Nouveaux

[45] Le mouvement social peut être défini comme « la conduite collective organisée d'un acteur de classe luttant contre son adversaire de classe pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète », A. TOURAINE, *La Voix et le Regard*, Paris, Éditions du seuil, 1978, p.42.
[46] J.-P. LE GOFF, *op. cit.*

Mouvements Sociaux ». En rupture avec la contestation jusque-là essentiellement axée sur le travail, ceux-ci entendent par ailleurs « rejeter les formes classiques de mobilisation (partis, organisations structurées) au risque de voir apparaître en leur sein ces relations de pouvoir que l'on redoute[47] ». Cette analyse sociologique du mouvement social est, pour partie, à l'origine de notre approche du courant maoïste français.

Les évolutions structurelles des sociétés occidentales, impliquant une désindustrialisation progressive due tant à la destruction de nombreuses industries qu'à une tertiairisation de l'économie, impactent nécessairement la nature de la contestation. Celle-ci, s'inscrivant progressivement dans un « décentrement de l'économie et du mouvement ouvrier au profit d'enjeux socioculturels[48] », nous amène ainsi à questionner le maoïsme en tant qu'acteur de ce déplacement. Acteur, tant dans une tentative réitérée de s'adapter à un public changeant, que dans son rôle actif, et son investissement au sein de secteurs jusque-là délaissés. Mais également fruit de ce déplacement, par l'incidence qu'eurent les mutations des mouvements contestataires et des horizons d'attente dans l'évolution de ses analyses politiques. Nous cherchons donc à montrer l'inter-influence des aspirations libertaires de la fin des années soixante et des modalités d'action pratiques que sont les adaptations de la pensée maoïste à la société française, sur le renouvellement du champ de la revendication sociale. Par-là, nous cherchons à interroger la manière dont les maoïstes, en tant que produit conjoint de la tradition communiste française et de la naissance d'une société du loisir, ont tenté consciemment ou non d'intégrer de nouvelles préoccupations à une analyse marxiste des rapports sociaux, et à cerner la manière dont conjointement les aspects naissants de la contestation sociale, caractérisés souvent par leur définition non plus essentiellement fondée sur un rapport au travail et à la production, ont trouvé un écho tout particulier dans les pratiques et revendications de ces groupes.

[47] X. CRETTIEZ, I. SOMMIER et al. *La France rebelle. Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2006.
[48] M. MARGAIRAZ et D. TARTAKOWSKY, « Mai-juin 68 et ses suites », dans M. PIGENET et D. TARTAKOWSKI (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France : de 1814 à nos jours,* Paris, La Découverte, 2012.

SOURCES

Afin d'appréhender l'histoire de ces organisations, nous avons préférentiellement fondé nos recherches sur des sources écrites. Bien que la majeure partie de leurs anciens membres soit encore en vie, nous avons pris le parti de ne pas effectuer d'entretiens. Au vu des enjeux liés, aujourd'hui encore, au destin particulier de ces organisations et de certains de ses membres, nous avons donc à ce stade de nos travaux, et afin d'éviter tout risque d' « illusion biographique[49] », préféré nous concentrer sur leurs archives écrites, dans lesquelles, pour discutable que leur objectivité puisse être, a-t-on au moins la certitude qu'elles correspondent à la réalité de l'époque, et non à une réécriture a posteriori. Pour autant, les sources consultées, et par extension celles disponibles pour le public, ne peuvent être qualifiées d'exhaustives.

Le fond Gauche Prolétarienne conservé à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), fort de soixante-dix cartons, est majoritairement constitué des archives centrales de l'organisation. Il présente, pour la part qui nous intéresse, les textes centraux de la GP, dont les comptes rendus du Comité National, présentant les concertations liées au développement de la ligne politique. Toutefois, de ces archives sont absents les comptes rendus du Comité Exécutif (l'entité dirigeante de la GP), ayant été extraits et/ou détruits entre 1976 et 1989[50]. En 1989, d'autres comptes rendus ont été collectés et il s'est avéré que la trace de ces derniers a de nouveau été perdue après qu'ils ont été temporairement confiés à un ancien membre de la direction afin qu'il en effectue une reproduction dactylographiée.

Ce fonds contient également des dossiers relatifs aux divers secteurs investis par l'organisation, dont la presse, les prisonniers, le Secours Rouge, les Comités de Mal-logés (CML), les Comités Palestine (CP) et le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA), la santé, contenant tracts, textes internes, et brochures les concernant, ainsi que des bulletins locaux (du Secours Rouge, des CP, des CML). Y sont également réunis de nombreux documents antérieurs à la GP, constituant une part de la production de l'UJCml, et postérieurs à sa dissolution.

---

[49] « Le récit autobiographique s'inspire toujours, au moins pour une part, du souci de donner sens, de rendre raison, de dégager une logique à la fois rétrospective et prospective, une consistance et une constance, en établissant des relations intelligibles, comme celle de l'effet à la cause efficiente ou finale, entre les états successifs, a »si constitués en étapes d'un développement nécessaire. », P. BOURDIEU, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, vol. 62, n°1, 1986, p. 69-72.

[50] « Histoire de la collation et du classement des archives », Histoire(s) de la GP par elle-même, F delta res 576/1, BDIC.

À la BDIC, nous avons également pu consulter au sein du fonds Daniel Guérin présentant ses archives personnelles, un dossier contenant de la correspondance, des coupures de presse autour d'organisations comme le Groupe d'Information sur les Prisons (GIP), le Comité d'Action des Prisonniers (CAP) et également le Secours Rouge. Le fonds Assia Melamed quant à lui présente, outre des tracts divers, des documents internes au comité Secours Rouge du XVIII^{e} arrondissement de Paris et au Comité Palestine qui lui est lié. On y trouve ainsi des lettres de doléances des habitants du quartier concernant des problèmes de racisme, d'insalubrité des immeubles, mais également des comptes rendus de réunion, des tracts et des projets d'évènements au sein du quartier de la Goutte d'Or (fêtes, manifestations). Sur la question plus spécifique de l'immigration, nous nous sommes référés au fonds Saïd Bouziri, plus spécifiquement constitué d'archives des Comités Palestine, et du MTA.

Quant au fonds VLR, bien que constitué de 17 cartons, il nous est apparu d'un intérêt moindre, à l'exception des archives personnelles de Tiennot Grumbach, ancien membre dirigeant.

Nous avons également pu obtenir une dérogation concernant divers dossiers de la Préfecture de Police de Paris. Toutefois, certains éléments ont été retirés du corpus disponible sans que nous ne puissions connaître la nature et la raison d'exclusion de ces documents. Ces archives, majoritairement composées de rapports de police concernant des interpellations, des manifestations, présentent également quelques rapports synthétiques des Renseignements Généraux sur les organisations gauchistes des années soixante-dix.

Nous tenons par ailleurs à remercier M. Bernard Brillant qui nous a aimablement confié ses propres archives, issues de M. Pierre Halbwachs, membre du Comité d'Initiative du Secours Rouge, et relatives à celui-ci.

Quant aux archives – en lien avec notre objet d'étude – d'autres centres d'archives – tels que l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam où sont déposés les archives de C. Bourseiller que nous avons consultées, et le Centre d'Histoire du Travail de Nantes – elles nous sont apparues comme n'étant pour nous que d'un maigre intérêt. Les archives y étant conservées ayant trait plus particulièrement aux organisations prochinoise, elles

présentent principalement de la documentation les concernant, certes éclairante sur les trajectoires de celles-ci, mais assez éloignée de notre sujet.

Le dépouillement de la presse liée au courant étudié, de la *Cause du Peuple* aux journaux *Vive la Révolution* et *Tout !* ou, se rattachant moins directement à celui-ci comme *Actuel, Rouge* et l'*Humanité Rouge* nous est apparu également comme d'un grand intérêt afin de confronter les différentes positions des mouvements au cœur de notre étude à ceux extérieurs mais contemporains et s'inscrivant dans le mouvement contestataire de la période étudiée.

Au-delà du matériel des organisations étudiées, certains ouvrages ont pu, pour nous, faire office de source, du fait de la présence en leur sein de textes politiques, tel les ouvrages de Patrick Kessel[51], ou encore de témoignage recueillis à l'époque, dans *Les Maos en France* de Michèle Manceaux[52].

Afin de croiser les informations recueillies, nous avons également pu consulter des tracts issus de toutes obédiences distribués au printemps 1968 et durant les années qui suivirent, ainsi que de nombreux textes de la presse de l'époque, que celle-ci soit nationale et considérée comme « de référence » comme *Le Monde* ou *Le Nouvel Observateur* ou, plus engagée, comme la première mouture du journal *Libération* (1973-1981).

Enfin, pour éviter une certaine idéalisation de notre sujet, lié à un usage privilégié de la source écrite, nous nous sommes également appuyés sur des sources audiovisuelles. Nous avons en effet pu consulter certains journaux et émissions télévisés de l'époque disponibles sur le site de l'INA, mais également une filmographie plus générale à travers des documentaires. Sur ce point, retenons notamment *Coup pour Coup* (Marin KARMITZ, 1972), *On vous parle de Flins* (Guy DEVART, 1970), *Oser lutter oser vaincre* (Jean-Pierre THORN, 1969) ou encore *Mort pour la Cause du Peuple* (Anne ARGOUSE, Hugues PEYRET, 2012), *FHAR* (Carole ROUSSOPOULOS, 1971).

Au-delà des sources et ouvrages concernant directement notre sujet, nous avons également pu nourrir notre réflexion de diverses lectures. Celles-ci, bien que nous ayant

[51] P. KESSEL, *Le Mouvement « maoïste » en France 1968-1969*, t. I et II, Paris, Union générale d'éditions, 1978.
[52] M. MANCEAUX, *op. cit.*

été d'une utilité certaine pour cerner les aspects multiples des mouvements contestataires et culturels traversant les années soixante et soixante-dix, en France comme à l'étranger, ne nous semblent pas devoir figurer au sein de notre bibliographie.

PREMIÈRE PARTIE

DE LA LUTTE DES CLASSES

(1966-1970)

CHAPITRE I.
CRITIQUES ET RUPTURES (1962-1968)

Le maoïsme spontanéiste, dont la naissance est intimement liée au contexte des années 68, s'inscrit dans l'émergence d'une profonde vague de remise en question traversant le mouvement communiste international, et plus spécifiquement, dans le cas qui nous intéresse, le Parti Communiste Français (PCF). Celle-ci est essentielle pour appréhender les spécificités du courant maoïste français, et, au-delà, les trajectoires et aspirations spécifiques de cette génération de militants, s'investissant, avant même les événements de 1968, dans cette voie politique, et nécessite donc une brève présentation.

A. DU REFUS DE LA DÉSTALINISATION À L'EXEMPLE CHINOIS

Les conditions d'émergence des courants prochinois puis maoïstes en France sont à mettre en perspective avec le contexte international des années cinquante, et plus particulièrement les nouveaux horizons ouverts par le « modèle » de la République Populaire de Chine face à une Union Soviétique en pleine mutation. La mort de Staline en 1953, y engendre un processus de remise en question de la politique menée par celui-ci. Au terme d'une lutte interne au sein du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), Nikita Khrouchtchev lui succède au poste de premier secrétaire et initie une remise en question de la politique autoritaire de ce dernier. Les purges, les déportations et la police secrète sont dénoncées dans un rapport présenté par Khrouchtchev au cours du XX^{e} congrès du PCUS. Ce rapport, censé être tenu secret, critique outre l'aspect répressif du régime, le culte de la personnalité développé sous la direction de Staline. Rapidement pourtant, les points développés dans ce rapport connaissent des fuites, et, publié à l'étranger, il suscite de vives réactions. La politique de Khrouchtchev, et particulièrement sa politique étrangère se veut la traduction d'une inflexion dans la ligne du PCUS. Si l'immense majorité des partis communistes à l'Est comme à l'Ouest réaffirment leur alignement sur l'URSS, choisissent d'ignorer le débat et restent fidèles à la ligne politique désormais prônée par l'URSS, tendances et dissensions internes émergent en leur sein.

L'Albanie et surtout la République Populaire de Chine sont les seuls pays à s'opposer frontalement à la déstalinisation, ainsi qu'à la mise en place d'une coexistence

pacifique avec les pays capitalistes. Les relations sino-soviétiques se dégradent. La Chine dans les *Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international*[53], plus généralement connues sous l'appellation de « lettre en 25 points », affirme son refus de réviser l'histoire du socialisme et d'en évincer Staline[54], d'occulter le rôle essentiel qu'il y joua et dénonce le « révisionnisme de Khrouchtchev […] variante du socialisme bourgeois[55] » coupable de servir les « besoins de la politique d'évolution pacifique que l'impérialisme américain pratique à l'égard de l'Union soviétique[56]». Cette opposition polarise en 1963, en France et à l'international les militants communistes.

UN NOUVEAU MODÈLE

C'est dans ce cadre que l'association des Amitiés Franco-chinoises (AFC) se crée en 1956, sous l'égide du Parti Communiste Français, et c'est donc, jusqu'en 1962 de manière interne à celui-ci que se développent les tendances prochinoises en France[57]. Les AFC rassemblent militants communistes intéressés et bienveillants à l'égard de cette nouvelle réalisation de « socialisme réellement existant », mais également à l'égard des mouvements révolutionnaires des pays du tiers-monde.

Dans la brèche ouverte par la revue *Révolution* de Jacques Vergès diffusant les thèses chinoises en France, les positions critiques vis-à-vis de la politique du PCF s'axent dans un premier temps sur la modération de la position du Parti sur la question de l'Algérie[58] et sur le rejet de la perspective du passage au socialisme par la voie parlementaire. Ces tendances trouvent écho dans la dégradation des relations entre PCUS et Parti Communiste Chinois (PCC), et souscrivent aux critiques dénoncées par la lettre en 25 points. Suite à la « mise en sommeil[59]» en 1962 par le PCF des Amitiés

[53] *Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international, Réponse du Parti Communiste Chinois à la lettre du 30 mars 1963 du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique*, Pékin, Éditions en Langues Etrangères, 1963 (réed. 1973), 122 p.
[54] *Sur la question de Staline*, À propos de la lettre ouverte du comité central du P.C.U.S. (IX), Pékin, Éditions en Langues étrangères, 1964, 22 p.
[55] *Le Pseudo-communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde,* A propos de la lettre ouverte du comité central du P.C.U.S. (IX), Pékin, Éditions en Langues étrangères, 1964, p.60.
[56] *Ibid.*
[57] R. GUILLOT, Sociogenèse, réception et usage social du label « marxiste-léniniste » en France. Comment écrire l'histoire du mouvement maoïste en France, *Dissidences*, n°8, *op. cit.*, p. 27.
[58] *Ibid.*
[59] P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France*, 1963-1968, t. I, Paris, Union générale d'éditions, 1972, p.88

franco-chinoises et à l'exclusion des dissidents en 1964[60], ceux-ci en assurent la continuité en fondant les Cercles Marxistes-Léninistes de France[61]. Ces structures, prémices des organisations auto-proclamées marxistes-léninistes françaises favorisent la diffusion d'informations en provenance de République populaire de Chine puis d'Albanie, tels *Pékin information*, *Radio Tirana* ou des ouvrages et brochures édités par le PCC, tout en publiant leur propre presse, l'*Humanité Nouvelle* dès 1965. En juin 1966 est fondé le Mouvement Communiste de France Marxiste-Léniniste, dernière étape avant sa constitution en « Parti », visant par ailleurs à s'attirer le soutien de la Chine[62], le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (PCMLF) en décembre 1967[63], publiant lui, l'*Humanité Rouge*.

L'essor du tiers-mondisme

Mais au-delà de ses relations avec l'URSS, la Chine affirme un intérêt marqué à l'égard des pays du Tiers-Monde. Elle participe à la conférence de Bandung en 1955 - dite conférence des non-alignés – qui marque la revendication de reconnaissance de ces pays, choisissant de ne s'aligner, ni sur l'URSS ni sur les États-Unis. L'écho en France des guerres coloniales amène nombre de militants et d'intellectuels à une sensibilité croissante sur ces questions. Ils trouvent un appui théorique dans la découverte des thèses tiers-mondistes, dont *Révolution* et les éditions Maspero se font, en France, le relai, marquant là l'émergence d'une remise en question des impérialismes tant américain que soviétique. Un intérêt particulier est porté aux modèles chinois et cubain, auprès d'une audience allant au-delà du cercle strict des sympathisants marxistes-léninistes, comme en témoigne le développement dans les années 1960 d'un certain « tourisme militant »[64].

---

[60] P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France*, 1963-1968, *op. cit.*, p.89
[61] *Ibid.*
[62] Consistant principalement en des souscriptions massives à des abonnements de presse, R. GUIOT, art. cit., p. 27-28.
[63] P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France*, 1963-1968, *op. cit.*
[64] Sur ce sujet voir P. ARTIERES, « Paris-Pékin, aller-retour : de l'aveuglement à la méfiance », dans ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), *68. Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, F. HOURMANT, *Au pays de l'avenir radieux: Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000, et M. DRESSEN, « Ombres chinoises : regards de maoïstes français sur la Chine de Mao (1965-1976) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°94, février 2009, p. 16-32.

Au-delà de l'identification à la Chine, l'agitation révolutionnaire marquant de nombreux pays, à travers notamment les luttes pour l'indépendance d'anciennes colonies occidentales est source d'inspiration à l'international et la jeunesse française ne fait pas exception. Mais par-delà les affinités idéologiques, c'est à l'épreuve des conflits et contestations que s'établissent plus profondément les positions militantes en Occident.

En France, l'expérience de la guerre d'Algérie génère une fracture profonde entre partisans de l'Algérie Française et partisans de l'indépendance. Le positionnement modéré du Parti communiste vis-à-vis de celle-ci favorise l'émergence de critiques et une prise de distance de la part de certains militants. Elle est également l'occasion pour certains jeunes de s'investir politiquement, parfois pour la première fois. Si quelques-uns s'engagent concrètement dans un soutien au FLN, devenant ainsi pour quelques temps « porteurs de valises » de l'organisation clandestine, c'est plus généralement à travers leur participation aux diverses manifestations de protestation à la guerre que se traduit l'investissement.

Si la réaction engendrée par la guerre d'indépendance algérienne est de grande ampleur dans l'hexagone, de par sa proximité d'avec l'Algérie, c'est la guerre du Vietnam quelques années plus tard à peine, qui embrase l'opinion publique, cette fois partout dans le monde. Cette lutte, symbolique du « petit peuple » contre le géant américain trouve rapidement un écho dans les milieux progressistes et dans la jeunesse, devenant le symbole de la résistance à l'impérialisme capitaliste.

B. DES POSITIONNEMENTS DISTANCIES VIS-À-VIS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

DE L'UNION DES ÉTUDIANTS COMMUNISTES (UEC) À L'UNION DES JEUNESSES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES

Au cours des années soixante, l'UEC, organisation étudiante du PCF, se développe conjointement à l'accès accru de la jeunesse aux études supérieures. Celui-ci regarde avec méfiance l'organisation étudiante se développer, sans parvenir à analyser correctement les bouleversements touchant la société française. Une des conséquences politiques et sociales de cette situation se traduit par l'apparition de divergences d'analyse quant à la ligne du Parti au sein même de l'UEC. L'une de ces tendances, les « Italiens » – en référence au « réformisme[65] » pour certains, à l'ouverture pour d'autres – du Parti Communiste Italien (PCI) de Togliatti, prend en 1965 la tête du bureau national de l'organisation. Fin 1965, les tendances désignées comme « gauchistes » (trotskistes) du secteur Lettres sont exclues de l'UEC. En 1966, c'est au tour des tendances marxistes-léninistes, le PCF reprenant désormais le plein contrôle sur son organisation de jeunesse[66].

Les premiers se réclament dès lors ouvertement du trotskisme, certains se ralliant aux thèses de la Quatrième Internationale, faisant leurs les critiques de Trotski à l'encontre de Staline et par là même de l'attitude du PCF quant à l'Union Soviétique. Les seconds, affirmant un intérêt croissant pour le modèle chinois, s'y affilient en se réclamant du marxisme-léninisme, s'opposant au « révisionnisme [67] » du « Parti "communiste" Français[68]», à la suite de ses dissidents prochinois. Ce dernier courant, rassemblé autour de la branche Philosophie du cercle Lettres de l'UEC, initialement orchestré par des élèves de l'ENS Ulm rassemblés sous l'enseignement de Louis Althusser, constitue à son exclusion de l'UEC une nouvelle organisation, l'UJCml.

---

[65] « Les divergences entre le camarade Togliatti et nous », Éditorial du *Renmin Ribao,* 31 décembre 1962.
[66] R. GUIOT, art. cit., p.31
[67] « Une catastrophe pour le révisionnisme français ; une grande victoire du marxisme-léninisme », *Garde rouge,* n°2, décembre 1966, dans P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France*, 1963-1968, *op. cit.*, p.199
[68] Appellation omniprésente chez les marxistes-léninistes et maoïstes, on peut par exemple la trouver dans la *Cause du Peuple*, n°7, mai 1969, GF P RES 145, BDIC, ou dans *Vive la Révolution*, n°1, 15 novembre 1969, Mfc 195/2, BDIC.

L'UJCml créée en 1966, se donne pour programme lors de son premier congrès en février 1967 de « diriger la lutte des classes à l'université et dans la jeunesse[69] », d'« être à la tête des luttes anti-impérialistes dans la jeunesse[70] » et surtout de « [contribuer] à former des intellectuels révolutionnaires qui se lieront aux ouvriers et au peuple travailleur [en instituant] de nouvelles formes d'organisation qui rendront possible la réalisation de cette tâche[71] ». Ce faisant, l'organisation souhaite assumer son rôle d'organisation étudiante, tout en affirmant sa volonté de recentrer ses actions et sa propagande vers les travailleurs. On trouve illustrées dans le dernier point les prémices de ce qui constituera plus tard une des caractéristiques du maoïsme spontanéiste, celle de la multiplication des organisations satellites, structures préalables à la constitution d'un parti. L'UJCml est ainsi à l'initiative de plusieurs organisations lui permettant d'élargir son influence au-delà du cercle de ses militants et sympathisants directs, dont les Cercles Servir le Peuple (SLP) mêlant sensibilité anti-impérialiste et centralité des luttes ouvrières et paysannes, regroupés autour de l'organe du même nom, sont une bonne illustration, « "Servir le peuple" peut et doit être actuellement le pivot de notre propagande et de notre recrutement […] le mouvement de soutien des étudiants aux ouvriers doit donc être un véritable mouvement de masse[72] ».

La question du Vietnam ou la convergence anti-impérialiste

Si la volonté principale de l'UJCml est d'opérer une jonction entre la jeunesse et la classe ouvrière française, son influence dans la jeunesse se propage surtout à travers les mobilisations qu'elle initie contre l'intervention américaine au Vietnam[73]. L'opposition à l'impérialisme, et au capitalisme (dont il est le « stade suprême[74] ») dans les prises de position au sujet des guerres de libération nationale, est à la fin des années soixante, un

[69] « Résolution politique de la 1e session du 1e congrès de l'U.J.C.(m.l.) », *Cahiers Marxistes-Léninistes*, n°15, janvier-février 1967, Origines de la GP, F delta res 576/2/2, BDIC.
[70] *Ibid.*
[71] *Ibid.*
[72] P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France 1968-1969*, tome II, Paris, Union générale d'éditions, 1978, p.28.
[73] 3000 participants au meeting à la Mutualité pour le 7e anniversaire du FNL, le 20 décembre 1967, P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France, 1963-1968*, *op. cit.*, p.367.
[74] Lénine (1917).

élément fédérateur de la contestation d'extrême gauche[75], lieu selon Kristin Ross d'une « nouvelle subjectivité politique passant par l'Autre[76] ». En réponse au Comité Vietnam National (CVN), mêlant des intellectuels et des militants de multiples organisations politiques, dont la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) [77] , au Comité Information Vietnam lié au PCMLF et au Mouvement pour la Paix du PCF, l'UJCml crée en 1967 les Comités Vietnam de Base (CVB). Organisations de soutien à la lutte de peuple vietnamien visant « l'édification en France d'une force politique anti-impérialiste capable de concrétiser la solidarité de fait entre le peuple français et les peuples agressés par l'impérialisme, capable de concrétiser les aspirations profondes du peuple français à soutenir la lutte des peuples qui affrontent directement l'impérialisme[78] », leur mot d'ordre « FNL vaincra», signe, dans une affirmation de radicalité s'opposant au pacifisme des trotskystes et du PCF, un alignement systématique et absout de toute critique sur le régime du Nord-Vietnam. Ces comités affichent de fait une « solidarité totale, le soutien absolu aux principes politiques, aux objectifs et aux méthodes de lutte du peuple vietnamien[79] ».

En pratique, les CVB sont regroupés au sein d'entités géographiques tels que quartiers, établissements scolaires, entreprises ou villes. Les formes prises par le militantisme des CVB témoignent de l'adhésion de l'UJCml à la préconisation de Mao Tsé-Toung faite aux intellectuels et militants d'aller à la rencontre des « masses ». Ces comités mènent pour ce faire leur propagande dans des secteurs délaissés par les CVN, et d'une manière générale moins investis par les autres organisations d'extrême-gauche. Les quartiers populaires, les cités ou les marchés sont les décors privilégiés de leur agit-prop. Les militants y déploient séances et panneaux explicatifs ainsi que des meetings sur la situation au Vietnam et l'actualité du conflit pour « faire pénétrer les

[75] Un rapport des Renseignements Généraux estime en 1968 à environ 20000 les militants et sympathisants des organisations de soutien au Vietnam liées à l'extrême-gauche (GD 12, Archives de la Préfecture de Police de Paris).
[76] K. ROSS, op.cit., p.84.
[77] L. JALABERT, « Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°55, juillet-septembre 1997, p. 71.
[78] « Rapport politique, congrès des CVB », mars 1968, Origines de la GP, F delta res 576/2/4, BDIC.
[79] *Ibid.*

idées justes du Peuple vietnamien, des peuples opprimés en lutte, au sien des masses françaises [80]»[81].

Des journaux tels le *Courrier du Vietnam* ou *Victoire pour le Vietnam* y sont distribués[82]. Doublés par le service d'ordre des Groupes de Protection et d'Autodéfense, ils participent aux manifestations de protestation qui fleurissent en cette fin de décennie, voire organisent des actions spectaculaires (dont l'attaque de l'exposition de soutien au Front uni du Sud-Vietnam le 22 avril 1968), préludes aux actions des futures organisations maoïstes-spontanéistes. Ainsi la question du Vietnam permet, à travers les CVB et leur diffusion de propagande maoïste et grâce à leur écho dans la jeunesse, la politisation d'une frange de celle-ci. C'est ainsi que dépassant largement, dans la jeunesse lycéenne et étudiante, l'audience des rangs militants marxistes-léninistes, ces comités sont pour citer Rémi Guillot « de véritables lieux de socialisation politique où se [transmettent] les savoir-faire hérités de la lutte anticoloniale, [éprouvant] les solidarités militantes et [formant] autant de réseaux de solidarités militantes lors des évènements de 1968[83]».

UNE REMISE EN QUESTION DES HIÉRARCHIES

Au cours des années soixante, la croissance massive du nombre d'étudiants fait de l'Université une préoccupation centrale pour les pouvoirs publics, les intellectuels mais surtout pour les principaux concernés. L'on peut ainsi voir dans cette critique adressée en 1963 sous le titre « les étudiants français et la crise de l'Université bourgeoise » dans *Révolution* un prélude aux revendications futures de mai :

> Ce qui caractérise l'activité de étudiants dans l'Université française actuelle, c'est qu'elle est une pure consommation. Le rôle dévolu à l'étudiant est d'emmagasiner des connaissances […] dont il se servira

[80] « Texte préparatoire à la commission "victoire pour le Vietnam" », Congrès des Comités Vietnam de Base, mars 1968, Origines de la GP, F delta res 576/2/4, BDIC.
[81] « Les Comités Vietnam de Base ont imposé un style de travail nouveau : […] affiches à la main ou sérigraphiées, des panneaux dans les rues, des prises de parole au métro, des ventes réellement militantes où les slogans ont autant d'importance que la vente elle-même », « Texte préparatoire à la commission "propagande à la base" », Congrès des Comités Vietnam de Base, mars 1968, Origines de la GP, F delta res 576/2/4, BDIC.
[82] *Ibid.*
[83] R. GUIOT, art. cit., p.38 (d'après N. PAS, *Sortir de l'ombre du PCF, Histoire de l'engagement de l'extrême gauche française sur la guerre du Vietnam 1965-1968*, Mémoire de DEA, I.E.P., Paris 1998 et L. JALABERT, art. cit.).

> plus tard, lorsqu'il entrera dans le cycle de l'activité adulte par excellence : la production. L'étudiant REÇOIT un enseignement que des maîtres lui DONNENT[84].

D'une remise en question d'un mode de transmission du savoir, d'une autorité (les mandarins de l'université) à des « disciples », un glissement s'effectue rapidement en une critique élargie aux diverses formes d'autorité, symboliques ou effectives, pour l'illustration desquels il n'est nul besoin de rappeler les slogans de mai 68 où s'illustre cette dimension antiautoritaire.

Pour les maoïstes, la critique s'inscrit tout particulièrement dans une mise en cause du savoir en tant qu'il est déconnecté de la réalité sociale, et par là de la place et du rôle des intellectuels dans la société. Il faut voir dans cette analyse un écho du développement en Chine de la Révolution Culturelle débutée en 1966, et de l'une de ses velléités de transformation de l'Homme, grâce auxquelles les « quatre vieilleries » que sont les idées, coutumes, cultures et habitudes traditionnelles pourraient être combattues, lançant ainsi la rééducation des cadres et intellectuels chinois. De cette ligne politique, les maoïstes français retiennent de nombreux mots d'ordres, préconisant par exemple de « chasser la bourgeoisie de sa tête [85] » et prônent dès lors une prolétarisation de leurs effectifs.

[84] B. QUEYSANNE, « Les étudiants français et la crise de l'Université bourgeoise », *Révolution*, n°4, décembre 1963, p.9.
[85] *Vive la Révolution*, n°6, juillet 1970, p.7, Mfc 195/2, BDIC.

C. Du meurtre du « père » : une critique du parti communiste français (PCF)

Tentative de jonction étudiants- ouvriers : une ligne politique de l'UJCML

Le mouvement critique s'étend largement dans la jeunesse étudiante au cours du mois de mai, posant, pour les marxistes-léninistes de l'UJCml la question de leur positionnement vis-à-vis de ce phénomène et de la légitimité à lui accorder[86]. L'UJCml affiche ainsi une certaine distance vis-à-vis de ces mobilisations étudiantes[87] :

> Et quand une partie de la jeunesse, manipulée par la social-démocratie, se bat, ON EXALTE SA RÉSOLUTION. Face aux fusils des patrons il y a les ouvriers, les paysans, les intellectuels révolutionnaires unis aux ouvriers et aux paysans. Sur les barricades du quartier latin, il y a des jeunes pleins de résolution et les aventuriers nécessaires à la réussite de l'opération social-démocrate.[88]

L'UJCml reste donc en mai 1968 fidèle à une ligne politique tournée vers les ouvriers, exhortant les étudiants, à travers les Cercles Servir le Peuple (CSLP) et le Mouvement de Soutien aux Luttes du Peuple (MSLP) à « s'unir avec les larges masses populaires, et en particulier de la classe ouvrière[89] » et « se mettre au service des travailleurs, force principale de la révolution », tentant de recadrer le mouvement étudiant comme l'illustre le mot d'ordre « Et maintenant aux usines !» d'un tract de mai 1968[90].

Refusant à la « jeunesse progressiste » tout rôle possible dans une initiative révolutionnaire en considérant que « le peuple seul est la force motrice, le créateur de

[86] Les marxistes-léninistes du PCMLF affirment eux leur « confiance dans la jeunesse et participent à toutes ses actions révolutionnaires », l'*Humanité Nouvelle*, n°102, 16 au 23 mai 1968, p. 9.
[87] Sans que la participation de ses militants aux évènements soit inexistante, bien qu'elle n'ait pas semblé être considérée d'un bon œil, la question du rôle à accorder aux étudiants et aux questions qu'ils se posent est largement discutée sans qu'une ligne politique définie émerge à ce sujet. Le « mépris » dont elles furent l'objet est toutefois une des thématiques centrales du « mouvement de rectification » développé par l'UJCml à partir de juin 1968, (« Le mouvement de rectification dans l'UJCml», juin-juillet 1968, P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France 1968-1969*, *op. cit*., p. 95-155).
[88] « Brisons le contre-courant social-démocrate », mai 1968, UJCml, F delta res 576/2/3.
[89] « Pour un travail correct parmi les étudiants », Déclaration du Bureau politique de l'UJCml, avril 1968 dans P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France 1968-1969*, *op. cit*. p. 24
[90] « Et maintenant aux usines », Appel de l'UJCml et des cercles Servir le Peuple (Tract), mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.

l'histoire universelle[91] » l'UJCml se refuse globalement durant les premières semaines à accorder crédit et soutien au mouvement, considérant que « la dénonciation de l'université de classe est impliquée par le soutien aux luttes populaires » et au-delà, que « l'université est un barrage de classe qui masque aux étudiants les luttes populaires[92] ».

Ainsi l'UJCml critique le cantonnement du mouvement contestataire à l'université seule, considérant que celui-ci devrait s'inscrire, pour être effectif, dans un projet révolutionnaire plus vaste.

> Dans la mesure où la remise en cause de l'Université met en question le pouvoir d'État ou la bourgeoisie monopoliste d'État, les forces révolutionnaires et plus largement les syndicats de l'Université ne peuvent élaborer une stratégie efficace que dans la mesure où elle ne concerne pas que leur terrain de lutte spécifique[93].

L'ébranlement est donc fort pour l'organisation quand, partie d'une initiative des ouvriers de Sud-Aviation, la journée de grève continue spontanément et s'étend sur toute la France[94]. Désormais, comme l'illustre l'appel « Quittons les quartiers bourgeois où nous n'avons que faire. Allons aux usines et aux quartiers populaires nous unir aux ouvriers.[95] », l'accent est mis sur les travailleurs, dont la grève est perçue comme les prémices d'une révolution imminente, renouvelant la nécessité de réorienter les mobilisations vers les usines :

> Nous, étudiants, nous sommes disponibles pour faire connaître les luttes exemplaires sur lesquelles les patrons font silence, populariser la révolte exemplaire des travailleurs contre 1'exploitation patronale, soutenir les luttes dans les usines. […] Ce sont les ouvriers qui mènent la lutte, pas nous ; notre rôle est de nous placer sous la direction de la plus large masse des travailleurs pour les soutenir, mettre à leur disposition cette force politique importante que peut devenir le mouvement de masse des étudiants.[96]

---

[91] « Document préparatoire au stage de l'UJCml sur le mouvement de soutien aux luttes du peuple », mars 1968, P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France, 1963-1968*, *op. cit.*, p.385

[92] « Rapport Sorbonne » sur « le soutien aux luttes du peuple, bilan sur le soutien aux ouvriers de Schwartz-Hautmont », mars 1968, dans P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France, 1963-1968*, *op. cit.*, p.392.

[93] « Pour un travail correct parmi les étudiants », Déclaration du Bureau politique de l'UJCml, avril 1968 dans P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France 1968-1969*, *op. cit.* p. 28

[94] B. GOBILLE, Mai 68, Paris, La découverte, 2008, p.35

[95] « Et maintenant aux usines », Appel de l'UJCml et des cercles Servir le Peuple, Tract, s.d., probablement de la deuxième moitié du mois de mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.

[96] « Partout les ouvriers luttent ! Partout les étudiants et lycéens se révoltent ! Développons un puissant mouvement de soutien aux luttes des travailleurs ! », Tract, s.d., probablement de la deuxième moitié du mois de mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.

C'est donc immédiatement après les évènements de mai-juin que l'UJCml entame une remise en question de sa ligne politique, principalement axée sur son positionnement vis-à-vis de la révolte étudiante. Les discussions internes, débutant durant l'été 1968, mettent en lumière les dissensions traversant l'organisation[97]. Un mouvement national d'autocritique est lancé, duquel la « ligne noire[98] » de la future GP retient principalement le sectarisme de l'UJCml vis à vis des étudiants[99]. La critique rétrospective fournie semble pour nombre de militants insuffisante, tout comme la propension démagogue, et peu analytique caractérisant la nouvelle *Cause du Peuple*[100]. Ceux-ci préfèrent ainsi se tourner vers le PCMLF (vers lequel des rapprochements étaient déjà envisagés par certains durant l'existence de l'UJCml sans avoir abouti[101]) ou vers d'autres groupuscules marxistes-léninistes, entérinant la dissolution de l'organisation. VLR se constitue fin 1968, à partir d'anciens membres de l'UJCml, et se rassemble à partir d'expériences de travail effectuées vers les usines, principalement à Citroën, puis à Flins, organisées autour d'étudiants de Nanterre, conservant ainsi certaines structures esquissées par l'UJCml.

Quant à la Gauche Prolétarienne, c'est autour de deux des principaux dirigeants du bureau politique de l'UJCml qu'elle se constitue, dans une continuité idéologique, tactique et symbolique (conservant son organe la *Cause du Peuple,* dont la parution après avoir été interrompue durant à la fin juin reprend à leur initiative le 1e novembre[102]). La création de la Gauche Prolétarienne découle d'un refus de la « liquidation[103] » des pratiques et formes nouvelles mises en place en Mai. Elle affirme par là, une opposition

[97] « Le mouvement de rectification dans l'UJCml», juin-juillet 1968, P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France 1968-1969*, *op. cit.*, p. 95-155.
[98] « Vers l'éclatement de l'UJCml », P. KESSEL, *Le mouvement « maoïste » en France 1968-1969*, *op. cit.*, p.185.
[99] « Rectifions notre travail dans la jeunesse intellectuelle », été 1968, UJCml, Origines de la GP, F delta res 576/2/4, BDIC.
[100] « Les conceptions de la clique scissionniste » dans « À propos du journal « *Cause du Peuple* », de quel journal avons-nous besoin ? », 27 novembre 1968, F delta res 613/5, BDIC.
[101] « Pour la grande alliance avec le PCMLF », P. KESSEL, *t. I*, *op. cit.*, p. 422-437.
[102] Bien que l'article du titre en soi dès lors supprimé, le gérant de *La Cause du Peuple* s'étant rallié à un autre groupe (VLC), « Quelle est la situation actuelle de l'ex-UJCml ? Quels sont nos rapports avec ses militants et groupes de militants ? », PCMLF, janvier 1969, dans P. KESSEL, *t. II*, *op. cit.*, p.354.
[103] « Projet de résolution politique », rentrée 1968, ex-BP de l'UJCml, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/1, BDIC.

à des positions divergentes au sein de l'UJCml en cours d'éclatement[104]. Ce faisant, elle se place également à contre-courant de l'idée d'un reflux du mouvement contestataire, entamé au mois de juin, et formalisé par la fin de la grève générale.

Face à une compréhension tardive de la portée de l'événement, la GP cherche donc à donner une continuité à « l'étape de mai [105]» au cours de laquelle de nouvelles formes d'action et thématiques ont émergé, ou été réactivées. De celles-ci, certaines sont désormais fondatrices de la politique de la GP et de VLR. L'une d'elle est l'idée « d'exigence démocratique[106] », en écho à la « démocratie nouvelle[107]» prônée par Mao pour la Chine en 1940, couplant refus de la représentation et encouragement à la création de structures revendicatives locales. Au-delà, c'est l'objectif d'unité des diverses classes sociales (mouvement ouvrier, mouvement paysan et mouvement de la jeunesse intellectuelle[108]) et les rapprochements observés durant Mai[109] qui est à l'origine d'un des mantras de la GP : « unir tout ce qui peut être uni[110] », et au centre de ses choix stratégiques ultérieurs.

La *Cause du Peuple*, qui avait cessé de paraître après son numéro 21 des 29 et 30 juin 1968 est de nouveau distribuée, en une nouvelle version, en novembre 1968, abandonnant par la même occasion sa revendication de journal « de front populaire » pour se doter désormais du sous-titre plus radical de « communiste révolutionnaire prolétarien ».

[104] « Contre les liquidateurs ! Projet de résolution sur la crise intérieure et les méthodes pour la surmonter », Comité National n°1, septembre 1968, Texte centraux de la GP, F delta res 576/3//3/1, BDIC.
[105] « De la révolte anti-autoritaire à la révolution prolétarienne », *Cahiers de la Gauche Prolétarienne*, n°1, avril 1969, supplément au n°5 de la *Cause du Peuple*, p.4.
[106] Thématique constante (et allant croissant) de la GP, ici dans « Élargir la résistance », *Cahiers prolétariens*, n°1, janvier 1971, supplément au n°32 de la *Cause du Peuple,* p.7.
[107] *La démocratie nouvelle*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1955 (réed. 1965), 73 p
[108] « Projet de résolution politique », Bureau Politique de l'UJCml, juillet 1968, Texte centraux de la GP, F delta res 576/3//3/1, BDIC.
[109] B. GOBILLE, *op. cit*., p.56
[110] Par exemple dans le « Compte rendu du stage CE-CPM du 30-31 juillet », 1969, Texte centraux de la GP, F delta res 576/3/3/1, BDIC.

Rejointe en 1968 par des membres du mouvement du 22 Mars, un des groupuscules à l'origine de la mobilisation étudiante de Mai 68 regroupant des tendances politiques diverses[111], la toute nouvelle GP expose en mars 1969, dans la première de ses quatre brochures théoriques (tout d'abord *Cahiers de la Gauche Prolétarienne*, puis *Cahiers prolétariens*, dans la lignée des *Cahiers marxistes-léninistes* de l'UJCml althussérienne), le programme de son organisation, influencé par la vague protestataire de la jeunesse. La GP estime son rôle, à l'orée d'un soulèvement généralisé dont la grève générale de mai-juin est un signe avant-coureur[112], comme devant assumer la jonction entre celle-ci et les classes laborieuses, « fusionner la révolte antiautoritaire et la révolution prolétarienne dans un programme d'action du mouvement populaire[113] ». VLR titre quant à lui : « Le mouvement lycéen contre l'aliénation : de la révolte à la révolution[114] ».

Face à la multiplicité des pratiques spontanées et aux diverses expériences unitaires observée en mai-juin 1968, les maoïstes se voient devant la nécessité de réajuster leur ligne politique afin d'être plus en accord avec le rôle moteur de la jeunesse. Celle-ci, et tout particulièrement à travers les étudiants est appréhendée dans leur analyse comme ayant pris au cours des événements une position « d'avant-garde[115] », dont « l'unité de la révolte [avec le] mouvement ouvrier révolutionnaire [fut un] trait essentiel[116] ». En cela, si ce revirement permet à ces deux groupes une certaine sensibilité aux enjeux culturels et sociétaux mis en avant par la jeunesse, compris comme la mise en branle de « la désagrégation systématique de l'idéologie bourgeoise[117] », par une tentative de les conjuguer à une analyse marxiste, ils revendiquent toujours la centralité de la lutte des classes comme moteur de l'Histoire.

---

[111] B. GOBILLE, *op. cit*. p.13.
[112] « Mai, en France, c'est le début d'une lutte de classe prolongée. Voici les premiers jours de la guerre populaire contre les expropriateurs, les premiers jours de la guerre civile », A. GEISMAR, S. JULY, E. MORANE, *Vers la Guerre Civile*, Éditions et publications Premières, Lattès chez Denoël, 1969, p.17.
[113] *Cahiers de la Gauche Prolétarienne*, n°1, *op. cit*., p.53.
[114] *Vive la Révolution*, n°6, juillet 1970, p.13, Mfc 195/2, BDIC.
[115] « Les étudiants révolutionnaires se trouvaient en position tactique d'avant-garde », De la révolte anti-autoritaire à la révolution prolétarienne, *Cahiers de la Gauche Prolétarienne*, n°1, *op.cit*., p.4.
[116] *Cahiers de la Gauche Prolétarienne*, n°1, *op. cit.,* p.5.
[117] « De la révolte anti-autoritaire à la révolution prolétarienne », la *Cause du Peuple* n°6, 19 avril 1969, GF P RES 145, BDIC.

On retrouve une lecture identique chez VLR pour qui « le vaste mouvement de la jeunesse intellectuelle a abandonné son propre point de vue pour se placer sous celui du prolétariat [et] a joué le rôle d'avant garde[118] ».

[118] « Rapport sur le mouvement ouvrier », 1969, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.

CHAPITRE II.
DE LA LOGIQUE DE CLASSE (1967-1969)

Les choix de l'UJCml durant les mois de mai-juin 1968, allant à l'encontre de ceux de l'essentiel de l'extrême-gauche, et d'une part de la jeunesse, et consistant en une position méfiante et distante vis-à-vis des mouvements étudiants trouvent leur origine dans une démarche strictement ouvriériste, que d'aucuns vont jusqu'à qualifier d' « universitaire [119]», eu égard à la position sociale de ses dirigeants. Ce positionnement, est inspiré de l'analyse du président Mao, « troisième époque du marxisme [120]» mais fait également écho à l'histoire plus strictement européenne du mouvement ouvrier.

A. « SERVIR LE PEUPLE » : DIFFUSION DE LA PENSÉE MAOÏSTE

Le rapport au prolétariat, et plus spécifiquement au prolétariat ouvrier[121] du courant maoïste doit ainsi être pensé à l'aune de la rupture apportée dans la théorie communiste par Mao Tsé-Toung. Dans celle-ci, à l'encontre de la théorie léniniste[122], l'idéologie et l'action du parti doivent être issus du peuple et non s'imposer à lui. Cette rupture s'illustre en 1966 dans la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, présentée comme un « mouvement de masse pour consolider la direction du Prolétariat, […] visant à rendre impossible tout retour au capitalisme, […] un mouvement de consolidation du Parti, [qui est] dans la lutte et la lutte s'y reflète[123] ». La stratégie politique des organisations maoïstes françaises est donc une tentative d'adaptation à la

[119] P. SAUNIER, *L'ouvriérisme universitaire. Du sublime à l'ouvrier-masse*, Paris, l'Harmattan, 1993, dans G. UBBIALI, « Un discours maoïste sur le syndicat, de l'UJCml à la Gauche Prolétarienne », art. cit., p.99
[120] « A propos de ce que Lénine autorise », la *Cause du Peuple* n°6, 19 avril 1969, GF P RES 145, BDIC.
[121] Bien qu'il faille noter leur prise en compte des paysans (voir à ce sujet Y. DROUET, J.P. MARTIN, « Les maoïstes et les paysans-travailleurs (fin des années 1960-années 1970) », *Dissidences*, n°8, *Prochinois et maoïsmes en France*, *op. cit.*, p. 112-130), des classes moyennes (voir A. DUCAMP, « Les travailleurs des services pour l'extrême gauche française des années 1970 : des "cols blancs" à la prolétarisation », *Le Mouvement Social*, n°211, février 2005) et des commerçants, dont l'expression la plus flagrante est le soutien réitéré à G. Nicoud.
[122] Pour qui la « conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur », « Classe ouvrière, combattant d'avant-garde pour la démocratie », Lénine, *Que Faire*, Moscou, Éditions en Langues étrangères, 1954, p.89.
[123] « Saluts révolutionnaires au IXe congrès du Parti Communiste Chinois », la *Cause du Peuple*, n°6, 19 avril 1969, GF P RES 145, BDIC.

situation française de ces analyses, dont elles retiennent en particulier la dimension essentielle de la proximité du parti et des militants avec les masses. Face à la crainte d'une bureaucratisation de l'appareil politique, de la confiscation de la parole du prolétariat et d'une coupure de la part des militants professionnels de la réalité du peuple, la solution est à aller chercher dans un contact permanent ou à tout le moins réitéré avec les classes laborieuses, à travers la méthode de l'enquête, à visée « démocratique[124] ». Le rôle à jouer oscille, pour les militants maoïstes français, entre celui de simple porte-voix, à, au mieux, celui d'élément déclencheur de manifestations de contestation.

L'ENQUÊTE SYSTÉMATIQUE

À l'origine de l'enquête pratiquée par les maoïstes, se trouve l'analyse de Mao, tragiquement illustrée au cours de la Révolution culturelle, selon laquelle « qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole[125] », et s'inscrivant elle-même dans une filiation avec les positions de Marx, Engels et Lénine[126].

L'idée au cœur de cette pratique est celle d'un « processus de croissance de la connaissance[127]» permis par un mouvement circulaire entre les idées recueillies auprès des masses et leur mise en application. La volonté de connaître les besoins du peuple, les revendications qui lui sont propres, afin d'en tirer un savoir destiné à être mis en application fait de « l'arme de "l'enquête-analyse-rapport"[128]» une dimension au principe de la démarche des militants maoïstes. Cette velléité de proximité avec les masses se traduit par une importance particulière donnée à la présence de détachements de militants aux portes des usines, mais également à la rencontre du peuple sur ses lieux de vie, en ville dans les cafés, aux sorties de métro, ou sur les marchés pour y faire de

[124] « D'une part l'enquête est une entreprise de participation collective à la résolution des problèmes rencontrés dans le mouvement de la révolution […] Mais elle est également un moyen de lutter contre la constitution d'une bureaucratie coupée de l'expérience sociale et contre toutes les illusions de supériorité qui sont produites par le savoir, au sein du parti et dans le rapport du parti aux masses », E. RENAULT, « Qui n'a pas fait d'enquête n'a as droit à la parole ? », R. DESCENDRE, J.-L. FOURNEL (dir.), *Langages, politique, histoire, avec Jean-Claude Zancarini*, Lyon, ENS Éditions, 2015, p.574.
[125] Mao TSÉ-TOUNG, « Contre le culte du livre », dans *Écrits choisis en trois volumes*, t.1, Paris, Maspero, 1969.
[126] E. RENAULT, *op. cit.*, p.568.
[127] *Ibid.*, p.571
[128] « Bulletin intérieur n°10 », Gauche Prolétarienne, F delta res 573/3/3/2, BDIC.

l'agitation et de la propagande. Des discussions y sont également engagées afin d'obtenir des témoignages sur des questions spécifiques, liées par exemple aux conditions de travail dans un établissement ou aux conditions de vie dans un quartier, afin d'élaborer la future ligne politique.

> De Marx à Mao, vive l'enquête ouvrière ! […] L'enquête révolutionnaire, c'est comprendre qu'au fond, la lutte sur les conditions de vie des masses est inséparable de la lutte politique.[129]

La stratégie de l'établissement est probablement l'exemple le plus flagrant et le plus abouti de l'enquête maoïste, bien que cette dernière ne soit pas réductible à ce phénomène. « Aller parmi les masses[130] » consiste dans ce cadre à s'astreindre à embrasser, à des degrés divers selon les militants, leur mode de vie. Cette requête de dévotion, parfaitement illustrée dans le mot d'ordre « servir le peuple » et constitutive de la pratique, est fréquemment relevée dans les travaux portant sur l'établissement. Analysée notamment à travers ce prisme par Marnix Dressen, la pratique recouvre un champ thématique touchant à une dimension religieuse allant de l'expiation (en « rachetant le péché de classe[131]») à une foi aveugle en cette dernière. La dimension d'abnégation, de déni de sa position sociale, de son éducation ou de ses préjugés est clairement explicitée par les organisations pratiquant l'établissement, puisant son influence dans les pratiques de redressement – par le travail – des cadres et intellectuels chinois lancées avec la Révolution Culturelle.

> Fixer nos détachements de jeunesse près des masses immigrées, préparer leur établissement dans les usines pour qu'ils s'y rééduquent tout en apportant leur inventivité et leur esprit d'initiative, apprennent l'exploitation pour faire la révolution, et servent de pont entre les diverses couches du peuple.[132]

[129] *Vive la Révolution*, n°5, 25 avril 1970, p. 11, Mfc 195/2, BDIC.
[130] Mao TSE-TOUNG, « Contre le culte du livre » dans *Écrits choisis en trois volumes*, t. I, Paris, Maspero, 1969, p. 67.
[131] M. DRESSEN, *op. cit*. p.176.
[132]« Nous sommes les nouveaux partisans, Organisez-vous », la *Cause du Peuple*, n°15, janvier 1970, p.4, GF P RES 145, BDIC.

Fin août 1967, des dirigeants de l'UJCml prennent ainsi l'initiative de partir à la rencontre du prolétariat français, notamment rural. Dès la rentrée, l'expérience est généralisée et le mot d'ordre est d'organiser de petites « longues marches de la jeunesse[133]» vers les campagnes et les usines. L'UJCml encourage dès lors ses militants à « s'établir » en usine, c'est-à-dire, pour des étudiants ou lycéens, arrêter leur scolarité afin de travailler à la chaîne ou de proposer un travail bénévole auprès de paysans travailleurs, faisant ainsi le choix d'une mobilité sociale descendante à laquelle ils n'étaient, de par leur milieu social d'origine ou leur niveau d'étude, souvent pas destinés[134]. Si cette pratique recouvre un aspect novateur par l'ampleur qu'elle prit, elle ne l'est pas tant d'un point de vue de l'expérience historique[135]. Elle fut par exemple expérimentée par des groupes aussi divers que les populistes russes de la fin du XIX^{e}, des militants chinois des années vingt ou la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) – dans des perspectives politiques ou religieuses, en tout cas portée par la volonté de passer un message[136] – et fit des émules chez certains intellectuels soucieux d'approcher « [l'] énigme et [l'] enjeu politique[137] » que représentait cette réalité sociale étrangère, celle de la classe ouvrière – tout en restant le fait de décisions individuelles, donc marginales.

Ce mouvement lancé par l'UJCml à la fin des années soixante est donc, sinon un mouvement de masse, bel est bien conséquent en terme de nombre de personnes touchées, et ce quelle que soit leur sensibilité politique au sein de l'extrême-gauche. À l'aune de l'étude de Marnix Dressen sur l'établissement, faisant date sur la question, on peut estimer le nombre d' « ouvriers volontaires » se situant entre cinq cent et deux à trois mille, pour une grande part maoïstes, mais également prochinois voire, plus rarement, appartenant à des organisations trotskistes ou au PSU[138].

L'enquête, et particulièrement dans la forme prise par l'établissement, est une tentative de synthèse entre l'espérance placée en la spontanéité d'un prolétariat

[133] « La longue marche de la jeunesse », 26 juin 1968, Documents centraux de l'UJCml, F delta res 576/9, BDIC.
[134] M. DRESSEN, *op. cit.* p.10.
[135] M. DRESSEN, A. ROCHE, X. VIGNA, « Chapitre 3 : Précédents historiques », Ouvriers volontaires, les années 68, l' « établissement » en usine, *op. cit.*, p. 169-214.
[136] M. DRESSEN, « Déclassées politiques, quelques précédents », *Les Temps Modernes, op. cit.,* p.181.
[137] X. VIGNA, « En vadrouille dans la classe ouvrière », *Les Temps Modernes, op. cit.,* p. 203.
[138] M. DRESSEN, *Les Temps Modernes, op. cit.*, p.102.

révolutionnaire par essence, et le tiraillement des militants, majoritairement étudiants et/ou issus de classes plutôt privilégiées, entre une conscience politique de formation marxiste-léniniste et la nécessité d'agir, sinon au nom de ce prolétariat, du moins de façon à semer les germes d'une possibilité d'action.

Il s'agit donc de montrer la voie, tout en s'effaçant au mieux derrière son rôle d'ouvrier, ou derrière les camarades, eux seuls légitimes pour porter une revendication, dès lors qu'une action, débrayage, grève ou occupation est suivie ou entamée.

B. LA QUESTION SYNDICALE : ANARCHOSYNDICALISME OU HÉRITAGE LÉNINISTE ?

RENOUER AVEC UN SYNDICALISME D'ACTION DIRECTE

La complexité et la mobilité du rapport du courant maoïste à la question syndicale font écho aux débats internes traversant le mouvement ouvrier depuis la fin du XIX[e], portant, entre autres, sur l'interrogation de la voie la plus adaptée pour la prise du pouvoir, par la création d'un parti, et donc d'une avant-garde révolutionnaire, ou par la voie syndicale. L'acception de syndicalisme révolutionnaire, telle que définie dans la Charte d'Amiens en 1906, introduit la dimension d'indépendance vis-à-vis des partis politiques[139]. Au-delà de la question de la prise de pouvoir, celle de la pratique syndicale en elle-même est, elle aussi, divisée selon plusieurs courants. Dès le tournant du XX[e], la CGT nouvellement constituée se prononce pour un syndicalisme d'action directe n'excluant pas la voie violente, et « préconisant le boycottage et le sabotage[140] ».

Les maoïstes inscrivent leur conception de la lutte dans cette tradition de l'action directe. N'hésitant pas à encourager l'occupation des usines au cours des grèves, ils analysent ces occasions comme des prises de pouvoir des travailleurs susceptibles de les mener à radicaliser leur position[141]. Leur volonté de s'inscrire dans une histoire du mouvement ouvrier les pousse à fréquemment en mobiliser des références, se décrivant volontiers comme les héritiers « de leurs pères, les casseurs de 48[142] » ou à appeler par exemple à multiplier les occupations et ainsi à « raviver le souvenir de 1936[143] ». Ils tentent par là de légitimer aux yeux des travailleurs leurs appels à la radicalisation des pratiques et des actions et l'opposition à l'encontre d'une CGT, selon eux, bureaucratisée et corrompue. Occupations, sabotages et séquestrations sont relatés de

[139] « En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale. » Chartes d'Amiens, IXe Congrès de la CGT, Amiens, 8-12 octobre 1906 [en ligne], disponible sur http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf_Charte_d_amiens.pdf

[140] J. JULLIARD, *F. Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Seuil, Paris, 1971.

[141] « Dans les usines occupées, les ouvriers comprennent ce que serait le pouvoir. Là où l'occupation des usines est réalisée par la masse des ouvriers, la démocratie la plus large règne, les ouvriers ont le droit de s'exprimer. », *La Cause du Peuple*, n°1, 23 mai 1968, GF P RES 145, BDIC.

[142] *Cahiers prolétariens*, n°1, *op. cit.*, p.6.

[143] « Appel des syndicalistes prolétariens », Tract de l'UJCml, s.d., mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.

manière dithyrambique dans la *Cause du Peuple*. Mais au-delà du domaine propre au travail, dont relèvent usines, entreprises et exploitations agricoles, cette conception de l'action est appliquée à tous les secteurs revendicatifs tels le logement, le coût de la vie, les transports.

« CRÉER UNE CGT DE LUTTE DE CLASSE » : LES SYNDICALISTES PROLÉTARIENS (1968)

Quant au syndicalisme, si les délégués syndicaux sont décriés, l'importance de la distinction faite entre syndicaliste de base et délégués est réitérée dans une volonté d'affirmer une position, sinon clairement définie, du moins favorable à cette forme d'organisation[144]. Le courant maoïste se positionne, dans les premiers temps de son histoire, dans une perspective optimiste quant au syndicalisme dans la mesure où une radicalisation des organisations syndicales existantes paraît possible. Si la CGT est critiquée, comme compromise avec le patronat, en témoigne la fin des grèves de 1968, elle n'en reste pas moins le seul syndicat reconnu par eux, fait justement noté par Georges Ubbiali[145]. Il n'est ainsi qu'occasionnel que FO, la CFTC ou la CFDT soient évoquées, que ce soit dans la presse ou dans les publications maoïstes, qu'elles soient internes ou publiques, bien que leur considération à l'égard de cette dernière aille croissant à partir de 1972 en raison du développement de sa politique autogestionnaire.

Dans cette optique, il est donc possible et souhaitable de perpétuer un syndicalisme prolétarien et combattif, et ce au sein même de la CGT, « organisation de lutte de la masse des travailleurs salariés contre le patronat[146] » dont la tradition radicale permet d'espérer un redressement. Cet objectif, clairement énoncé dans les textes internes de l'UJCml et plus tard du groupe scissionnaire à l'origine de la GP, propose donc « la prise de pouvoir dans la CGT[147]», afin d'y rétablir une réelle orientation

[144] « Nous n'avons jamais eu de difficultés pratique à distinguer le chef syndicaliste […] et un militant même délégué ou responsable syndical qui se trompe », *Cahiers prolétariens*, n°1, *op. cit.*, p. 19.
[145] G. UBBIALI, « Un discours maoïste sur le syndicat, de l'UJCml à la Gauche Prolétarienne », Prochinois et maoïsmes en France et dans les espaces francophones, *Dissidences*, n°8, mai 2010, Bordeaux, Le bord de l'eau, p.102.
[146] « Appel des syndicalistes prolétariens », *Servir le Peuple*, n° spécial 22, 21 mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.
[147] « Problème de la prise du pouvoir dans la CGT, message adressé au meeting du 19 mai par une usine occupée », *Servir le Peuple*, n° spécial 22, 21 mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.

populaire : « les syndicalistes prolétariens appelleront à renforcer la CGT, et prôneront dans l'usine, l'unité syndicale sur la base de la doctrine de la lutte de classe[148]».

En 1968, des ouvriers sympathisants de la propagande maoïste et des établis de Renault-Billancourt signent ainsi leurs tracts et la *CdP* appelle à la généralisation du mouvement.

> Plus que jamais l'expulsion des bureaucrates et des capitulards de la C.G.T., le renforcement dans l'usine de la C.G.T. de lutte de classe, sont des objectifs vitaux. […] Les étudiants progressistes doivent renforcer leur soutien au mouvement gréviste :
> - aider à l'organisation de la gauche prolétarienne, aider à l'organisation des syndicalistes prolétariens ;
> - développer dans les comités de quartier, l'organisation de la population laborieuse.[149]

Toutefois, cette tentative de prise de pouvoir est abandonnée fin 1968. Cela fait suite à la dispersion des forces militantes consécutive à l'émergence du courant de critique au sein de l'UJCml et de l'éclatement de celui-ci. L'hostilité croissante des structures communistes et syndicalistes face aux « gauchistes » dut, elle aussi probablement accroître les difficultés à se maintenir de ces types de formations. La référence au syndicat est donc abandonnée, sans qu'elle soit théoriquement délaissée, et si la lutte syndicale semble écartée de la stratégie des maoïstes, c'est qu'elle ne dit plus son nom.

Après 1968, la CGT, perçue par nombre d'organisations d'extrême-gauche comme en partie responsable de l'issue de la grève générale, ne peut plus être envisagée comme une structure à radicaliser. Le constat de Grenelle, ayant éludé de la discussion les attentes de « transformation des rapports de pouvoir dans l'entreprise, […] [et d'] autogestion [150]» illustre pour la GP la compromission de la CGT, et la tactique des syndicalistes prolétariens est discutée, jusqu'à être définitivement abandonnée en janvier 1969[151]. De manière générale, les syndicats sont désormais considérés comme non récupérables, car n'y disparaîtrait jamais le risque d'une corruption progressive des délégués. Les structures d'action désormais préférées au syndicat dénotent de l'influence

[148] *Ibid.*
[149] « Le grand capital ne trompera pas le peuple », la *Cause du Peuple* n°3, 25-26 mai 1968, GF P RES 145, BDIC.
[150] B. GOBILLE, *op. cit*. p.42.
[151] « Sur la ligne du syndicalisme prolétarien », Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/1, BDIC.

encore fraîche du printemps 1968[152]. Les comités de luttes ou de base, reprenant les principes réactualisés en mai dans les comités d'action de « critique antiautoritaire, démocratie directe, […] révocabilité et refus de la délégation, libération de la parole, spontanéité, refus de la hiérarchisation et de l'institutionnalisation [153] » marquent également une prise de distance vis-à-vis de ceux-ci, perçus comme susceptibles d'être récupérés par les syndicats traditionnels[154].

> Le facteur positif de cette période, c'est l'apparition du « mouvement ouvrier spontané », qui s'affirme dans les luttes dont le niveau de conscience anticapitaliste est élevé, contre le révisionnisme et le syndicalisme du PC-CGT.[155]

De même, VLR analyse en 1969 comme « dépassés les clivages entre lutte politique et lutte économique, organisation pour la lutte économique et organisation pour la lutte politique. Aujourd'hui, la question […] se pose plus en terme de formes de luttes employées[156]».

Cette remise en question de la représentation, appréhendée comme source de corruption conduit les maoïstes à osciller tout au long de leur existence entre analyse et pratique de sensibilité libertaire, et une affiliation à la théorie léniniste.

SPONTANÉISME OU AVANT-GARDE LÉNINISTE ?

Cette conception entraîne dès lors une tension, quasi inhérente au maoïsme, entre leur spontanéisme et la préconisation d'un certain avant-gardisme, tension explicitement non résolue chez la Gauche Prolétarienne mais également présente chez VLR, bien que sa courte existence ne lui permette pas le recul suffisant pour juger de sa capacité, aussi bien que sa volonté de la création d'un Parti.

> Il nous faut donc balayer également les conceptions prolétariennes étroites de l'anarcho-syndicalisme et ses prolongements contemporains (*Cahiers de Mai*, spontanéisme) qui ne voient l'organisation des

[152] « Il y a depuis mai une forme d'expression qui correspond aux aspirations de cette majorité : c'est la démocratie nouvelle », *Cahiers prolétariens* n°1, *op. cit.*, p.22
[153] B. GOBILLE, *op. cit*. p.29
[154] La *Cause du Peuple*, n°6, 19 avril 1969, p.5, GF P RES 145, BDIC.
[155] *Vive la révolution* n°3-4, mars 1970, p. 2, Mfc 195/2, BDIC.
[156] « Rapport sur le mouvement ouvrier », 1969, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12.

> travailleurs que dans le cadre des avant-gardes internes aux usines, qui ne se posent le problème des méthodes de fusion permettant de faire converger les différents Fronts de luttes contre la bourgeoisie au sein d'une même stratégie d'ensemble, autrement dit qui ne se posent pas la question du Parti.[157]

Cette tension apparaît de manière continue dans la production théorique et les questionnements stratégiques de la Gauche Prolétarienne. Récusant la question de la création d'une « avant-garde éclairée du prolétariat », formée de militants révolutionnaires professionnels, elle réitère toutefois la volonté de créer un parti en mesure de fédérer le mouvement, organisé autour du principe du centralisme démocratique[158].

> Sans la démocratie, une organisation ne peut libérer l'initiative des masses, ni développer celle de ses membres […] Sans le centralisme, sans discipline, les décisions ne peuvent être appliquées, l'organisation s'effiloche […] Seul le centralisme permet l'unité du Parti, qui garantit l'unité du prolétariat et celle du peuple tout entier autour de la classe ouvrière.[159]

Refusant la dichotomie entre parti et syndicat, VLR entend quant à elle « construire une organisation politique de masse dans l'usine pour diriger des luttes dans tous les domaines de la société[160] » tandis que pour la GP prime :

> L'édification d'une direction prolétarienne du mouvement populaire, d'un Parti révolutionnaire prolétarien, dynamique et d'avant-garde, capable de diriger efficacement les masses populaires […] facteur décisif pour porter des coups de plus en plus grand au pouvoir jusqu'à son renversement.[161]

Toutefois, cette perspective à envisager dans un avenir proche renvoie à un moment qui n'arrivera jamais, et en 1971, c'est une fois de plus que la GP projette « d'ici deux à trois mois : [de] construire une nouvelle organisation : une nouvelle phase de la construction d'un parti entamée depuis 1966[162] ». Des critiques sont ainsi portées à cet

---

[157] « Note sur l'analyse de la situation politique, T. Grumbach », Papiers Tiennot Grumbach, p.31, F delta res 612/12, BDIC.
[158] « Pour la résistance », *Cahiers de la Gauche Prolétarienne*, n°2, mai 1970, p.7, *Vive la Révolution*, n°5, 25/04/1970, p.12, Mfc 195/2, BDIC.
[159] *Cahiers de la Gauche Prolétarienne*, n°2, *op. cit.*, p.11
[160] « Nos tâches vis à vis de la gauche révolutionnaire », mars-avril 1970, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.
[161] « Projet de résolution politique », F delta res, Gauche Prolétarienne, 576/3/3/3, BDIC.
[162] s.t., manuscrit d'un texte interne, été 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/1, BDIC.

égard par le PCMLF à la GP[163] dans l'*Humanité Rouge*, qui note sarcastiquement dès 1969 que la GP, malgré l'appel réitéré à la création d'un parti communiste, se refuse à mettre sa volonté à exécution.

L'ambition de la création de telles structures, sans cesse repoussée s'oppose en effet à la propension croissante des maoïstes à la participation ou à la création de structures locales, répondant à des problématiques émergentes.

[163] « Pour une ligne claire de démarcation d'avec les spontanéistes », l'*Humanité Rouge*, n°40, 25 décembre 1969.

C. UNE LOGIQUE OUVRIÉRISTE

CRÉER DES NOYAUX COMMUNISTES DANS L'USINE

La GP tout comme VLR entretiennent tout au long de leur existence un discours ouvriériste marqué, masquant tant bien que mal la composition encore largement étudiante de ses cadres et militants[164]. Le prolétariat ouvrier étant appréhendé comme l'élément moteur de la lutte des classes, il est donc pour les maoïstes l'objet privilégié de toute leur attention et dans les premières années d'existence de ces organisations, le destinataire privilégié des actions et de la propagandes mises en œuvres. Cette priorité accordée aux ouvriers, s'inscrivant dans la lignée de l'UJCml, se traduit chez la GP par une démarche populiste parfaitement illustrée par la *CdP*, dont la majeure partie des pages est occupée par des récits de lutte en usine. À la lecture de la *Cause du Peuple* apparaît en effet frappante l'importante proportion d'articles retraçant telle ou telle action locale (débrayage, opposition à un délégué syndical, etc.)[165]. Dans sa volonté de saisir les préoccupations de la classe ouvrière, elle verse souvent dans un populisme assumé : « "C'est simpliste [166] " : tant mieux, nous le voulons ! Nous imposerons le style du père Duchesne ![167]».

Afin de toucher au mieux le prolétariat, l'usine, considérée comme première « base de lutte », est investie par les maoïstes à plusieurs niveaux.

Elle est, dans un premier temps à ses abords, le théâtre d'une propagande active, menée par des militants extérieurs, les détachements de porte, proposant – ainsi que leur nom l'indique – tracts et journaux aux portes des usines. À partir d'éléments relatés par les militants établis ou tirés de discussions avec les ouvriers, portant sur des préoccupations liées aux conditions de travail, des tracts sont rédigés ou retranscrits sous une forme simple voire caricaturale dans la *Cause du Peuple*, ou dans des feuilles d'usines (journaux courts diffusés au sein d'une usine et en en relatant des faits quotidiens ou

[164] La GP se félicite en 1971 de la présence de 45 « cadres ouvriers », dont une part semble être constituée d'établis, ou de jeunes ouvriers (voir étudiants), « Texte de travail issue de l'école ouvrière », été 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/2, BDIC.
[165] Selon A. DUCAMP, 35% des articles de la *Cause du Peuple* sont consacrés à des situations de conflit dans des usines françaises, dans A. DUCLAMP, *op.cit.*, p.33.
[166] En référence au « Formalisme, simplisme, vulgaire » des journaux selon Liu Shao-qi, 1964, dans *Menons jusqu'au bout la grande révolution sur le front du journalisme*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969, p.45.
[167] « Éditorial », la *Cause du Peuple*, n°13, octobre 1969, GF P RES 145, BDIC.

exceptionnels tels que débrayages, grèves ou incidents). Ces comptes rendus ont donc vocation à être le reflet des revendications spécifiques à chaque établissement, tels que le travail d'enquête a pu les faire émerger, et sont produits afin d'y générer débats et réactions entre ouvriers, préalable nécessaire à toute éventuelle mobilisation : « la *CdP* ne doit pas avoir seulement un rôle d'agitation. Elle doit permettre de passer de l'agitation à l'organisation des masses[168]».

Lorsque les maoïstes ont accès à l'intérieur des usines par l'intermédiaire d'établis, le travail s'effectue de façon semi-clandestine. La position délicate de ceux-ci vis-à-vis de la direction les empêchant de se dévoiler par crainte de licenciement (et parfois vis-à-vis de leurs collègues[169]), et la présence des syndicats, prompts à dénoncer « les provocateurs » incitent ces militants à mener une propagande discrète. Le but avancé est d'encourager la politisation des ouvriers « les plus avancés », repérés à travers les échanges et les discussions avec les maoïstes.

Autour d'éventuelles recrues sympathisantes, et pour organiser des actions revendicatives parallèlement aux syndicats corrompus, les « syndicalistes prolétariens » se rassemblent, et des Groupes de Travail communistes sont initiés afin d'étudier plus avant la pensée marxiste-léniniste développée par Mao. Selon leurs propres mots, l'idée est de jouer un rôle de catalyseur de l'action[170]. Générer des discussions sur les « cadences infernales », le « despotisme des petits-chefs » afin de permettre, dans le meilleur des cas d'organiser une action, mais surtout chercher à structurer des groupes revendicatifs autonomes vis-à-vis des syndicats. Ces divers groupes que forment alors les groupes de travail communiste puis les comités de lutte, représentants d'une gauche révolutionnaire ne se reconnaissant plus dans les options offertes par les syndicats et partis traditionnels, sont destinées à former les noyaux fondateurs de la future « gauche prolétarienne », la base (ouvrière) du futur « Parti Communiste Révolutionnaire Prolétarien[171] », entretenant, comme le note Marc Jarrel, le même type de rapport avec

[168] « Note d'information sur la *CdP* à tous les militants et proches sympathisants », 16 janvier 1970, F delta res 576/5/1/1, BDIC.
[169] M. DRESSEN, *op. cit.*
[170] « Jean », dans M. MANCEAUX, *Les maos en France*, *op. cit.*, p.20.
[171] « Les tâches immédiates des communistes dans l'usine, Directive ronéotypée de l'UJCml », P. KESSEL, *t. II*, *op. cit.*, p.91.

l'organisation – UJCml ou GP – qu'entre syndicat et parti dans la conception léniniste[172].

Parallèlement donc à la satisfaction immédiate de leurs revendications, l'intention affirmée est celle de la consolidation d'une assise partisane en vue de « l'élargissement et la militarisation du mouvement d'usine[173] »

> À travers les luttes de mai 71 s'est affirmée une force autonome des syndicats, la Gauche ouvrière. Elle unissait des ouvriers d'expériences différentes, des jeunes, des vieux, des Français et des Immigrés, des contestataires et des syndicalistes durs. D'un côté après l'occupation, l'influence idéologique de la gauche s'étendait sur toute l'usine. De l'autre nous étions encore une "bande" sur toute l'usine […] c'est à dire un noyau de maos et autour d'eux beaucoup de sympathisants. [...] Donc […] le moyen [pour frapper] c'est l'implantation dans l'atelier de comité de lutte d'atelier, de milice d'atelier, ce sont les noyaux maos d'atelier organisant réellement les luttes de masses.[174]

Les points essentiels du travail au sein de ces groupes sont une attention toute particulière portée à l'unité entre théorie et action, au couple critique et autocritique, réunis à travers la « pratique constante de l'enquête, afin d'éliminer le subjectivisme et connaître à tout moment les besoins et l'état d'esprit des masses[175] ».

Début 1969, la décision est donc prise d'abandonner la ligne prônant le développement du syndicalisme prolétarien. Le travail militant au sein d'un syndicat n'est plus envisageable pour les militants qu'en dernier recours, en favorisant dans la mesure du possible le travail dans une cellule CFDT plutôt que CGT. En lieu et place des structures syndicales, les comités d'actions et comités de lutte doivent être investis et développés. Ces petites formations autonomes, ayant fleuri courant mai 1968 sont réinvesties, à l'exemple du Comité d'Action Révolutionnaire de Renault-Flins ou crées par des militants maoïstes mettant parfois à profit des liens déjà existants, hérités des Syndicalistes prolétariens[176].

---

[172] M. JARREL, *op. cit.*, p.34.
[173] « Compte rendu du Comité National d'Octobre 1969 », F delta res 573/3/3/1, BDIC.
[174] « *Les maoïstes de Renault : devenir une force organisatrice des luttes* », la *Cause du Peuple-J'accuse*, n°10, 15 octobre 1971, p.4, GF P RES 145, BDIC.
[175] « Les tâches immédiates des communistes dans l'usine », directive ronéotypée de l'UJCml, dans P. KESSEL, *t. II*, *op. cit.*, p.91.
[176] « Les prolétariens (Flins) et GP (la *Cause du Peuple*, 1969-1973) », Renault-Flins, Archives d'un militant, VLR, F delta res 612/1, BDIC.

Les structures des comités de luttes, se donnant pour but de « fusionner deux traditions, celle de la résistance, de l'action directe contre le patron et la police syndicale, et celle du syndicalisme dur : démocratie de masse, lutte prolongée, grève dure[177] » sont le moyen privilégié pour mettre en place un contre-pouvoir parallèle aux syndicats, et surtout, le lieu privilégié de la constitution de « noyaux de partisans de la GP[178] », afin d'asseoir l'ancrage de cette dernière dans le milieu ouvrier. La GP développe là une thématique qui traverse sa propagande durant toute son existence, mêlant les thèses de Mao sur la nécessité d'une guerre de résistance de partisans contre le Japon et la réactivation de la mythologie française de la Résistance et de la lutte contre la fascisme[179].

Concernant donc l'ancrage en milieu ouvrier, c'est à travers une coordination de l'organisation et des comités de lutte (CL) – voire une tentative de « mainmise » de la première sur les seconds[180] – que se mettent en place certaines des actions développées dans le secteur des usines, telle par exemple la campagne consistant à faire passer massivement les travailleurs gratuitement dans le métro à la station Boulogne-Billancourt[181].

LUTTE ANTIAUTORITAIRE DANS L'USINE

La volonté des maoïstes de voir, dans les soubresauts de l'après-Mai et l'élargissement des revendications des ouvriers, les prémices de la révolution prolétarienne entraîne un glissement de leur analyse, facilité par l'influence des revendications et des mots d'ordre rencontrés en Mai. Alors que l' « insubordination ouvrière[182] », pour reprendre la formule de Xavier Vigna apparait persistante au cours des années soixante-dix, les exigences s'inscrivent tout particulièrement dans une remise

[177] « École ouvrière été 1971 », Gauche Prolétarienne, F delta res 573/3/2, BDIC.
[178] M. JARREL, Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche Prolétarienne, *op. cit.*, p.29.
[179] Sur l'analyse développée par Mao TSE-TOUNG voir les « Problèmes de la guerre et de la stratégie », Écrits choisis en trois volume, t. II, Paris, Maspero, 1969, p. 58-76, concernant la thématique de la Résistance chez la GP, illustrée par exemple dans la chanson « les nouveaux partisans » de D. Grange, voir E. LOYER, « Sous les pavés, la Résistance. La Nouvelle Résistance populaire, appropriation et usages de la référence résistante après Mai 1968 », Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire?, décembre 2004, Mémorial de Caen, CNRS Éditions, pp.181-192.
[180] *Ibid.*, p.34.
[181] *Ibid.*, p.33.
[182] X. VIGNA, L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007.

« en cause [d']une large partie de l'organisation du travail et de la gestion de la main-d'œuvre[183] ». Devant ce constat, la critique de la GP ne se fonde plus seulement sur le capitalisme en tant que système économique global mais tend vers une mise en cause du « despotisme capitaliste » s'exerçant à toutes les échelles de la vie sociale, et en premier lieu dans l'usine. Cette analyse est développée dans les *Cahiers de la Gauche prolétarienne*. Il y est proposé un discours faisant de la révolte antiautoritaire la base « de la révolution idéologique[184] » préalable à une révolution politique armée. Dans ce cadre, les exigences de la maîtrise à l'égard des ouvriers sont comprises comme un exemple s'offrant directement à l'entendement de l'exercice de la domination du capital sur les ouvriers. À partir de cette analyse, la GP développe une ligne antiautoritaire dans l'usine se traduisant factuellement par la mise en cause du taylorisme à travers ses exigences du respect des cadences et du chronométrage, trouvant écho dans la multiplication de la « microconflictualité[185] » du post-68.

Contre les « chefs-flics », des représailles sont engagées. Cette perspective de rendre justice par leurs propres moyens se traduit notamment par le souhait de doubler les structures ouvrières de lutte (c'est à dire de type syndical) de milices. C'est dans cette perspective que se créent les Groupes Ouvriers Anti-Flics (GOAF)[186], rassemblements de militants destinés à exercer des représailles dans les usines contre les représentant de la maîtrise jugés trop sévères, représailles consistant concrètement en de nombreuses actions vengeresses dans lesquelles les humiliations, intimidations voire passage à tabac sont les modes d'actions privilégiés.

ORGANISER LA « RELÈVE » PROLÉTARIENNE

Toutefois se pose rapidement pour ces groupes le problème de la proportion effective d'ouvriers dans leurs rangs. Influencés par la rééducation des intellectuels de la révolution culturelle chinoise, il est difficile pour eux d'assumer une composition

[183] X. VIGNA, « Les usines Renault pendant les luttes des ouvriers de l'automobile des années 68 « , dans J. COSTA-LASCOUX et al., *Renault sur Seine*, Paris, La Découverte, 2007, p. 140-141.
[184] *Cahiers de la Gauche Prolétarienne,* n°1, *op. cit*., p.25.
[185] B. GOBILLE, *op. cit*. p.58.
[186] « Il faut voir une chose importante : c'est le programme qui sous-tend l'action des GOAF :
1. – Les chefs, on peut s'en passer : en Chine, ils s'en passent.
2. – Ce qu'on fait maintenant, ça sert à s'en passer plus tard.

Il faut voir où on va. Casser la gueule aux chefs, ce n'est pas un but en soi […] en cassant la gueule maintenant, à quelques chefs, on fait avancer la révolution. », la *Cause du Peuple-J'accuse*, n°2, 31 mai 1971, GF P RES 145, BDIC.

majoritairement étudiante, sinon de leurs militants du moins de leur direction. Face au précepte sans cesse réitéré que « les masses sont le véritable héros[187] », la nécessité d'accroître le nombre d'ouvriers dans leurs organisations, et ce particulièrement au sein de leurs structures dirigeantes se fait sentir. Dans la perspective où leur activité est pressentie comme constituant les germes d'une radicalisation du mouvement ouvrier, une tentative d'élévation politique de ces derniers est lancée par la GP afin d'« organiser la relève ». Elle met ainsi en place des écoles ou stages ouvriers afin « [d']intensifier la vie politique, [de] multiplier la formation politique des camarades (privilégiant par exemple la lecture des *Cahiers [de la GP]*) en gardant en tête l'orientation de la relève prolétarienne[188] ». Ces ateliers – dont le modèle est calqué sur celui des écoles du PCF – se déroulent chaque année durant l'été sur plusieurs jours, et sont consacrés à l'étude, à la discussion en groupes de travail organisés par secteurs et à la critique des actions d'ores et déjà entreprises par l'organisation[189].

L'organisation des cellules politiques est fondée sur la présence de petits groupes de sympathisants, à partir desquels « les partisans doivent ensemencer les masses fondamentales des idées de la résistance[190] », « garantie d'une unification encore plus grand des noyaux de partisans et des masses[191] ». La réalisation de ce projet d'éducation politique doit permettre la création d'une « école supérieure » pour assurer la formation de cadres, et permettre un remaniement des Comités Nationaux et Exécutifs de l'organisation, vers une composition plus mixte.

Cette ambition d'éducation se traduit de façon différente chez VLR qui, refusant une sanctification des « ouvriers-ouvriéristes, cons et fiers de l'être [192]», cherche plutôt par la diversité des thèmes abordés (musique, contre-culture, mœurs, etc.) dans son journal *Tout !* – « pont entre la France sauvage et le gauchisme [193]» – à susciter une ouverture d'esprit, « le Front "culturel" [étant] un front indispensable dans la lutte ; […]

[187] Il s'agit ici implicitement, pour la GP, des masses prolétariennes, et tout particulièrement ouvrières, Mao TSE-TOUNG, « Préface et postface » aux *Enquêtes à la campagne*, 1941.
[188] « Comité national de Juillet 1970 », Gauche Prolétarienne, F delta res 573/3/3/2, BDIC.
[189] « Comptes rendus des écoles/stages », été 1970, Gauche Prolétarienne, F delta res 573/3/2, F delta res 573/3/3, BDIC.
[190] « Comité national de septembre 1970 », Gauche Prolétarienne, F delta res 573/3/3/2, BDIC.
[191] *Ibid.*
[192] « Rapport sur le mouvement ouvrier », 1969, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.
[193] s.t., texte interne de VLR, s.d., fin 1970, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.

un front révolutionnaire[194] ». Cette idée est dès 1971, largement développée par VLR, qui considère mener par là, la révolution idéologique indissociable du travail politique militant.

[194] « Projet de plate-forme soumis aux ouvriers de Flins (RNUR) par les militants de la base ouvrière », mars 1971, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.

CHAPITRE III.
DE LA LOGIQUE DE MASSE (1969-1970)

Les organisations maoïstes, dans une perspective internationaliste, sont très attentives à tous les mouvements révolutionnaires et contestataires étrangers. Tandis que les dernières pages de la *Cause du Peuple* sont exclusivement consacrées à l'information internationale, diffusant des comptes rendus de l'évolution de fronts ou d'actions menées par des groupes révolutionnaires, comme le Vietnam, la Palestine, ou encore le Black Panther Party, VLR montre également de manière diffuse une sensibilité marquée à cet égard. Mais certaines luttes trouvent un écho particulier chez les maoïstes, allant jusqu'à générer des infléchissements dans leur perspective strictement centrée sur le prolétariat, et au sein de celui-ci, sur les ouvriers français en particulier.

A. LOTTA CONTINUA, UNE INFLUENCE ITALIENNE

Il est frappant de noter à quel point les influences de l'extrême-gauche italienne, et ce principalement à travers l'organisation Lotta Continua, sont décisives quant à l'évolution des analyses des spontanéistes français. Héritière d'une scission du mouvement opéraïste italien regroupé autour de Quaderni Rossi et d'inspiration maoïste, sa trajectoire rappelle à maints égards celle de la GP.

Une des spécificités du « mai rampant » et de « l'automne chaud[195] » italiens consiste en de réelles expériences de jonction étudiants-ouvriers. Le couple d'années que mit la crise à éclater « a permis une lente interpénétration entre classe ouvrière et mouvement étudiant[196] », mais ils s'inscrivent également dans une volonté de dépasser les échecs du Mai français [197] « pour éviter de reproduire certaines "erreurs" », « notamment quant au caractère de courte durée de la mobilisation[198]». Au contraire de la France, où les expériences unitaires ne furent que locales et très limitées (voir à ce

[195] P. MILZA, « Italie 1968 : "le mai rampant" », dans *Mai-68 : Les mouvements étudiants en France et dans le monde, Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°11-13, 1988, p. 38-41.
[196] « Une première analyse et quelques propositions, septembre 1969, Turin » dans *L'expérience des comités de base en Italie (Pirelli 1968, Fiat 1969)*, supplément à Grenoble Université, A.G.E.G., 1969, 151 p.
[197] *scilicet* : mai et juin.
[198] « M. TOLOMELLI, « De l'Université à l'usine, Italie et Allemagne (1968-1973) », *Les Temps Modernes*, n°684-685, *op.cit*., p.100.

sujet les expériences des Comités d'Action Étudiant-Travailleurs[199], et pour les maoïstes, celle de la Base ouvrière de VLR à Flins[200]), les étudiants italiens obtinrent un soutien effectif des ouvriers, la présence de ces derniers dans des universités, appuyant les mots d'ordre de la jeunesse n'en est qu'un exemple. Cette jonction entre des étudiants et des ouvriers, pour beaucoup des jeunes en provenance du Sud du pays, est essentielle à l'évolution des contenus revendicatifs de l'extrême-gauche italienne.

Ainsi, au-delà de revendications propres au monde du travail, les ouvriers italiens de Pirelli et de la Fiat (respectivement en 1968 et 1969), regroupés dans le collectif de « la lotta continua », une « organisation unitaire de masse ouvriers-étudiants[201] », réclament un changement radical des conditions de vie qui leur sont propres.

> Pendant ce temps, à l'extérieur de l'usine, les loyers montent vers les étoiles, les expulsions d'appartements se multiplient et tout le reste augmente : nourriture, lumière, journaux, cigarettes, etc.… […] Organisons nous pour élargir la lutte sur la base de nos revendications.[202]

Lotta Continua se crée à l'issue des grèves de 1968 principalement à la Fiat, à Turin, à partir d'une scission des comités éponymes, dont Potere Operaio est l'autre héritier. Lotta Continua cultive une voie spontanéiste, à la fois dans la confiance en une initiative révolutionnaire populaire et dans son refus de la représentation, tel qu'il est pratiqué dans le syndicalisme traditionnel[203]. Couplée à une critique des revendications perçues comme trop strictement économistes des syndicats, l'ambition est d'élargir l'horizon revendicatif à des aspects quotidiens de la vie.

> L'organisation que nous créons dans l'usine est le point de départ pour nous unir en dehors de l'usine aussi, là où nous habitons, pour

[199] X. VIGNA, M. ZANCARINI-FOURNEL, « Les rencontres improbables dans "les années 68" », *art. cit.*
[200] T. GRUMBACH, « En cherchant l'unité de la politique et de la vie », *Les Temps Modernes,* n°307, 01 février 1972.
[201] « Une première analyse et quelques propositions, septembre 1969, Turin » dans *L'expérience des comités de base en Italie (Pirelli 1968, Fiat 1969)*, supplément à *Grenoble Université*, A.G.E.G., 1969.
[202] « "Lotta continua" Mirafiori, 08 août 1969, "Lutte continue" du 19 mai au 30 juillet 1969 », dans *L'expérience des comités de base en Italie (Pirelli 1968, Fiat 1969)*, supplément à *Grenoble Université*, A.G.E.G., 1969.
[203] M. MCGROGAN, Vive la Revolution and the example of Lotta Continua : The circulation of ideas and practices between the left militant worlds of France and Italy following May '68., *Modern & Contemporary France*, Vol. 18, n°3, août 2010, p.309-328.

> lutter contre les loyers, contre l'augmentation des prix, contre l'école bourgeoise.[204]

L'élargissement prôné, distancie peu à peu l'analyse de la conception opéraïste de l'ouvrier-masse, en faveur d'une « remise en question de l'idéologie du travail et du productivisme[205] » et de l'adjonction d'une dimension sociale à cette critique, incluant désormais « les conditions de travail, la santé, la vie des travailleurs[206] ». L'exploitation de l'ouvrier ne se limite pas à celle liée à sa place dans les rapports de production mais s'applique également dans ces aspects extérieurs au travail. Fabrizio Carlino note ainsi que « l'opéraïsme de *Lotta continua* a été marqué par une composante biopolitique, impliquant un engagement existentiel et corporel à part entière[207] ». Le prolétaire ne l'est pas seulement dans son travail mais subit l'oppression capitaliste dans sa vie quotidienne, l'aliénation pouvant être étendue à l'ensemble des domaines de la société, et donc de la vie ou comme le qualifient les maoïstes français : « ouvrier quand je travaille, quand je me loge, quand je me déplace, quand je me repose[208] » [209].

C'est dans ce cadre qu'on assiste, à l'instar des trajectoires des groupes d'extrême-gauche français, à une « greffe de l'anti-autoritarisme étudiant sur les luttes ouvrières qui [ouvre] la voie à la formation d'un nouveau paradigme du militantisme et de l'enquête[210] », matérialisée par la tendance « à aller vers le peuple, là où il vi[t], travaill[e], pass[e] son temps libre, habit[e], se déplac[e][211] ». Ainsi, toujours d'après Fabrizio Carlino, à Lotta Continua « nombre de militants ont choisi de "vivre la vie des ouvriers" – un choix politique qui s'inscrivait bien sûr dans une stratégie visant à réduire le clivage entre militants et ouvriers, à dépasser la figure du militant externe[212]» comme l'ont fait les établis français, favorisant de ce fait une extension des revendications politiques traditionnelles.

---

[204] « Opuscule du 22 juillet 1969, Turin », [en ligne] consulté le 01/04/2016 sur http://etoilerouge.chez-alice.fr/docrevinter2/lc3.html
[205] M. TOLOMELLI, « De l'Université à l'usine, Italie et Allemagne (1968-1973) », Ouvriers volontaires, *op. cit.*, p.108.
[206] *Ibid.*
[207] F. CARLINO, « Du point de vue partiel à l'universalité », *Cahiers du GRM,* n°3, 2012.
[208] « Compte rendu du comité national d'Octobre 1969 », Gauche Prolétarienne, F delta res 573/3/3/1, BDIC.
[209] F. CARLINO, « Du point de vue partiel à l'universalité », art.cit.
[210] *Ibid.*
[211] M. TOLOMELLI, art. cit., p.108
[212] F. CARLINO, art. cit.

L'exemple transalpin est connu et largement relaté en France à la fin 1969, dans des brochures et la presse marxiste-léniniste et maoïste[213], par des témoignages d'observateurs directs[214], mais suscite aussi l'intérêt des *Temps Modernes* dont un numéro est consacré à l'Italie[215]. Il éveille de fait l'attention et l'admiration des groupes maoïstes et prochinois qui retranscrivent des articles italiens dans leur presse. Les maoïstes, aussi bien de VLR que de la GP s'intéressent largement aux expériences et revendications italiennes et affirment s'inspirer de l'élargissement préconisé de celles-ci dans leur traitement des luttes en France : « au moment où nous nous posons la question de la socialisation révolutionnaire des luttes […] le bilan et la réflexion des camarades italiens sont très intéressants pour nous[216] ».

Ils en retiennent symboliquement le mot d'ordre « Cosa vogliamo tutto ![217] » entendu comme une réponse « à l'extension (planifiée) de l'exploitation à tous les aspects de la vie quotidienne[218] ». La volonté et la mise en application en France de l'extension de la portée revendicative des luttes, consistant à « rompre le "cordon sanitaire" que la société des patrons crée autour des murs de l'usine, comme si c'était un monde à part ; […] étend l'organisation ouvrière dans la société en fournissant de nouveaux instruments de lutte contre l'exploitation », « en brisant tout "point de vue d'usine étroit" [219]», tout ceci découle ainsi largement des revendications italiennes.

> Turin et Nancy[220] permettent de rectifier notre politique […] La rue change de fonction, la base de classe des manifestations change. On sort dans la rue élargir la lutte de l'usine, on tient dans le quartier ou le bidonville face à la répression.[221]

Cette prise de conscience marque pour les maoïstes la mise en place d'un engagement continu autour de zones, que constituent les abords des usines et les cités,

---

[213] L'*Humanité Rouge,* n°9, 17 avril 1969, p. 1 et p. 8, la *Cause du Peuple*, n°14, décembre 1969, p.16, GF P RES 145, BDIC.
[214] « Les camarades de retour de Turin nous disent …», 1969, et « Compte Rendu du CN d'Octobre 1969 », Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/1, BDIC.
[215] « Italie », *Les temps modernes*, n°279, octobre 1969, p. 385-454.
[216] « Organisation d'usine et organisation générale », article d'un numéro de *Lotta Continua* de fin janvier 1970, dans *Vive la Révolution*, n°3/4, mars 1970, p.4, Mfc 195/2, BDIC.
[217] A l'origine, tant du titre complet du journal *Ce que nous voulons : Tout !* de VLR, que de plusieurs titres d'articles de la *Cause du Peuple* au dernier trimestre 1969.
[218] « Loyers: vol sur les salaires! », la *Cause du Peuple*, n°11, août 1969, GF P RES 145, BDIC.
[219] *Vive la Révolution* n°3/4, mars 1970, p.2, Mfc 195/2, BDIC.
[220] Où un comité d'action est constitué et une grève des loyers entamée en août 1969, la *Cause du Peuple*, n°11, août 1969, GF P RES 145, BDIC.
[221] « Compte rendu du stage des 30 et 31 juillet 1970», Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/1, BDIC.

liant désormais dans leur propagande et leurs actions l'aspect du travail et un aspect englobant une large dimension de la vie sociale. De cette volonté de ne plus s'attacher strictement à la lutte sur les conditions de travail et de leurs expériences de travail au contact des ouvriers sur leurs lieux de vie, émerge rapidement la question du logement comme un aspect essentiel. À leurs yeux, « plus cet élargissement sera profond, mieux ce sera pour la pénétration de la révolte dans les larges masses populaires[222] ».

Ils invitent donc à l'action directe, et ce, que ce soit pour le logement ou l'alimentation. Pratique déjà parfois appliquée en France, la *CdP* encourage à multiplier les grèves de loyers, et tente de lancer l'offensive contre les supermarchés[223]. La GP donne l'exemple à Fauchon, enseigne hautement symbolique du luxe parisien. Ces tactiques sont à proximité de l'analyse de VLR qui affirme que « ce qui est donné en plus dans l'usine pour le travail fourni est récupéré en dehors par les loyers, les supermarchés[224] », et que « mener la lutte contre la vie chère […] c'est aussi mener la lutte pour faire baisser les prix[225] ».

Dès lors, l'assimilation de tous les champs de la vie quotidienne à des lieux d'expression de l'oppression capitaliste marque pour les maoïstes l'ouverture de nouvelles perspectives. Ils s'y engagent en accordant une attention accrue à un ensemble de luttes, sinon émergentes, du moins jusque-là peu relayées dans l'espace militant. La « justice de classe[226] » et la « médecine de classe[227] » doivent être combattues. La pollution (avec les manifestations de jeunes à vélos contre la pollution et les voitures soutenues par VLR[228], rappelant les vélos blanc des provos hollandais), la publicité « poussant à la consommation et à l'effacement de l'antagonisme de classe[229] », les revendications régionales telle celle du Languedoc (« la lutte contre la ville est aussi la lutte des régions

[222] « Compte rendu du Comité National », octobre 1969, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/1, BDIC.
[223] « Contre la vie chère : à l'assaut des supermarchés ! », La *Cause du Peuple* n°12, septembre 1969, p.3, GF P RES 145, BDIC.
[224] « Rapport sur le mouvement ouvrier », 1969, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.
[225] *Ibid.*
[226] *Vive la Révolution*, n°3/4, mars 1970, Mfc 195/2, BDIC.
[227] *Ibid.*
[228] s.t., manuscrit, bulletin préparatoire pour APL information, 04 décembre 1971, archives personnelles de l'auteur.
[229] « Rapport sur le mouvement ouvrier », 1969, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.

entières vouées comme l'Occitanie à la liquidation [230]») trouvent faveur aux yeux des maoïstes, exprimant une « volonté commune de changer la vie : les relations entre les hommes sur le lieu de travail, dans la rue, dans le lieu d'habitation ». Mais c'est principalement à travers leur prise en considération croissante des travailleurs immigrés que les maoïstes vont participer à un profond remaniement de l'espace contestataire français.

[230] « Rapport général », mai 1972, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/3, BDIC.

B. LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

DONNER VOIX AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

La prise en compte de l'immigration est en France le fait d'un contexte économique spécifique. La nécessité de reconstruction de la France au sortir de la guerre a en effet pour corolaire une forte croissance dans les années cinquante et donc un besoin croissant de main d'œuvre. Celle-ci, largement recrutée à l'étranger est composée pour grande part d'Algériens, de Maghrébins mais également de travailleurs sub-sahariens des anciennes colonies françaises, de Polonais, Serbes, Espagnols ou Portugais. Alors que le logement est déjà un problème pour la population immigrée, les travailleurs et familles en situation irrégulière sont d'autant plus touchés que leur situation est particulièrement précaire. Ces travailleurs n'ont souvent le choix qu'entre bailleurs véreux, foyers de la SONACOTRAL[231] et bidonvilles. Ces derniers s'étendent à la périphérie des grandes agglomérations, regroupant jusqu'à plusieurs milliers de personnes. La prise en compte par les pouvoirs publics de ce qui s'affirme comme un réel problème humain, sanitaire et social, discuté pour la première fois à l'Assemblée Nationale en 1964 ne se fait que progressivement[232]. Leur dénonciation est d'abord le fait d'associations, proches des chrétiens de gauche et du PSU, à la suite de drames, creusant la brèche émotionnelle nécessaire à la mise en branle de mobilisations. C'est dans ce contexte qu'agit Agir tous pour la dignité Quart monde (ATD-Quart monde) et que se créent les Association de solidarité aves tous les immigrés (ASTI), plus tard regroupées en fédération (FASTI), premières associations spécifiquement destinées à la prise en charge et l'aide aux immigrés, et ce tout particulièrement sur les questions liées au logement[233].

La faible prise en compte des bidonvilles relève en partie de la nouveauté de ce problème. Celui-ci est directement lié à un établissement progressif de la présence des travailleurs immigrés sur le territoire français, dont le retour au pays d'origine semble de

[231] Qui deviendra SONACOTRA en juillet 1963, M. BERNARDOT, « Chronique d'une institution : la "sonacotra" (1956-1976)», *Sociétés contemporaines*, n°33-34, 1999, p. 40.
[232] M. ZANCARINI-FOURNEL, « La question immigrée après 68 », Immigration, 30 ans de combat par le droit, *Plein droit* n°53/54, février 2002.
[233] *Ibid.*

moins en moins prioritaire. La composition des populations immigrées s'élargit peu à peu, adjoignant aux célibataires ou hommes seuls des familles, comptant femmes et enfants. Par ailleurs peu syndiqués, leurs revendications ne sont que faiblement relayées au-delà de l'échelle locale et ne sont bien souvent relayées que comme unitaires à celles de la classe ouvrière française[234].

Au sein de l'extrême-gauche, ce sont les maoïstes qui vont s'emparer de cette question et ce avant les marxistes-léninistes ou les trotskistes (avec la diffusion massive de ces problématiques vers 1970, facilitée par le Secours Rouge). En effet, c'est dès 1968, que l'UJCml lance dans un tract du Mouvement de soutien aux luttes du peuple un « projet de programme des étudiants progressistes pour une université au service du peuple[235] » dans lequel apparaissent déjà les éléments d'une prise en considération des travailleurs immigrés, et appelle durant Mai à « l'organisation commune des ouvriers français et immigrés, frères de classe dans la lutte contre la misère capitaliste[236] ». Les revendications sont définies de manière plus approfondie dans le n°5 de *La Cause du Peuple*[237]. Il s'agit de permettre « l'élévation du niveau culturel des travailleurs immigrés » et « leur accession à la culture de la société dans laquelle ils travaillent et vivent[238] », de leur donner « collectivement, immédiatement et sans condition » la nationalité française et de développer la lutte contre le racisme des pouvoirs publics[239].

> Prenant appui sur les forces organisées parmi les ouvriers français, mobiliser hardiment les travailleurs immigrés sur leurs lieux d'habitation et les engager dans la résistance, principalement dans les usines. Lier toujours plus étroitement nos détachements de ville aux opprimés des cités de l'ennui. La « paix » c'est la honte, l'indignité, la mort lente des « petites gens ».[240]

---

[234] L. PITTI, « Les luttes centrales des O.S. immigrés », *Plein droit,* n°63, avril 2004, p. 44.
[235] « Projet de programme des étudiants progressistes pour une université au service du peuple », Tract MSLP, Archives personnelles de l'auteur.
[236] « A bas le régime Gaulliste antipopulaire de chômage et de misère », Tract UJCml, Cercles SLP, MSLP, GTC et CDR, 19 mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.
[237] « Projet de programme de lutte des travailleurs immigrés », *La Cause du Peuple*, n°5, 29 mai 1968, GF P RES 145, BDIC.
[238] *La Cause du Peuple*, n°5, 29 mai 1968, GF P RES 145, BDIC.
[239] « Partout les ouvriers luttent ! », Tract MSLP, s.d., probablement fin du moi de mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.
[240] La *Cause du Peuple*, n°14, décembre 1969, GF P RES 145, BDIC.

L'intérêt porté aux travailleurs immigrés est directement lié aux modes d'action privilégiés par les maoïstes. C'est d'abord à travers la politique de l'établissement que l'UJCml va s'assurer de fait une proximité avec ceux-ci. Les militants établis, jeunes et sans qualification technique, et par ailleurs souvent prêts à accepter n'importe quel poste au sein de l'usine convoitée, sont souvent assignés aux même types de postes que les immigrés, en tant qu'OS ou manœuvre. Virginie Linhart note à ce sujet que l'établissement « se déroule de façon très pragmatique, dans les lieux où l'embauche est facile, ceux-là mêmes où l'on côtoie les femmes, les travailleurs immigrés et les jeunes prolétaires[241] ».

Leur moindre syndicalisation, sinon politisation, et leur situation de particulière précarité au sein du prolétariat français font des travailleurs immigrés des interlocuteurs de choix. Pour citer Laure Pitti, ceux-ci, « emblème de la surexploitation capitaliste apparaissent comme la figure centrale d'un prolétariat révolutionnaire[242] » vers qui les maoïstes vont développer une large part de leurs efforts d'agit-prop. Mais par-delà l'établissement, c'est également grâce à la présence de leurs militants dans les quartiers populaires et d'immigration, où tout particulièrement la Gauche Prolétarienne assure une présence régulière dans les cafés et sur les marchés, que la jonction entre militants français et immigrés s'établit, relatant ces faits de manière optimiste dans la *Cause du Peuple*.

> Trois fois de suite les maoïstes étaient venus sur ce marché, la population d'Aubervilliers les accueillait avec sympathie, en particulier les travailleurs immigrés qui connaissaient les maoïstes par l'agitation dans les cafés et les foyers.[243]

Ce militantisme revêt pour la GP deux aspects, mis à jour grâce à la démarche de l'enquête auprès des immigrés, et aux témoignages recueillis. Ceux-ci permettent de mettre en lumière les difficultés rencontrées spécifiques à leur position, et pour la GP d'en tirer des lignes directrices pour la propagande à venir.

> C'est dans ces quartiers où les travailleurs les plus exploités [la main d'œuvre immigrée] se regroupent que les maoïstes interviennent. Tous

[241] V. LINHART, *op. cit.*, p.33.
[242] L. PITTI, « Les luttes centrales des O.S. immigrés », *op.cit.*
[243] La *Cause du Peuple*, n°16, 6 février 1970, p.3, GF P RES 145, BDIC.

> les jours dans les cafés ils apprennent à connaître les conditions de vie des masses : bagne dans les usines, bagne le soir.[244]

La propagande maoïste à l'intention des travailleurs immigrés est donc dans les premiers temps (1968-1969) principalement construite à travers un axe. C'est celui de la reconnaissance des immigrés comme représentants de la classe la plus exploitée, la plus démunie, ceux-ci vivant dans une précarité dont le symbole le plus criant est celui des bidonvilles, que les maoïstes vont s'employer à faire émerger dans le débat public : « actuellement, la très grande majorité des travailleurs immigrés vivent dans des conditions misérables : hôtels meublés sans confort et sans hygiène (souvent à des prix exorbitants), cités de transit, bidonvilles qui sont de véritables camps de concentration[245] ». Dans cette optique, les militants de la GP, mais également ceux de VLR, accompagnés par des étudiants dits « progressistes », développent des campagnes dénonçant les conditions de vie des travailleurs immigrés, profitant au besoin d'événement tragiques, tel la mort de cinq d'entre eux à Aubervilliers le 1e janvier 1970, pour servir d'appui à la diffusion de leur propagande. Celle-ci, a pour double destination l'opinion publique mais également les travailleurs immigrés eux-mêmes, les incitant notamment à mettre en œuvre des grèves de loyers, pour protester contre leurs conditions de logement.

Ces interventions des maoïstes (loin de - comme ils le présentent volontiers - primer sur celles d'autres tendances y participant également) au sein de foyers de travailleurs immigrés s'inscrivent dans leur démarche privilégiant un rôle à la fois inclusif et distant d'« étincelle ». Mais afin que celui-ci soit efficace, il est nécessaire d'y lier un discours politique plus large. Au sujet du travail accompli au sein du foyer de travailleurs d'Ivry, elle rappelle que celui-ci « avait pour but la politisation des travailleurs, l'impulsion des idées de révolte contre l'oppression ». Si cette volonté est présente dans l'ensemble du travail de la GP à l'égard des populations immigrées, elle se développe tout particulièrement à l'égard de celle originaires du Maghreb. Leur forte présence sur le territoire français, ainsi que le racisme latent à leur égard hérité de la récente guerre d'Algérie incite l'organisation à déployer vers eux une large part de son effort.

---

[244] La *Cause du Peuple*, n°25, 16 juin 1970, GF P RES 145, BDIC.
[245] *La Cause du Peuple*, n°5, 25 mai 1968, GF P RES 145, BDIC.

> Les travailleurs immigrés en France, c'est l'exploitation coloniale présente dans nos rues et dans nos usines. Cette présence est celle d'une oppression, c'est aussi celle d'une lutte. La classe ouvrière immigrée, c'est la lutte des peuples au Tiers-Monde présente dans le cœur des grandes cités industrielles. C'est la Palestine à Barbès. C'est Harlem partout.[246]

En proposant une référence au néocolonialisme, dont l'idée est déjà à cette époque profondément ancrée dans les discours militants[247], c'est qu'au-delà des conditions de vie, il est nécessaire pour les maoïstes d'inscrire la figure du travailleur immigré dans une appartenance de classe, en tant donc qu'ouvrier, délaissé par les syndicats, et qu'il convient « d'orienter dans les usines et sur les chantiers[248] », réaffirmant son inscription dans la classe ouvrière, unie face à « la dictature des patrons[249] ». Les ouvriers immigrés sont, de par leur statut, souvent plus exposés à la répression patronale, et en cas de participation à une grève, la sanction encourue peut aller jusqu'à l'expulsion. Dans cette optique, VLR comme la GP s'insurgent également contre l'État, responsable de l'insécurité dans laquelle se trouvent les travailleurs. Ils dénoncent ainsi la répression, envisagée dans un sens large, englobant tant ses conséquences au sein des usines, que les mesures permises par la législation, comme par exemple la procédure d'expulsion prononcée à l'encontre d'Abd-el-Kader Keloufi en 1969, en raison de la découverte chez lui suite à une perquisition de numéros de *Fedaï*, de *Politique Hebdo* et de la *Cause du Peuple*[250].

Mais cette démarche politique est également le fruit d'un constat, celui de la difficulté à impliquer les travailleurs immigrés, et plus particulièrement les travailleurs maghrébins dans les luttes au sein des usines, au côté des travailleurs français. À ce sujet, la GP note que « les communautés immigrées n'ont pas le même rapport à la prise du pouvoir en France que les travailleurs français[251] », d'où la nécessité pour cette organisation révolutionnaire de mener un travail de propagande afin que les sympathisants « immigrés puissent penser le rapport entre l'histoire et la lutte des

---

[246] *Tout !*, n°5, 10 décembre 1970, MFC 196, BDIC.
[247] P. ARDANT, « Le néo-colonialisme : thème, mythe et réalité », dans *Revue française de science politique*, n°5, 15 année, 1965. p. 837.
[248] *La Cause du Peuple*, n°5, 25 mai 1968, GF P RES 145, BDIC.
[249] *Ibid.*
[250] La *Cause du Peuple*, n°14, décembre 1969, GF P RES 145, BDIC.
[251] « Compte rendu du stage national de 1973 », Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.

communautés immigrées en France et la Révolution dans leur pays[252] ». L'ouvrier immigré se concevant souvent comme de passage en France, « ce qu'il faut démontrer c'est que les luttes qui se mènent en France, en Espagne, en Palestine, servent les intérêts du prolétariat mondial[253] ». C'est dans cette optique que les maoïstes participent à la mise en place de cours d'alphabétisation, et d'information sur les luttes tiers-mondistes afin « de populariser l'exemple des luttes de libération […] des peuples, de la révolution en Chine, […] à partir du Petit Livre Rouge[254] », consistant donc notamment en des lectures et adaptations de ce dernier à la situation particulière des immigrés en France.

LES COMITÉS DE SOUTIEN À LA RÉVOLUTION PALESTINIENNE

La création des comités Palestine découle de cette volonté de lier la question des revendications liées à l'identité nationale et celle de la place dans le processus de production.

> Dans le quartier arabe [de Gennevilliers] où s'entassent plus de 5000 travailleurs immigrés, la lutte des fedayins c'est la lutte de tous les ouvriers. Depuis une semaine des meetings spontanés éclatent un peu partout dans les hôtels. Dans les chambres, dans les couloirs, tout le monde discute : comment faire pour aider la résistance.[255]

C'est avec le concours de militants maoïstes arabes de la Gauche Prolétarienne que se constituent les premiers comités Palestine en 1969[256]. Pour autant ceux-ci ne seront pas, semble-t-il, très actifs et il faut attendre le retentissement de l'attaque sanglante par la Jordanie de la Palestine lors du « septembre noir » de 1970, pour que ceux-ci se dotent d'effectifs plus nombreux et d'un projet plus global à travers les Comités de soutien à la révolution palestinienne (CSRP), encore souvent abrégés en Comités Palestine. Les CSRP sont organisés sur les même bases que les Comités

---

[252] *Ibid.*

[253] « Rapport sur le mouvement ouvrier », 1969, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.

[254] « Partout les ouvriers luttent ! Partout les étudiants et lycéens se révoltent ! Développons un puissant mouvement de soutien aux luttes des travailleurs ! » Tract MSLP, AGEP, mai 1968, Archives personnelles de l'auteur.

[255] La *Cause du Peuple*, n°29, octobre 1970, p.8, GF P RES 145, BDIC.

[256] Dont l'antisionisme radical favorise le rapprochement, A. HAJJAT, « Alliances inattendues à la Goutte d'Or », dans *68 une histoire collective*, *op. cit.*

Vietnam de Base auparavant, soit en groupes locaux dotés d'une certaine autonomie, réunis sur une unité le plus souvent géographique, et prônent dans leur agit-prop un alignement total sur l'OLP[257]. Leur destination est ainsi de lier chez les ouvriers arabes, le soutien à la lutte palestinienne et la participation aux luttes en France, dans une perspective internationaliste : « Nos frères se battent en Palestine ; nous saurons nous battre ici. À Gennevilliers, partout, Palestine vaincra.[258] ».

Les Comités Palestine, sont dans un premier temps largement sous la coupe de la Gauche Prolétarienne, bien que s'y côtoie, semble-t-il des militants notamment arabes, aux sensibilités plus variées, et qu'une large latitude d'action leur soit accordée. Ils conservent donc lorsqu'il s'agit de « mettre en lien la révolte en France et les révoltes arabes, les lier à la question ouvrière au-delà du racisme[259] » une volonté de proximité au prolétariat ouvrier, définissant leur secteur d'intervention privilégié comme celui de l'usine. Toutefois, comme le note Abdellali Hajjat, ceux-ci ne se cantonnent ni à cette dernière, ni à un simple soutien aux combattants palestiniens, mais à l'image des CVB avant eux, « constituent un véritable laboratoire politique où fusionnent les luttes de soutien au peuple palestinien, contre les crimes racistes, pour l'amélioration des conditions de vie des immigrés, etc.[260]».

[257] A. HAJJAT, « Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France », *Revue d'études palestiniennes*, n°98, hiver 2006, p.15.
[258] La *Cause du Peuple*, n°29, octobre 1970, p.8, GF P RES 145, BDIC.
[259] « École ouvrière, été 1971 », Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/3/2, BDIC.
260 A. HAJJAT, « Les comités Palestine (1970-1972)… », art. cit.

CHAPITRE IV.
ACTION, RÉPRESSION, MOBILISATION (1968-1970)

Au-delà de leur positionnement vis à vis d'un héritage en terme de théorie et de pratiques révolutionnaires, les organisations maoïstes font preuve d'un activisme virulent, à la fois reflet, et dans une certaine mesure symbole de l'agitation couvrant la période des années 1968. Celle-ci ne peut en effet être traitée sans que soit abordée la dimension de la violence et plus particulièrement de la violence politique. Nous retiendrons l'approche d'Isabelle Sommier qui la définit d'après H.L. Nieburg à partir des effets visés, consistant dès lors en « des actes de désorganisation, destruction, blessures tels que leur objet, le choix de leurs cibles ou de leurs victimes, leurs circonstances et/ou leurs effets acquièrent une signification politique, c'est à dire tendent à modifier le comportement d'autrui dans une situation de marchandage qui a des conséquences sur le système social[261] ». Omniprésente dans l'imaginaire associé à Mai 68, à travers la référence aux barricades parisiennes et aux affrontements entre étudiants et forces de l'ordre, tous les groupes politiques, quelle que soit leur tendance y adhèrent, dans des mesures variées ou, a minima, la revendiquent. Mais cette dimension ne doit pas pour autant éluder l'aspect étatique de la violence politique, celui de la répression donc, central en ce début des années soixante-dix.

A. DES VIOLENCES POLITIQUES

VIOLENCE INTERGROUPUSCULAIRE ET ANTIFASCISME MILITANT

La fin des années soixante voit, dans le contexte du souvenir encore frais de la guerre d'Algérie, se raviver une opposition entre les extrêmes politiques. Entre les gauchistes et les organisations d'extrême-droite (rassemblant encore d'anciens membres ou sympathisants de l'OAS revendiquant ouvertement leurs positions), les bagarres intergroupusculaires sont fréquentes, au prétexte de positions « tenues » dans Paris, ou de l'organisation d'évènements publics. La guerre du Vietnam, dès 1966 attise ces conflits, et devient le prétexte d'affrontements. La JCR défile casquée, s'inspirant des

[261] H.L. NIEBURG, *La violenza politica* (1969), trad. Napoli, Guida ed., 1974, p.19 dans I. SOMMIER, *La violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie*, *op. cit.*, p.16

Zengakuren japonaises, les CVB, se dotent d'un service d'ordre, les Groupes de Protection et d'Autodéfense et lancent leur première action d'envergure, en mars 1968 en attaquent l'exposition de soutien au Sud Vietnam organisé par l'extrême-droite[262]. Cet « antifascisme militant » apparaît être un trait essentiel de l'engagement de cette période, et au-delà de la dimension unitaire qu'il revêt souvent au sein de la gauche, en témoignent les nombreuses mobilisations pour faire interdire le meeting d'Ordre Nouveau en 1973, et est également le lieu privilégié de « la concurrence des organisations gauchistes[263] ».

La violence dépasse pourtant le cadre propre des organisations politiques. Les syndicats sous la coupe patronale, qualifiés de « fascistes[264] » cristallisent également l'aversion des gauchistes, à l'image du syndicat CFT de Citroën.

COMMUNISTES ET « COMMUNISTES »

Mais pour les maoïstes, l'ennemi privilégié – celui dont la plus grande proximité idéologique le rend d'autant plus nécessaire à désavouer – reste le PCF. La virulence du service d'ordre du PC ou des militants de la CGT dénote à cet endroit de la réciprocité de cette opinion[265]. Dès 1966 les échauffourées entre service d'ordre du PC ou militants de la CGT et « gauchistes » sont fréquentes. Outre la violence physique, le PCF s'emploie à dénoncer l'aventurisme de ceux-ci, les qualifiant par exemple de casseurs ou de provocateurs. La qualification de « gauchisme », assimile de façon indifférenciée trotskistes, prochinois et maoïstes – permettant de discréditer ceux-ci comme ennemis objectifs de la cause du prolétariat (Lénine), tout en coupant court à un éventuel questionnement quant aux critiques sur la politique du « P"c"F », et par extension au crédit à accorder à la critique de la République Populaire de Chine quant à la politique étrangère de l'URSS[266].

---

[262] J.P. CRUSE, *op. cit.*
[263] I. SOMMIER, *La violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie*, *op. cit.*, p.82.
[264] « Ah ça ira… ça ira… la CFT on la pendra ! », 20 juillet 1972, Supplément à la *Cause du Peuple-J'accuse* n°26, 14 juillet 1972, GF P RES 145, BDIC.
[265] R. VILA, « De la divergence à la dissidence : étude des rapports entre les maoïstes français et le couple PCF/CGT », Prochinois et maoïsmes en France (et dans les espaces francophones), *Dissidences*, n°8, mai 2010, Bordeaux, le bord de l'eau, p. 89.
[266] « Réduire les maoïsmes au « gauchisme » permet ainsi au PCF – et a fortiori à la CGT – de tenter de contrôler un phénomène diffus qui lui échappe, mais aussi de justifier une économie argumentative sur les

Mais plus que la violence entre tendances politiques, c'est la répression s'abattant sur la jeunesse, à la suite des mobilisations étudiantes et ouvrières des mois de mai et juin 1968 qui assure la pérennité de l'association de la violence à cette période. Le 31 mai 1968, Raymond Marcellin est nommé ministre de l'intérieur. Il est missionné par le Général de Gaulle pour remettre de l'ordre dans une France agitée par les mouvements contestataires, face à un gouvernement semblant quelque peu dépassé par la situation. Dès le 12 juin 1968, R. Marcellin prononce la dissolution de onze formations d'extrême-gauche dont l'UJCml, mais également le Mouvement du 22 Mars, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France (le PCMLF pourtant peu impliqué dans l'agitation[267]), le Parti Communiste Internationaliste (PCI) et la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR). Le ministre de l'intérieur fait dès lors de la lutte contre le gauchisme une priorité, afin de juguler les mouvements contestataires et surtout l'agitation violente générée par certains groupes, désormais dissous. Le nombre d'interpellations et de procédures judiciaires témoigne d'une répression en cours de durcissement, et peut être comprise dans la crispation qu'elle engendre, par les militants comme « ce qui permet de rendre intelligibles à la fois la fin du mouvement de Mai et son importance décisive[268] ».

Ce processus de criminalisation de l'engagement militant atteint son apogée en juin 1970 avec la promulgation de la loi n°70-480 dite « loi anti-casseur ». Celle-ci introduit la notion de responsabilité collective vis-à-vis de violences ou de dégâts matériels causés, et ce spécifiquement au cours de manifestations qu'elles soient autorisées ou non. Elle permet par ailleurs la mise en cause des « instigateurs et organisateurs[269] » de celles-ci en cas de débordements. Cela facilite la traduction en justice, dans le cas des groupes gauchistes, non seulement de la direction de ceux-ci

raisons de la naissance du maoïsme, éludant tout discours critique ou regard réflexif sur l'aggiornamento et l'alignement sur Moscou dénoncé par les prochinois français », R. VILA, « De la divergence à la dissidence : étude des rapports entre les maoïstes français et le couple PCF/CGT (mai 1966-juin 1970), art. cit., p.96.

[267] Dans l'incompréhension devant cette décision, il tentera de faire appel, mais sa demande sera rejetée.

[268] Jean BERARD, « Les mouvements d'extrême gauche et le renversement de la justice de classe (1968-1972) », *La justice en procès*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.

[269] « Loi n°70-780 du 8 juin 1970 tendant à réprimer certaines formes nouvelles de délinquance », in *Journal Officiel de la République Française*, 9 juin 1970.

(qu'elle soit connue ou non) mais également de ses cadres, et de son service d'ordre. Elle vise à faciliter le travail des forces de l'ordre et de la justice dans les cas d'occupation, car au-delà du domicile privé, les « lieu[x] affecté[s] à un service public, de caractère administratif, scientifique ou culturel[270] » entrent désormais dans le même cadre législatif.

En juillet 1970, on dénombre ainsi « quatre-vingt-dix écroués, cent cinquante-trois en liberté provisoire, soixante-trois peines de prison ferme, cent cinquante peines de prison avec sursis[271]» parmi les gauchistes. Le gouvernement mobilise également dans cette lutte, la Cour de sureté de l'État, créée en 1963 afin de lutter contre l'OAS sur la base de la loi de janvier 1936 visant à réprimer les milices privées. Avec cette juridiction, des mesures plus efficaces sont applicables dans la lutte contre les débordements et de manière générale, elle permet de juger toutes les entreprises s'apparentant à des insurrections ou des attentats.

MOBILISATIONS CONTRE LA RÉPRESSION

La répression à l'égard des « gauchistes », tant policière que juridique, largement retranscrite et suivie sur les ondes et dans la presse n'a un écho que très limité dans l'opinion publique passés les premiers mois. Les autorités et une large part de la population ont encore en mémoire les débordements du printemps 1968 et redoutent une nouvelle flambée de violence[272]. De cette méfiance mêlée d'indifférence témoignent Robert Badinter et Jean-Denis Bredin dans un article retranscrit dans *le Monde*, daté du 4 Novembre 1970[273]. Ils y déclarent que « ce n'est pas de leurs excès d'aujourd'hui, des journaux qu'ils vendent, des inscriptions qu'ils portent sur les murs, que les gauchistes font les frais, c'est de mai 1968[274] ». Allant jusqu'à parler d'un antagonisme croissant entre les jeunes générations et les plus vieilles, la mise en place de telles mesures répressives dénote pour eux d'un certain acharnement envers la jeunesse en révolte, ceci se déroulant dans une indifférence généralisée devant la multiplication des

[270] *Ibid.*
[271] *Le Monde*, 11 juillet 1970.
[272] Igor BARRERE, *A armes égales*, « Le Gauchisme », [en ligne] INA, 16 mai 1972.
[273] *Ibid.*
[274] Robert BADINTER et Jean-Denis BREDIN, « Un exorcisme collectif », *Le Monde*, 4 novembre 1970.

interpellations et des procédures judiciaires. La jeunesse, au cœur du phénomène, et bien que n'étant pas la seule, est en effet en première ligne face à la répression, mais l'instrumentalise également afin d'obtenir des soutiens politiques.

Le milieu intellectuel français se fait, lui, largement l'écho de cette solidarité. Il est de fait à l'initiative des premières formes d'action et de regroupements organisés autour de la répression, en un premier temps principalement policière. Après les premières arrestations de mai 1968 est créée « Défense Active » visant offrir un soutien juridique, prenant la forme d'une permanence hebdomadaire gratuite. Le 17 juin, un « Comité pour la liberté et contre la répression » se forme pour protester contre la dissolution des groupuscules d'extrême gauche prononcée par le gouvernement. Il rassemble de nombreuses personnalités publiques et intellectuelles dont Jean-Paul Sartre qui s'intéresse, depuis leur genèse, de près aux évènements[275]. Lui succède rapidement un « Front Uni contre la répression » auquel adhèrent de nombreuses organisations et partis politiques d'obédiences variées, le spectre idéologique représenté s'étendant de l'extrême-gauche à la gauche chrétienne, Parti Communiste exclu.

[275] « Un engagement gauchiste », *Le Monde*, 22 juin 1971.

B. RÉVOLTE ET VIOLENCE « SYMBOLIQUE[276] » DES MAOS

L'ÉTINCELLE QUI MET LE FEU À TOUTE LA PLAINE

Fin 1969 et au début de l'année 1970, la Gauche Prolétarienne est au paroxysme de son activité de type mouvementiste. Multipliant actions illégales et commandos violents, elle se démarque de la majorité des autres groupuscules par ses coups d'éclats répétés. Sa campagne entamée en février pour le métro gratuit à la station Billancourt ou son pillage le 8 mai de l'épicerie de luxe Fauchon, dont les produits dérobés sont redistribués à des habitants du bidonville de Nanterre, tous ces évènements connaissent un fort retentissement médiatique. VLR suit la tendance[277], et mène un raid contre la mairie de Meulan[278] afin de dénoncer les pratiques du bureau d'embauche à l'égard des travailleurs immigrés. La portée médiatique et la large réception de l'agitation menée par les maoïstes sont au centre de leurs préoccupations. Pour ce faire, de larges campagnes de propagande sont développées autour des thèmes chers aux maoïstes. Les campagnes sur l'immigration sont retranscrites dans la *CdP*, tout comme dans *VLR* et *Tout !* sans qu'ils n'hésitent à s'attribuer la paternité de celles-ci ou à en exagérer leur implication, comme par exemple au sujet des campagnes d'alphabétisation des immigrés (ou loin d'être les seuls à y participer, celles-ci regroupent des tendances politiques variées[279]).

LA NÉCESSITÉ DE L'ADHÉSION POPULAIRE

Feignant ou non de croire en l'imminence d'un soulèvement populaire, duquel « Mai est le premier pas vers la guerre civile de classe[280] », comme peuvent laisser penser les titres évocateurs de la *Cause du Peuple*, l'intention est à comprendre dans une volonté

[276] « L'acte avait toujours une valeur symbolique, la violence n'était pas là pour elle-même, cela nous a évité le terrorisme », C. Jambet, in *Volontaires pour l'usine: vies d'établis, 1967-1977*, Paris, Le Seuil, 1994, p.78.
[277] T. Grumbach affirme que VLR et ses militants ont été « comme tous les groupes révolutionnaires en 1969-1970, fascinés par la propagande-action des groupes de l'ex-GP », *Les Temps Modernes*, p.20
[278] « Prendre ses responsabilités », 1971, Texte interne de VLR, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.
[279] L'*Humanité Rouge*, n°19, 3 juillet 1969
[280] « Bulletins de vote ou fusils ? », la *Cause du Peuple* n°6, 19 avril 1969, GF P RES 145, BDIC.

d'agitation de la société française. Si l'inspiration est clairement issue des textes de Mao Tsé-Toung pour qui, « l'étincelle peut mettre le feu à toute la plaine» (1930), la réalisation en est une tentative d'adaptation à la situation française, à travers laquelle il s'agit, toujours dans la perspective de montrer la voie, de l'espoir de générer une émulation parmi le peuple français : « le principal pour ces actions n'est pas la cible choisie mais les leçons que les masses peuvent en tirer[281] ». L'optimisme, voire la foi inébranlable déployés dans la *Cause du Peuple* en l'avènement proche d'un soulèvement populaire, est largement critiquée par les autres groupuscules, relevant entre autres un « gonflement de l'information, qui voit l'insurrection se préparer partout[282] » et un ton donnant l'impression d'une France à feu et à sang. Toutefois, il convient de noter qu'il ressort aujourd'hui des témoignages d'anciens militants que l'effervescence de Mai avait permis l'enracinement d'une croyance profonde en un changement radical proche[283].

Si les militants rassemblés autour de VLR interprètent les affrontements ayant eu lieu à Nanterre, entre étudiants et policiers, aux printemps 1970 et 1971 comme un « processus révolutionnaire engagé […] une préparation prolongée de l'insurrection armée[284] », il s'agit de manière générale pour les maoïstes de généraliser leur propagande et de « mener des campagnes qui aboutiront à des soulèvements populaires au cours desquels les masses se poseront inévitablement la question du fusil[285] ». Forts de l'affirmation de Mao selon laquelle « si nous sommes attaqués par l'ennemi c'est une bonne chose[286] », et afin de lutter contre une fascisation de l'État – analyse aussi bien développée par les maoïstes que les prochinois[287] et débattue dans toute l'extrême-gauche française[288] – dont la répression « terroriste[289] » fournit à la fois l'exemple et la justification nécessaire à la riposte, les maoïstes légitiment par là leurs

[281] « Qu'est ce que l'organisation clandestine, ses fonctions, son organisation ? », Archives du secteur NRP, F delta res 676/5/4, BDIC.
[282] *Vive la Révolution*, n°6, juillet 1970, Mfc 195/2, BDIC.
[283]À ce sujet voir les récits publiés dans Ouvriers volontaires : les années 68, l' "établissement" en usine, *op. cit.,* et notamment F. LAURET, p.333, mais aussi A. LINIERS, « Objections contre une prise d'armes », dans *Terrorisme et démocratie, op. cit.*
[284] « Banalités à mâcher », mars 1971, Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12, BDIC.
[285] École Tautin Beylot Blanchet (Stage ouvrier), été 1970, F delta res 573/3/3/2, BDIC.
[286] Mao Tsé-Toung (1939).
[287] « Dans la situation actuelle de fascisation du pouvoir bourgeois, ce n'est qu'en combinant les formes d'organisation légale et illégale que les marxistes-léninistes pourront développer leur lutte » dans « Osons lutter contre la fascisation », *Humanité rouge*, n°40, 25 décembre 1969.
[288] I. SOMMIER, *La violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie*, *op. cit.*, p.67.
[289] « Comment se défendre, une situation nouvelle : le terrorisme naissant », la *Cause du Peuple,* n°27, août 1970, GF P RES 145, BDIC.

actions en les inscrivant dans le cadre d'une « révolution démocratique[290] », processus par ailleurs analysé en détail par Isabelle Sommier[291].

L'insistance sur la nécessité de la forme de la guérilla est un aspect central de la conception de la prise du pouvoir – et par extension de la violence – des maoïstes. La distinction fondamentale qu'elle permet d'avec une insurrection, risquant de reproduire la reproduction pyramidale du pouvoir, et à travers elle la continuité d'une opposition entre l'avant-garde armée et le peuple, Paris et la province, le prolétariat et le reste de la société [292] réside dans l'adhésion nécessaire du peuple qu'elle implique, élément fondamental chez les maoïstes dans la légitimation discursive de leur choix de l'illégalité.

> Cette réponse était violente, illégale, et nous pensons que c'était la seule forme de violence juste.[293]

Cette justification entraîne de fait une négation du « monopole de la violence légitime » de l'État – et par extension de la légitimité de ses institutions – celle-ci ne pouvant être que le fait du peuple même[294] :

> Il ne s'agit pas d'un commando mais d'une juste riposte populaire contre la violence des trafiquants qui opprimaient les camarades immigrés.[295]

> La légalité bourgeoise on s'en fout ! Ce qui nous importe c'est le jugement des masses.[296]

Mais dans ce cadre commun aux maoïstes, la GP propose un projet plus radical que celui de VLR, et assume rapidement une militarisation de son organisation au sein d'une branche clandestine, la Nouvelle Résistance Populaire (NRP), considérant que la « lutte violente de partisans crée les conditions politiques, idéologiques et militaires pour le passage à la lutte armée prolongée[297] ». Celle-ci dont la première action répertoriée

---

[290] « Questions de stratégie », fin 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.
[291] I. SOMMIER, *La violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie* Rennes, *op. cit.*, p.69.
[292] « Questions de stratégie », fin 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.
[293] « Première riposte au gang de l'embauche le 11 mars 1970 », *La base ouvrière Renault-Flins*, n°17, F delta res 612/2, BDIC.
[294] J.-P. ETIENNE, *La Gauche prolétarienne (1968-1973) : illégalisme révolutionnaire et justice populaire*, Thèse de doctorat en Science politique sous la direction de Jean-Marie VINCENT, Université Paris VIII, 2003, p.139.
[295] « La lutte continue », Comité d'Action des Mureaux, mars 1970, F delta res 612/12, BDIC.
[296] « Face à la répression, la seule riposte : la lutte des travailleurs! », F delta res 612/2, BDIC.
[297] Texte sans titre, s.d., probablement fin 1970, F delta res 673/3/3/1, BDIC.

dans la *CdP* consiste en l'attaque d'un commissariat à Marseille le 19 novembre 1969[298], est formellement constituée au début de l'année 1970[299], participant, semblerait-il[300], de la stratégie de décentralisation de l'organisation, entérinée par sa dissolution gouvernementale quelques mois plus tard.

La structure nationale que représente la NRP, ne se contente en effet pas d'attaques touchant à des locaux, à l'image de celle déployée par VLR contre le bureau responsable de l'embauche des travailleurs immigrés à Flins, et, semble-t-il, parfois attribuée à la GP tant le modus operandi est semblable. Si la majeure partie de ses actions consiste en plasticages[301], saccages[302] et d'une façon générale, dégâts matériels, elle s'engage quelques mois après sa création dans un radicalisme plus absolu. De celui-ci découlent les représailles intentées à l'encontre d'un député, Michel de Grailly – coupable pour les maoïstes d'avoir participé à la décision de la coûteuse construction des abattoirs de la Villette – ou, plus tard, d'un cadre de Renault-Billancourt afin de venger la mort d'un de leurs militants, Pierre Overney, aux portes de l'usine. Ces deux enlèvements se soldèrent toutefois par une rapide remise en liberté des victimes.

La question de la possibilité de légitimer le meurtre traverse de manière longitudinale le rapport à la violence de la GP. L'organisation affirme en effet que celle–ci doit viser « un objet de haine populaire[303] » et que « le principal pour ces actions n'est pas la cible choisie mais les leçons que les masses peuvent en tirer[304] », tout en se refusant à prendre l'initiative et la responsabilité de l'exécution d'une éventuelle sentence. « Ce n'est pas à nous de décider le moment où il faudra commencer à exterminer l'ennemi de classe, mais au peuple et au peuple seul[305] » déclare la NRP dans la *Cause du Peuple* à la suite de la relaxation de Nogrette. Cette dimension de prise de

[298] La *Cause du Peuple*, n°14, décembre 1969, GF P RES 145, BDIC.
[299] COLLECTIF, *Les nouveaux partisans : histoire de la gauche prolétarienne par des militants de base*, *op. cit.*
[300] LINIERS Antoine, « Objections contre une prise d'armes », *Terrorisme et démocratie*, Paris, Fayard, 1985.
[301] Par exemple celui des locaux du journal *Minute* en mai 1971, la *Cause du Peuple-J'accuse*, supplément au n°5, 17 mai 1971, GF P RES 145, BDIC.
[302] Dont l'attaque du bureau d'embauche des Houillères, en Février 1970, la *Cause du Peuple*, n°17, 21 février 1970, GF P RES 145, BDIC.
[303] La *Cause du Peuple*, n°23, 23 mai 1970, p.3, GF P RES 145, BDIC.
[304] « Qu'est ce que l'organisation clandestine, ses fonctions, son organisation ? », F delta res 576/5/4/2, BDIC.
[305] La *Cause du Peuple-J'accuse*, n°20, 11 mars 1972, GF P RES 145, BDIC.

distance apparaîtra de manière explicite dans une autre forme de « justice populaire[306] », découlant sur les expériences de tribunaux populaires. La GP, tout en prônant la violence par le développement d'une « face "tupamaros" et [d']une face "milice ouvrière clandestine"[307]» au sein de son organisation, tend au fur et à mesure de la mise en application de celle-ci, à y minimiser son implication effective. Sous couvert de ne pas se substituer aux « masses », la GP réoriente finalement son discours vers une adhésion à la déclaration de Sartre à l'issue de l'un de ces tribunaux populaires selon lequel « le lynchage est une pratique trop louche […] souvent trop empreinte d'idéologie réactionnaire pour qu'il puisse devenir une sanction régulière des tribunaux populaires[308] ».

Dans cette optique, la GP opte donc pour une vue étendue sur le rétablissement d'une justice populaire, lui permettant de se dégager d'une part de la responsabilité de cette tâche. Outre sa branche militaire, sous la coupe directe et exclusive de l'organisation, la GP souhaite également se doter de « milices populaires », structurées autour de militants et privilégiant l'action directe. Ces brigades, se doivent d'intervenir dans des milieux ciblés et en réponse à des objectifs spécifiques en initiant localement des « actions d'autodéfense[309] ». Ainsi, les Groupes Ouvriers Anti-Flics (GOAF) sont destinés à rétablir un semblant de justice pour les ouvriers victimes de représentants de la maîtrise particulièrement zélés. De la même manière mais dans un cadre tout autre, la prise en considération croissante du racisme incite la GP à se doter (en paroles du moins) d'une Milice Ouvrière Multinationale. Ces deux types de groupements, l'un constitué uniquement de militants de la GP, les seconds destinés à être rapidement pris en charge par la population elle-même constituent les deux axes d'action violente de la Gauche Prolétarienne.

[306] « Quatre formes de justice populaire : l'action directe, l'enlèvement par la NRP, les actions de milices de type GOAF, les tribunaux populaires » dans « Les maoïstes et l'idée du tribunal populaire : notre point de vue sur la justice populaire », juillet 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/2, BDIC.
[307] « Nous voulons construire une organisation capable de lutter contre le fascisme de la base au sommet », Archives NRP, (date inconnue mais postérieure à mars 1972), F delta res 576/5/4/2.
[308] « Un débat entre M. J.-P. Sartre et la *Cause du Peuple* », *Le Monde*, 25 mai 1972.
[309] « Qu'est ce que l'organisation clandestine, ses fonctions, son organisation ? », F delta res 576/5/4/2, BDIC.

C. DE LA RÉPRESSION QUI EN DÉCOULE

MOBILISATION DE L'OPINION PUBLIQUE

Face à une répression juridique allant croissant, et devant leur volonté de multiplier leurs actions illégales, les organisations maoïstes se font le porte-voix de la lutte contre la répression. En leur sein, ce sont les militants de la GP qui s'appliquent tout particulièrement à faire de ce problème une question centrale dans l'opinion publique.

La répression touche en effet désormais jusqu'aux publications d'extrême-gauche, et des journaux voient leurs numéros saisis. La *Cause du Peuple,* l'est régulièrement depuis son n°22 en mai 1970[310], comme le sera par la suite le n°12 de *Tout !*. Les diffuseurs sont également fréquemment interpellés afin d'entraver les distributions. Les directeurs de publication de la *Cause du Peuple*, Michel Le Bris et Jean-Pierre le Dantec sont arrêtés et emprisonnés en mars 1970, poussant la GP à demander son soutien à Jean-Paul Sartre. Ce dernier, fortement lié aux maoïstes et plus spécifiquement à ceux de la Gauche Prolétarienne, et étant de par sa notoriété internationale quasiment intouchable, est tout disposé à prêter son nom, dans le but de dénoncer une justice à deux vitesses. Il devient le 27 avril 1970 le nouveau directeur de la *Cause du Peuple*, et celui et du journal *Tout !* dès sa parution en septembre. Sartre ne fut, effectivement, que peu inquiété de ce soutien manifeste et réitéré, si ce n'est par une interpellation au cours d'une vente à la criée de la *Cause du Peuple* à laquelle il participait et, par la suite, par des poursuites consécutives à un article paru en janvier 1971 dans la *Cause du Peuple* (pour « diffamation envers l'administration pénitentiaire ») et pour le n°12 de *Tout !* (pour « outrages aux bonnes mœurs »).

Cette répression à l'encontre de journaux, considérée comme une atteinte à la liberté fondamentale de la presse, engendre un fort soutien dans l'opinion, et surtout parmi les intellectuels, se traduisant notamment par la création d'une association des *Amis de la Cause du Peuple*, sur l'impulsion de Jean-Paul Sartre et dirigée par Simone de Beauvoir et Michel Leiris, qui voit le jour le 5 juin 1970. Y affirment immédiatement leur adhésion, nombre d'intellectuels et d'artistes dont entre autres Marguerite Duras et

[310] *Le Monde*, 22 juin 1971.

Delphine Seyrig, Alexandre Astruc, Wolinski, Cavanna, Jacques Doniol-Valcroze, Jean-Claude Drouot, Sami Frey, Jean-Luc Godard, Jean Rouch et Jean-Louis Bory[311].

LA CRÉATION DU SECOURS ROUGE

Afin de se garantir un certain soutien de l'opinion, et, de fait, une certaine latitude d'action, la GP cherche donc à utiliser à dessein la question de la répression, consciente que le « cycle répression-réaction[312] » lui est favorable. Sa dissolution, par un gouvernement qui concentre désormais principalement sa répression sur les groupes maoïstes, est pressentie comme imminente. Au-delà de sa dimension de soutien, la création du Secours Rouge va se révéler être pour la Gauche Prolétarienne un prétexte pour s'assurer une couverture. L'idée de la création d'un « secours rouge » émerge dès juillet 1969 au sein de la direction de la GP, laquelle affirme qu'il faut « sans tarder préparer la construction prolétarienne d'une organisation de secours rouge[313]» posant ainsi les bases du futur Secours Rouge :

> Le développement de la ligne politique de la GP va entraîner la multiplication des cas de camarades arrêtés, mis au chômage, vidés de leur boulot de profs ou de leur famille pour les lycéens. Actuellement il n'y a pas de collectif qui suive jusqu'au bout les affaires de ce genre ce qui conduit les camarades concernés à la perte de confiance dans l'organisation et au découragement. Il faut, avant de pouvoir développer un mouvement de masse d'aide aux révolutionnaires parmi les intellectuels et les étudiants progressistes, créer un tel collectif et le pourvoir des moyens financiers et administratifs nécessaires. Un tel collectif pourrait aussi s'occuper des relations avec la presse bourgeoise (nous pouvons quand même obtenir quelques ~~relations~~[314] petites choses).[315]

La GP, entendant poursuivre ses diverses actions commandos et son travail au sein des masses, se trouve face à la nécessité de mobiliser un certain soutien autour des condamnations dont elle et ses militants font, et de manière croissante, l'objet. Début

---

[311] « M. Jean-Paul Sartre veut mobiliser les intellectuels en faveur de "la *Cause du peuple*" », *Le Monde*, 6 juin 1970.
[312] I. SOMMIER, *La violence politique et son deuil, l'après 68 en France et en Italie*, *op. cit.*, p.46.
[313] « Compte rendu du Comité National de Juillet 1969 », F delta res 573/3/3/1, BDIC.
[314] Rayé dans le texte original.
[315] « Compte rendu du Comité National de Juillet 1969 », F delta res 573/3/3/1, BDIC.

1970, à l'initiative de militants de la Gauche Prolétarienne, Jean Chaintron est contacté, et la présidence du futur comité d'initiative lui est proposée[316], moyen pour elle de s'assurer une certaine protection.

Le 25 mai 1970, à l'occasion du meeting de soutien à Jean-Pierre Le Dantec et Michel Le Bris, écroués en raison de leur statut de directeur de publication de la *Cause du Peuple*, Alain Geismar, figure emblématique de mai 68 et alors membre du comité exécutif de la GP, évoque pour la première fois publiquement la nécessité de la création d'un « nouveau secours rouge » afin de lutter efficacement et solidairement contre la répression qui sévit[317]. Deux jours plus tard, le 27 mai, la dissolution de la Gauche Prolétarienne par décret présidentiel du Général De Gaulle est prononcée, s'appuyant sur la loi du 10 janvier 1936 quant aux poursuites prévues pour reconstitution de ligue dissoute. Le mois suivant est publié l'Appel pour la création du Secours Rouge, signé par dix-sept personnalités politiques et intellectuelles composant son Comité d'Initiative, avec le soutien de Jean-Paul Sartre, soutien financier mais également informel, puisque celui-ci mobilise pour sa constitution son réseau des *Temps Modernes*[318].

> Nous appelons à constituer un nouveau SECOURS ROUGE, lieu de la solidarité populaire contre l'alliance du patronat, de l'État, de sa police, et contre tous leurs complices. […] Il n'est pas possible de défendre la justice et la liberté sans organiser la solidarité populaire. Le SECOURS ROUGE, issu du peuple le servira dans son combat.[319]

Allusion directe au Secours Rouge International du Komintern de 1922, il réaffirme par son nom et les « qualités » de ses membres son affiliation à la tradition communiste tout en marquant sa distance d'avec le PCF. Ce rassemblement a pour but avancé de lutter contre la répression, sans distinction d'orientation politique dans la tradition du Secours Rouge International qui défendait en son temps aussi bien anarchistes, socialistes et communistes que syndicalistes.

---

[316] J. CHAINTRON, *Le vent soufflait devant ma porte,* Paris : Seuil, 1992, p.92, in Jean-Paul ETIENNE, *La Gauche Prolétarienne (1968-1973), Illégalisme révolutionnaire et justice populaire*, thèse de doctorat en Histoire contemporaine sous la direction de Jean Marie Vincent, Paris : Université Vincennes Saint Denis, 2004, p.22.

[317] *Minutes du procès d'Alain Geismar*, préface de Jean-Paul Sartre, Paris, Éditions Hallier, Documents L'Idiot international, 1970, 216 p.

[318] B. BRILLANT (1998) « Intellectuels et extrême gauche : le cas du Secours Rouge » [en ligne] In : *Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie,* Institut d'histoire du temps présent, Paris, 1994-1998.

[319] « Déclaration du Secours Rouge », 1970, Archives P. Halbwachs, Archives personnelles de B. Brillant.

Ainsi que l'écrit Jean-Paul Sartre, au sein du Secours Rouge se trouvent réunies par l'action contre la répression trois générations politiques de lutte[320]. On y rencontre ainsi des représentants de la Résistance telles Eugénie Camphin, Mme Halbwachs-Basch, Roger Pannequin, Charles Tillon (tous deux Francs-Tireurs et Partisans), de la lutte anticolonialiste notamment au cours de la guerre d'Algérie représentés par des membres de la gauche chrétienne catholique et protestante tels Jean Cardonnel et Georges Montaron, enfin, des hommes s'étant fait connaître au cours des années soixante par leur engagement à travers la « nouvelle gauche » française dont le PSU est le principal représentant. Cette initiative est l'occasion pour ces figures emblématiques de prendre part à un engagement contemporain concret. La jeunesse intellectualisée principale protagoniste de celui-ci ayant dès Mai, critiqué leur statut d'autorité et les ayant tenu à l'écart, c'est « la possibilité, pour les premiers, de redéfinir leur rôle en rompant avec le « compagnonnage de route » tel qu'il s'est pratiqué aux côtés du PCF[321] » dont la plupart ont, au sortir de la guerre, suivi le chemin. La GP affirme dès 1969 aller dans ce sens, par lequel « une telle organisation de Secours Rouge pourrait donner une issue à bon nombre d'intellectuels progressistes, mal à l'aise actuellement dans la GP, et qui ne peuvent que s'en sentir purement et simplement rejetés, si nous n'y prenons pas garde[322] ».

Dans la multitude de groupuscules et de tendances politiques, le Secours Rouge apparaît comme une tentative d'unification de cette gauche extra parlementaire face à une préoccupation commune. Son manifeste le définit comme « une association démocratique légalement déclarée, indépendante de toute organisation et ouverte à tous ; son objectif essentiel sera d'assurer la défense politique et juridique des victimes de la répression et de leur apporter un soutien matériel et moral, ainsi qu'à leurs familles sans aucune exclusive[323] », et devant être « le fédérateur et l'organisateur d'une lutte de masse contre la répression au niveau de l'entreprise, de l'université, de la localité comme au niveau national[324] ».

---

[320] « M. Jean-Paul Sartre : le Secours Rouge réalise l'union de trois générations dans la lutte », *Le Monde*, 20 Juin 1970.
[321] B. BRILLANT (1998) « Intellectuels et extrême gauche : le cas du Secours Rouge », art. cit.
[322] « Compte rendu de la Commission Politico Militaire », Juillet 1969, F delta res 573/3/3/1, BDIC.
[323] « Appel à la création d'un nouveau Secours Rouge », 11 Juin 1970, Tract, archives personnelles de l'auteur.
[324] « Déclaration du Secours Rouge », 1970, Archives P. Halbwachs, Archives personnelles de B. Brillant

Ce Comité d'Initiative (CI), en n'acceptant que les adhésions individuelles, se refuse à toute subordination à tout parti ou groupe qui tenterait de lui imposer ligne, idéologie ou pratiques. Proclamant son intention « d'assurer la solidarité collective » « face à la répression collective » mise en place par le gouvernement (C. Tillon, signataire du CI), le Secours Rouge érige le cadre nécessaire à la création de réseaux professionnels, financiers et communicationnel autour des questions répressives. Pour en aider les victimes, ces « centaines de militants révolutionnaires […] détenus, […] réduits à la clandestinité, pour des actions politiques travesties en délits de droit commun[325] », le Secours Rouge est fractionné en une myriade de groupes locaux « de quartiers, d'entreprise, d'université, dont l'action est coordonnée par des comités départementaux ou régionaux[326] » sous la tutelle provisoire du CI, avant la tenue « d'Assises Nationales qui détermineront l'organisation et les orientations de SR, en même temps qu'elles éliront un collectif responsable[327] ».

Au sein de ces comités locaux, différentes commissions sont prévues pour permettre de fournir cette aide spécifique. En fonction des nécessités et des impulsions locales, le Secours Rouge assure donc tant la mise en place d'aide juridique que financière aux détenus et à leurs familles, que l'animation de diverses mobilisations de soutien, manifestations, collectes de fonds et communication médiatique. La commission Avocats, assure une liaison avec les prisonniers et permet de fournir une assistance juridique volontaire et de qualité, intention première du Secours Rouge :

> N'attendons pas : la résistance à l'injustice a toujours tiré sa force du peuple, rétablissons la vérité. Contre l'exploitation et la répression capitalistes, assurons la défense des emprisonnés, des expulsés, des licenciés, des travailleurs immigrés… […] Faisons-leur connaître leurs droits avec l'appui des avocats démocrates. Aidons-les à les faire respecter.[328]

D'autres comme la commission Presse, et principalement la commission Santé vont permettre l'expression de revendications jusque-là muettes.

[325] « Manifeste du Secours Rouge », la *Cause du Peuple*, n°25, 16 juin 1970, GF P RES 145, BDIC.
[326] « Déclaration du Secours Rouge », 1970, Archives P. Halbwachs, Archives personnelles de B. Brillant
[327] *Ibid.*
[328] *Ibid.*

SECONDE PARTIE

A LA CRITIQUE DES DOMINATIONS

(1970-1974)

CHAPITRE V.
PASSAGE À UNE STRATÉGIE « DÉMOCRATIQUE » (1970-1972)

Au regard des trajectoires des organisations maoïstes spontanéistes françaises, l'année 1970 marque un tournant dans leur évolution. Celui-ci, explicitant les choix stratégiques imposés à la GP par la répression juridique et sa dissolution, traverse également VLR, qui affiche peu à peu une sensibilité accrue à l'égard des revendications de changement sociétal véhiculées par la jeunesse, dont la ligne éditoriale développée par le journal *Tout !* est significative.

Le désir croissant de la GP de s'attirer les faveurs des milieux intellectuels politisés voire militant se traduit dans les faits par le lancement en Novembre 1970 d'un nouveau mensuel, *J'accuse*, sur l'initiative d'un de ses membres fondateurs. Critique à l'égard du ton de la *CdP* et permettant de fait une diffusion auprès d'un public en difficulté avec la radicalité de celle-ci, cette concrétisation traduit une volonté d'ouverture de l'organisation, affirmant peu à peu son refus du « mépris pour le mouvement démocratique et […] ses formes d'action et de mobilisation[329] ». Cette tentative se soldera par un échec et sa fusion avec la *CdP* en une nouvelle formule, la *Cause du Peuple-J'accuse*, après seulement cinq numéros, en mai 1971,

Nous chercherons ici à mettre en lumière la manière dont ces organisations voient leur analyse – jusque-là traditionnelle – des conflits sociaux profondément transformée. D'une part, par des facteurs proprement contextuels, liés à un champ d'action restreint en raison d'une répression de plus en plus contraignante, mais également du fait d'un phénomène plus diffus, de l'émergence dans le champ de la contestation, de revendications nouvelles, et de la prise en compte d'acteurs jusque-là marginaux.

A. DE LA DISSOLUTION DES ORGANISATIONS MAOISTES

La préoccupation de faire face aux foudres étatiques, centrale pour la GP, détermine dès lors pour beaucoup les choix de l'organisation. En 1969 déjà, anticipant cette

[329] s.t., début 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/2, BDIC.

intensification de la réaction à l'encontre de ses actions, la Gauche Prolétarienne évoque la nécessité de « marcher sur ses deux jambes ». Elle signifie par là, à travers une citation décontextualisée de Mao Tsé-Toung, la nécessité d'éviter une trop grande fragilité due à une organisation centralisée. La GP, et ce donc dès avant sa dissolution légale de 1970, cherche à rectifier jusqu'à son schéma organisationnel. Le bulletin interne de décembre 1969 rappelle qu'une « première étape, qui est aujourd'hui en voie d'achèvement, visait à parer au plus pressé, c'est à dire à nous permettre de prévoir si possible la répression, […] d'échapper aux premières vagues et d'organiser immédiatement la riposte[330]». C'est-à-dire dans cette optique diversifier ses champs d'intervention en mobilisant autour de nouveaux « fronts » de revendications que sont la répression, les ouvriers immigrés, les problèmes de logement ou la santé pour accroître son impact et tenter d'assurer sa pérennité. Pour éviter une porosité aux mesures répressives, il convient donc de « se dissoudre dans les masses » c'est à dire que « les militants de la G.P., qui avaient été comme un poing refermé, d[oivent] s'ouvrir et se disperser dans les différentes couches contestatrices pour essayer de traduire idéologiquement et dans des formes d'organisations à caractère de masse, les aspirations de chacune des couches contestatrices[331] » et ainsi investir de nouveaux secteurs de la contestation afin d'« élargir la résistance[332] ».

Mais au-delà du seul souci d'adaptation à la sévérité croissante des instances policières et juridiques, ce revirement stratégique trouve également sa raison d'être dans un constat effectué au sein de la direction de l'organisation, à la suite de sa dissolution le 27 mai 1970. L'ex-GP, désormais regroupée autour de son organe la *Cause du Peuple*, prend conscience de sa difficulté à mobiliser les masses autrement que sur des actions ciblées et de s'assurer une réelle assise populaire[333]. Sa participation au Secours Rouge prend donc sens dans une stratégie politique plus large par laquelle elle affirme la nécessité pour l'organisation de réajuster son mode de fonctionnement.

Il s'agit donc de créer – ou de s'approprier – des organisations au sein desquelles ses militants soient majoritaires. Des textes internes à la Gauche Prolétarienne désormais

[330] « Rapport introductif au Comité National de Décembre 69 », Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/2, BDIC.
[331] « Victor » in Michelle MANCEAUX, *Les Maos en France*, *op. cit.*, p. 184.
[332] *Ibid.*
[333] M. JARREL, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne*…, *op.cit.*, p.36.

dissoute décrivent bien cette velléité, la nouvelle ligne consistant à entreprendre de « construire des organisations de masse (Secours Rouge, Comité Palestine…) dans chaque secteur de la contestation populaire, et […] tendre à devenir les noyaux dirigeants de ces organisations de masse[334] ». C'est dans ce processus d' « élargissement des fronts[335] » que s'inscrit la GP au cours des années 1970 et 1971, processus entre autres permis par la création puis l'essor du Secours Rouge.

LE SECOURS ROUGE, FÉDÉRATEUR DES LUTTES ?

La GP espère user du SR comme une « organisation unifiée à l'échelle nationale[336] » autour de laquelle serait gérées les diverses organisations régionales, ou dans le style qu'ils affectionnent, comme l'« organisation populaire de masse capable d'organiser des ripostes de masse violentes contre le terrorisme de la bourgeoisie[337] », important contre-pouvoir de gauche, non affilié au PCF. Le Secours Rouge connaît en effet dès sa création un franc succès, se traduisant par la rapide multiplication du nombre de comités locaux. On en dénombre cent cinquante en octobre 1970, pour près de quatre cents à peine quatre mois plus tard[338].

La grande autonomie et latitude d'action donnée aux comités locaux et leur éclatement géographique facilite d'autant leur noyautage, par la simple constitution en leur sein d'une majorité, donnant lieu à des luttes intestines entre les deux organisations les plus fortement impliquées dans cette entreprise que sont la Ligue Communiste et la GP. Ce combat pour l'accaparement du Secours Rouge conduit la Ligue Communiste à se dissocier assez rapidement de ce projet. Refusant de participer à la manifestation, interdite, du 9 Février 1971[339], elle dénonce l' « irresponsabilité du SR[340] » dans son organe *Rouge*, estimant « que la manifestation en faveur des détenus politiques qui

[334] « Rapport du Comité National de Juillet 1971 », Gauche Prolétarienne, F delta res 576/3/3/1, BDIC.
[335] Claude LUCAS in Anne ARGOUSE, Hugues PEYRET (réal.), *Mort pour la cause du peuple*, FR3 Haute-Normandie, 2012, 52 min.
[336] « Compte rendu du Comité National du 19 décembre 1971 », GP, F delta res 573/3/3/2, BDIC
[337] « Tout ce que nous faisons est au service du peuple, de quel défaut ne pourrions nous donc nous débarrasser » (début 1971), F delta res 573/3/3/2, BDIC.
[338] BRILLANT Bernard (1998) « Intellectuels et extrême gauche : le cas du Secours Rouge » [en ligne] In : Institut d'histoire du temps présents, *Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie,* Paris, 1994-1998, p. 14
[339] « La ligue communiste s'étonne de l' "irresponsabilité" du Secours Rouge », *Le Monde*, 15 février 1971.
[340] « Secours Rouge, les dangers de l'irresponsabilité », Rouge, n°101, 15 février 1971.

faisaient la grève de la faim, initialement prévue pour le mardi 9, perdait son sens du fait de la décision du ministre de la justice de créer une commission spéciale et de la suspension – "justifiée", précise-t-il – des grèves de la faim[341] ». L'accaparement du Secours Rouge par la GP apparaît de manière réitérée dans les archives de membres du SR, et est corroboré par des rapports de comité, se plaignant de la difficulté d'une reprise en main démocratique, à défaut de laquelle « le Secours Rouge, sous influence de la *Cause du Peuple* et quelques "inorganisés" s'est transformé en succédané d'organisation politique, […] s'[est] révélé comme le cache-sexe d'une organisation dont le noyautage bureaucratique même inconscient et involontaire, empêch[e] tout redressement[342] ».

La dispersion préconisée, couplée aux possibilités qu'offre l'influence de la désormais ex-GP[343] dans le Secours Rouge lui permet désormais d'investir et de diffuser plus avant de nouveaux champs d'intervention.

[341] *Ibid.*

[342] « Manifeste de dissolution du comité Secours Rouge du XVe », date inconnue mais postérieure aux Assises Nationales du SR datant des 20 et 21 novembre 1971, F delta 0721/119, BDIC.

[343] Ainsi que s'accordent souvent à la nommer ses anciens militants pour en distinguer les phases historiques et stratégiques.

B. INTELLECTUELS ET EXTRÊME-GAUCHE, UNE UNITÉ FRAGILE

Le semblant d'unité rassemblé par les maoïstes spontanéistes autour des critiques de la répression s'effrite pourtant au cours de l'année 1971, comme en témoigne de manière significative l'évolution du Secours Rouge. En son sein, les querelles d'influence, rapidement abandonnées à la GP par démission de la Ligue, sont favorisées par la fragilité structurelle du Secours Rouge et posent de fait la question de la responsabilité du Comité d'Initiative vis-à-vis des actions entreprises localement. L'affirmation de la mainmise de la Gauche Prolétarienne sur le Secours Rouge participe à l'éclatement d'une crise interne un an à peine après sa création. Tandis que Jean-Paul Sartre réaffirme son soutien à l'ex-Gauche Prolétarienne après avoir donné sa démission de la direction du Secours Rouge, Charles Tillon, Jean Chaintron, Francis Kahn et Roger Pannequin quittent à leur tour le Comité d'Initiative du Secours Rouge en juin 1971. Ils dénoncent sans ambages que « des groupes s'acharnèrent à faire du Secours rouge la couverture d'actions dites spontanées et le camouflage d'une organisation sans responsables connus[344] ». Quatre autres signataires du Comité d'Initiative (Robert Davezies, Georges Montaron, Jean Cardonnel, et Georges Casalis) appellent à la tenue d'Assises Nationales afin de définir une ligne claire pour l'organisation. Ces Assises sont repoussées du mois de mai 1971 à novembre, pour conduire à la dissolution de ce comité fondateur, crise qui s'étend à certains comités locaux. Suite à ces Assises Nationales, le Comité du Secours Rouge du XV^{e} arrondissement de Paris témoigne de la difficulté à parvenir à une entente sur une ligne directrice précise, justifiant ainsi son choix de mettre fin à l'existence du comité :

> Aux assises nationales, le Secours Rouge cherche à élargir le champ d'intervention au-delà du problème de la répression. Or le Secours Rouge, structure unitaire d'intervention de militants politiques de lignes différentes, n'était viable qu'à la seule condition où son champ d'intervention était spécifique, démocratiquement défini, commun à tous ses militants.[345]

[344] « Quatre fondateurs quittent le comité d'initiative », *Le Monde*, 7 juin 1971.
[345] *Manifeste de dissolution du comité Secours Rouge du XVe*, date inconnue mais postérieure au 21 novembre 1971, Fond D. Guérin, F delta 0721/119, BDIC

Le Secours Rouge ne pouvant être réduit à son seul Comité d'Initiative, celui-ci n'ayant en outre qu'un rôle superficiel, il est par ailleurs un terreau fertile à l'émergence ou au renouvellement de revendications donnant la part belle à l'enquête et à l'une de ses résultantes immédiates, une expertise militante permettant d'allier à la contestation une justification scientifique.

Les maoïstes s'impliquent, dans un premier temps et pour atteindre un public plus large que leurs propres militants et sympathisants, dans des mobilisations sur d'autres aspects liés à la question de la répression. Lieu depuis 1968, d'une unité et d'une adhésion dépassant le milieu de l'extrême-gauche, « la question de la répression, dans sa polysémie, est au croisement de ces tensions entre pratiques de contestation, doctrines de mouvements et réactions de l'État[346] ». VLR affirme notamment sur cette question qu'il s'agit « de consolider le front révolutionnaire » et de « l'unir au front démocratique », en construisant « dans de multiples initiatives et parmi toutes les couches du peuple, une protestation populaire massive contre les lois d'exception[347] ». Depuis 1970, et à travers la requête de l'obtention du statut de prisonnier politique par les détenus (relayée par tout le spectre idéologique des organisations d'extrême-gauche, du PSU aux trotskistes, en passant par les marxistes-léninistes), les condamnations croissantes dont font l'objet les militants maoïstes explique leur prise d'initiative dans la création, à cette fin, d'une organisation spécifique.

L'EXPÉRIENCE DE L'EMPRISONNEMENT

L'Organisation des Prisonniers politiques (OPP), est donc créée au printemps 1970, leur permettant de répondre au besoin d'assurer leur défense, ainsi que, tout particulièrement pour la GP, de permettre la continuité de la liaison entre direction et militants emprisonnés.

[346] J. BERARD, « Les mouvements d'extrême gauche et le renversement de la justice de classe (1968-1972) », *La justice en procès*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2013.
[347] *Vive la Révolution*, n°5, 25 avril 1970, p. 6, Mfc 195/2, BDIC.

> Il apparaît clairement que la prison des oppresseurs guette chacun de nous. Aussi, l'organisation des militants en prison doit-elle être une organisation régulière. Dès le moment où un militant est arrêté par les flics jusqu'à sa libération, il doit être pris en charge par cette organisation.[348]

L'OPP tente ainsi d'assurer, dans chaque région, un binôme composé d'un avocat et d'un militant du groupe central, par le biais de qui se fait la centralisation des informations lors d'une arrestation. Ces secteurs locaux fonctionnent ainsi conjointement avec les comités du Secours Rouge afin d'assurer actions et médiatisation, privilégiant le recours à la pratique de la grève de la faim.

De la présence de militants en prison, et des récits de leur expérience de la détention, la GP va tirer parti de leur statut d'observateurs privilégiés pour investir le système carcéral comme nouveau champ de la contestation. Une attention particulière est rapidement portée aux conditions de vie endurées par les détenus. Un rapport sur les prisons est ainsi constitué, abordant des questions aussi variées que l'hygiène, la qualité de la nourriture, les promenades, les sanctions ou le travail[349]. Suite à cette découverte du monde carcéral, l'organisation se voit dans la nécessité d'élargir son discours politique à l'emprisonnement en général :

> Depuis trois semaines, nos camarades ont commencé une grève de la faim illimitée pour exiger le statut de prisonniers politiques pour tous. Ce n'est évidemment pas parce qu'ils veulent être privilégiés par rapport à la masse de prisonniers "de droit commun". Leur victoire contre l'administration pénitentiaire sera celle de tous les prisonniers ; les "libertés" qu'ils arracheront par leur lutte, ils les feront servir à la cause de tout le peuple emprisonné ; le droit d'avoir des informations venant de l'extérieur ; le droit à se réunir dans la prison, seront autant d'armes qui serviront à la lutte commune de tous les prisonniers contre leurs tyrans.[350]

[348] « Pour l'union politique des prisons et des bases d'appui », 1971, GP, BDIC F delta res 576/5/5/1.
[349] Lié à la « Déclaration des Prisonniers Politiques », janvier 1971, BDIC F delta res 576/5/5/1.
[350] *Ibid.*

L'analyse de la domination capitaliste conduit donc la GP à réorienter sa rhétorique en se refusant désormais à toute distinction entre prisonniers politiques et de droit commun, marquant, par là même, une rupture d'avec la conception marxiste traditionnelle du lumpenprolétariat, conçu comme insoluble dans la classe ouvrière.

La prison, dès lors que les militants maoïstes en approchent la réalité, devient « l'annexe de l'usine[351] » et de fait un terrain de lutte à part entière : « dans les prisons, dans les usines, un même combat pour la liberté du peuple[352] ». Ce faisant, la GP ouvre désormais ses requêtes sur le terrain de la prison à tous les prisonniers.

[351] La *Cause du Peuple*, n°16, 6 février 1970, p.9, GF P RES 145, BDIC.
[352] La *Cause du Peuple*, n°26, septembre 1970, GF P RES 145, BDIC.

C. L'ENQUÊTE ET LA NAISSANCE DE L' « INTELLECTUEL SPÉCIFIQUE[353] »

Grâce au cadre offert par le Secours Rouge, et dans son optique de développer le « front démocratique », la GP se propose ainsi d' « éduquer la grande masse des intellectuels en les mobilisant largement sur des terrains qui sont les leurs[354] ». Par exemple, dans « le Groupe d'Information sur les Prisons, le Groupe d'Information Santé, les organisations de civils antimilitaristes, les organisations antipollution[355] », favorisant la prise en main de certaines mobilisations par des militants intellectuels mettant à profit la démarche enquêtrice conjointement à leurs connaissances et leur expérience.

La diffusion des pratiques d'enquête dans le post-68 – préconisée outre par les maoïstes par *les Cahiers de Mai*[356] – et constituante du travail de nombreux groupes de bases [357] permet l'essor d'une pratique d'expertise militante, mettant à profit les compétences (et notamment professionnelles) des militants[358]. La diffusion de ce type de pratiques s'inscrit dans un large mouvement de critique, traversant plusieurs professions, pouvant être appréhendé à l'aune des réflexions sur la responsabilité et la place des intellectuels traversant l'œuvre de deux figures incontournables de cette période, Sartre et Foucault. Ce dernier propose un nouveau modèle, celui de l'intellectuel spécifique, lequel ne travaille plus dans « "l'universel", "l'exemplaire", "le-juste-et-le-vrai-pour-tous", mais dans des secteurs déterminés, en des points précis où [le] situ[e] soit [ses] conditions professionnelles, soit [ses] conditions de vie (le logement, l'hôpital, l'asile, le laboratoire, l'université, les rapports familiaux)[359] ».

---

[353] P. ARTIERES, « 1972 : naissance de l'intellectuel spécifique », *Plein droit* n°53-54, février 2002, p. 37-38.
[354] « Rapport introductif : pour une consolidation politique d'été », juillet 1972, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/3, BDIC.
[355] *Ibid.*
[356] « Le rôle politique de l'enquête », *Cahiers de mai*, n°22, juillet 1970, p. 13-16.
[357] K. ROSS, *op. cit.*, p.113.
[358] Popularisée par les groupes d'informations dont notamment le GISTI, A. MAREK, « La création du Gisti », *Plein droit*, n° 53-54, février 2002, p. 9-11.
[359] M. FOUCAULT, *Dits et Écrits*, « La fonction politique de l'intellectuel », n° 184, 1976, p. 109, tome II, Paris, Gallimard, 1995 dans P. ARTIERES, « 1972 : naissance de l'intellectuel spécifique », *op. cit.*, p.38.

Cette critique de certains pratiquants à l'égard de leur profession[360], s'inscrivant dans l'analyse foucaldienne du savoir-pouvoir, se traduit en pratique par un double mouvement. Dans un premier temps, celui d'une opposition à des pouvoirs, instruments d'une domination capitaliste de classe, mais également d'une volonté de socialisation de ceux-ci, en y offrant une place aux « voix issues du peuples », comme le note Laure Pitti dans son article sur la question spécifique de la santé ouvrière à travers l'exemple du GIS, y rapportant l'idée qu' « il ne [faut] pas se substituer aux travailleurs dans la conduite des luttes[361] ». Cette démarche trouve un lieu d'expression privilégié dans les structures et initiatives mises en place par le Secours Rouge, facilitant les rencontres entre militants et professionnels. Le succès de ces expériences donne aussi à la GP l'occasion d'entériner le recadrage progressif de son positionnement vis-à-vis des intellectuels dans sa volonté réitérée d' « éviter de [les] rejeter dans le camp de la réaction[362] ».

DE L'ORGANISATION DES PRISONNIERS POLITIQUES AU GROUPE D'INFORMATION SUR LES PRISONS

C'est dans ce cadre critique et à la suite de la prise de conscience de la pénibilité des conditions pénitentiaires par les maoïstes, qu'à l'initiative de la Gauche Prolétarienne, et par le biais de son compagnon Daniel Defert – militant de la GP depuis l'interdiction de celle-ci en 1970 – Michel Foucault est contacté afin de développer un projet autour de la prison[363]. Celui-ci, intéressé par le sujet, qui constitue un pilier de sa théorie du pouvoir (*Surveiller et punir* ne paraît que cinq ans plus tard, mais la question est déjà, en 1970, largement abordée, réfléchie et développée dans les

[360] Notons comme exemplaire le témoignage d'E. Rose, psychiatre à la prison de Toul sur les conditions des détenus.
[361] P. MARICHALAR et L. PITTI, entretien avec Olivier ROBAIN et Robert ZITTOUN, Paris, 26 novembre 2012, in P. MARICHALAR, L. PITTI, « Réinventer la médecine ouvrière ? Retour sur des mouvements médicaux alternatifs dans la France post-1968», *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 196-197, janvier 2013, p. 114-131.
[362] « Compte rendu du stage CE-CPM des 30 et 31 juillet », Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/3, BDIC.
[363] G. SALLE, « Mettre la prison à l'épreuve. Le GIP en guerre contre l' "Intolérable" », Cultures & Conflits [En ligne], n°55, automne 2004, consulté le 28 juillet 2016.
URL : http://conflits.revues.org/1580.

cours donnés par le philosophe, au Collège de France et à Vincennes[364] à travers la question de l'enfermement, dans un premier temps celui lié à la folie) propose la constitution d'un Groupe d'Information. Bien que ce dernier ne puisse être considéré comme une émanation directe de la Gauche Prolétarienne, un des membres fondateurs du GIP affirme qu'il est néanmoins largement inspiré de leur méthode de travail[365]. Car a contrario de ce qu'affirme Jean Bérard, il n'y a selon nous pas lieu de distinguer les méthodes employées par les maoïstes de celles du GIP, la pratique de l'enquête maoïste n'étant pas réductible à celle de l'établissement et ne participe donc pas simplement d'une « volonté de savoir en se mettant à la place de ceux qui subissent l'enfermement[366]» mais se caractérise de manière plus générale par la collecte de témoignages et d'informations sur un terrain donné, donc bien souvent extérieure au milieu enquêté.

Dans une « lettre adressée aux familles des détenus de droit commun et aux prisonniers de droits commun[367] », les maoïstes emprisonnés invitent à une mobilisation des détenus, afin de faire connaître « les conditions scandaleuses de détention[368] ». Demandant aux prisonniers et à leurs famille de transmettre le récit de leur expérience du système pénitentiaire, l'OPP passe le relai à la commission d'enquête en constitution, qui entérine le glissement initié vers une prise en considération de tous les détenus en réorientant sa problématique vers les conditions de détention et au-delà, vers une critique du système pénitentiaire[369].

Le GIP, se propose donc dans son manifeste « de faire savoir ce qu'est la prison : qui y va, comment et pourquoi on y va, ce qui s'y passe, ce qu'est la vie des prisonniers et celle, également, du personnel de surveillance[370] », à travers la constitution d'une organisation qui, comme son nom l'indique, vise à donner à voir au plus grand nombre les conditions déplorables des détenus en France, et dont la dénonciation était jusque-là

---

[364] Où la présence maoïste est forte, favorisant un intérêt de leur part sur ces questions.

[365] « We were somewhat within the spirit of the investigative work we did in the GP with workers. […] The model of militant work for the GP or the Maoïsts in the factories was important.», Interview avec D. Rancière, dans J. BOURG, *From revolution to Ethics*, *op. cit.*, p. 82-83

[366] J. BERARD, « Les mouvements d'extrême gauche et le renversement de la justice de classe (1968-1972) », *La justice en procès*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2013.

[367] Archives P. Halbwachs, Archives personnelles de B. Brillant.

[368] *Ibid.*

[369] « Il n'y a pas d'une part de prisons vétustes qu'il faut remplacer, et d'autres perfectionnées, efficaces, qu'il faut multiplier. Il y a LA PRISON, comme fonction, comme pièce majeure du système pénal, comme instrument d'une oppression de classe. C'est contre ce système tout entier que le G.I.P. appelle au regroupement. », article réalisé par le GIP, la *Cause du Peuple-J'accuse*, n°1, 24 mai 1971, p.7, GF P RES 145, BDIC.

[370] Manifeste du GIP, Archives du secteur prisons, F delta res 576/5/5/2, BDIC.

absente de l'espace public. Afin de recueillir les informations nécessaires, le GIP enquête par questionnaire, directement auprès des détenus (les questionnaires sont transmis aux détenus par les familles ou si cela est impossible, remplis sous la dictée par ces dernières).

Le GIP publie à la suite de ces enquêtes des brochures, recueils de synthèses et exposés, présentant des situations particulières, dans des prisons françaises ou étrangères. Ardentes critiques du système pénitentiaire, elles paraissent sous le titre *Intolérable*, au nombre de quatre publiées en 1971 et 1972. De son implication dans l'OPP, la GP conserve une sensibilité marquée à l'égard de la question de l'emprisonnement et diffuse de nombreux textes et témoignages relatifs à celle-ci. Ce soutien atteint son paroxysme à la suite des mutineries de décembre et janvier 1970, auxquelles la *Cause du Peuple* consacre de nombreux articles, dont un numéro spécial[371]. Toutefois, la GP déplore en interne son manque de soutien aux révoltes de prisonniers, ne parvenant pas à mettre en place, à cette fin, une campagne nationale d'envergure[372]. Faiblement impliquée au sein du GIP, la GP démontre toutefois son soutien en s'attachant à relayer largement ses écrits dans la *Cause du Peuple*.

LA JUSTICE POPULAIRE

Les expériences de mise en accusation des différents instruments du pouvoir, que sont la prison, la police et la justice, et l'édification de structures parallèles afin d'en contrer ou surveiller l'exercice, trouve leur application la plus explicite dans l'expérience symbolique des tribunaux populaires. Ainsi, de la mise en cause de la répression et de la prison découle assez naturellement celle initiale et plus vaste de la Justice. Cette critique intervient comme une dimension non négligeable de la diversification des secteurs investis par les maoïstes qui depuis leurs débuts affirment que répandre « l'esprit d'oser lutter parmi les masses, c'est opposer la légalité bourgeoise à la légalité populaire[373] ».

[371] « Les prisonniers insurgés nous appellent ! GIP, Secours Rouge », la *Cause du Peuple-J'accuse*, supplément du 19 janvier 1972, la *Cause du Peuple-J'accuse n°16*, GF P RES 145, BDIC.
[372] « Directive pour la région parisienne. Pour une campagne sur les prisons en révolte ! », s.d. mais vraisemblablement début 1972, Textes centraux de la GP, F delta res 576/5/5/2, BDIC.
[373] « Rapport sur le mouvement ouvrier », Papiers Tiennot Grumbach, 1969, F delta res 612/12, BDIC.

Mais cette polémique, volontiers schématique et démagogue des maoïstes participe parallèlement à une prise de distance croissante du milieu intellectuel d'avec les maoïstes, qui se cristallise à terme autour de l'affaire de Bruay-en-Artois.

C'est dans le cadre ouvert par ce mouvement diffus de critique que se mettent en place les tribunaux populaires, et pour la première fois celui de Fouquières-lès-Lens, ville minière dans laquelle seize hommes périssent en février 1970 en raison d'un coup de grisou. La riposte immédiate des maoïstes consiste en une attaque au cocktail Molotov d'un bureau des Houillères à Hénin, avant d'orchestrer conjointement avec le Secours Rouge du Nord le procès de ces dernières. A la veille du procès des militants maoïstes, le Secours Rouge, à travers une déclaration d'Eugénie Camphin, « accuse les Houillères[374] » et « un procès populaire[375] » est tenu où l'élaboration de l'acte d'accusation est le fruit du travail conjoint de médecins, mineurs et ingénieurs.

L'originalité de l'initiative de ce tribunal populaire, au-delà de la mise en accusation des Houillères dans la responsabilité des accidents ayant eu lieu, consiste en la réalisation d'une contre-expertise, en miroir du discours officiel tenu au sujet du l'accident. Une enquête est ainsi menée afin de déterminer les circonstances du drame, laquelle fait émerger d'autres aspects des dangers liés au travail dans les mines que celui du grisou. Des ingénieurs maoïstes ou sympathisants proposent une analyse technique des risques et des responsabilités de la maîtrise et de la direction, en cause dans la catastrophe, tandis qu'autour du Secours Rouge et du GIS naissant, avec le concours de médecins, l'enquête sur les conditions de travail des ouvriers met en lumière la question des dangers pour la santé que présente le travail dans les mines, et met en exergue l'absence de prise en considération de ceux-ci par la médecine du travail. L'instruction du « procès » trouve sa conclusion en un réquisitoire prononcé par Sartre offrant une place majeure, et inédite, à la dénonciation de la silicose, et se clôturant par une condamnation symbolique des Houillères.

[374] « Pour qu'on ne voit plus jamais ça ! Tous au tribunal démocratique de Lens le 2 décembre 1970», tract Secours Rouge, 11 décembre 1970, archives personnelles de l'auteur.
[375] *Tout !*, n°5, 10 décembre 1970, Mfc 196, BDIC.

« UNE SANTÉ AU SERVICE DU PEUPLE[376] »

Au cours de l'enquête locale liée au comité Secours Rouge Nord sur la silicose, menée auprès d'ouvriers et de médecins des Houillères, dans le cadre préparatoire à la tenue du tribunal populaire de Fouquières-lès-Lens, se créent les premiers comités de lutte contre la silicose, auxquels participent les maoïstes[377]. À l'issue de cette enquête, présentée publiquement au cours du meeting présidé par Sartre, le GIS livre un exposé faisant de la silicose une « maladie crée de toutes pièces par l'homme [dont la] cause n'est pas dans l'exploitation du charbon mais dans l'exploitation de l'homme par l'homme[378] ». Cette expérience, comme celle du comité Secours Rouge de la banlieue Nord sur les dangers des peintures Valentine « conduit à une prise de conscience chez les militants-médecins de la nécessité de créer, sur le front de la santé, une organisation[379] ». Le GIS est officiellement lancé à la suite de ce constat en mai 1972, dans la même inspiration que le GIP, proposant une analyse de la médecine du travail fondée sur un antagonisme de classe – trouvant sa raison d'être dans les accidents émaillant le travail dans les usines et les mines – afin de mettre en lumière la difficulté des travailleurs à faire reconnaître leurs maladies et infirmités professionnelles par la médecine du travail et les caisses de secours.

> Au Carbone Lorraine, c'est dans tous les ateliers pareil : la poussière, pas de sécurité, les accidents, la maladie ! Le médecin du travail est un flic du patron. Il ne sert qu'à sélectionner ceux qui sont encore bons à vendre leur santé au profit du patron. Ceux qui sont usés par la maladie ou mutilés par les accidents, sont mis au rebut avec des pensions ridicules et, de toute façon, toujours les plus basses possibles. [380]

Le GIS s'inscrit dans une démarche critique de la médecine, et notamment de la médecine du travail en dénonçant « les intérêts contradictoires[381] » de celle-ci avec la santé des travailleurs, et propose une expertise militante dans le domaine de la santé,

---

[376] « Nous voulons une médecine qui soigne et non qui tue », la *Cause du Peuple*, n°15, janvier 1970, p.10, GF P RES 145, BDIC.
[377] « Dès la rentrée 1971, les camarades de Bruay, pour mettre un terme au piétinement du comité de lutte contre la silicose, insistent pour qu'un médecin de la *CdP* aide le comité à se développer », Archives du secteur santé, F delta res 576/5/10, BDIC.
[378] Les mineurs accusent 1, dossier silicose, Archives du secteur santé, F delta res 576/5/10, BDIC.
[379] Naissance du GIS, F delta res 576/5/10, BDIC.
[380] « Secours Rouge banlieue nord accuse Valentine », Archives du secteur santé, F delta res 576/5/10.
[381] *Ibid.*

renouvelant dans le même temps le champ de la santé au travail[382]. S'inscrivant à la suite de l'analyse foucaldienne du savoir comme source du pouvoir, un ancien militant du secteur « usines » dans un entretien cité dans l'article de P. Marichalar et L. Pitti note : « on avait du savoir, mais il y avait l'idée que le pouvoir afférent à ce savoir devait être partagé avec tout le monde[383] ». De cette manière, la connaissance médicale doit être mise à disposition du plus grand nombre et non s'exercer au détriment de celui-ci. De la même manière qu'au GIP, prime la non-confiscation de la parole et de l'action par les militants.

Dans cette perspective informative, le GIS organise et participe à des campagnes d'information et de prévention sur les dangers du travail à l'usine (liés au risque d'accident ou à la présence de poussière, d'amiante, de solvants[384]).

Mais au-delà de la dimension novatrice de l'expertise présente dans les tribunaux populaires, il est nécessaire de les replacer dans leur perspective maoïste, visant à rétablir une certaine démocratie directe, à redonner un certain pouvoir au peuple.

> Les commissions d'enquêtes telles que l'entend le Groupe d'Information sur les Prisons (G.I.P.) et les tribunaux populaires tels que celui que présida Sartre à Lens, ne s'opposent pas : ils sont des degrés de la justice populaire, des formes parmi d'autres où elle s'affirme.[385]

Ce discours appelant à une mobilisation massive du peuple français sur les sujets le concernant est réitéré en 1971, quand après Fouquières-lès-Lens, la Gauche Prolétarienne renouvelle l'expérience avec son tribunal populaire contre la police, à la suite de l'affaire Jaubert. Le passage à tabac de ce dernier par des policiers à la suite d'une manifestation génère une vague de protestation parmi les journalistes et les intellectuels qui créent en réponse un Comité de défense de la presse et du journalisme. La *CdP* ouvre alors ses pages à une quinzaine de journalistes appartenant à diverses

[382] P. MARICHALAR et L. PITTI, « Réinventer la médecine ouvrière ? Retour sur des mouvements médicaux alternatifs dans la France post-1968 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 196-197, janvier 2013.
[383] P. MARICHALAR et L. PITTI, entretien avec Olivier Robain et Robert Zittoun, Paris, 26 novembre 2012, in P. MARICHALAR et L. PITTI, art. cit.
[384] « Naissance du GIS », Archives du secteur santé, F delta res 576/5/10, BDIC.
[385] « Tribunal populaire sur la Police, Il faut ouvrier le débat sur la justice populaire », La *Cause du Peuple-J'accuse*, n°7, 11 Juillet 1971, p.3, GF P RES 145, BDIC.

rédactions[386] pour son numéro « Spécial flics[387] » et appelle à une participation généralisée sur la base du recueil de « cahiers de doléances contre la police[388] » affirmant que « c'est aux français de juger la police[389] ». Un manifeste, signé par de nombreux personnalités, médiatiques, intellectuelles et anonymes, annonce une « plainte contre la police », afin de « réagir avec détermination à la multiplication des agressions et des barbaries policières » en « demand[ant] des comptes sur l'affaire Jaubert au commissariat intéressé[390] ». L'intention est de générer une mobilisation massive en « arm[ant] les citoyens d'un programme général de défense, de vigilance contre les pratiques policières fascistes[391] ». Le Secours Rouge, pour qui la mobilisation contre la répression est une de ses raisons d'être, appelle dans le même ton dès février 1971 à la dénonciation des exactions policières dans un tract intitulé « Surveillons la police » et se mobilise pour « organis[er] l'autodéfense de la population » face à des brigades spéciales et des policiers « particulièrement fascistes et sadiques[392] ». Ce tribunal populaire, mal préparé selon la GP elle-même, apparaît finalement être un semi-échec, dû notamment à la désolidarisation de dernière minute du Secours Rouge.

> Le Comité d'Initiative rappelle la Déclaration de la conférence n°4 du SR des 12 et 13 juin 1971 dénonçant la « parodie bourgeoise de la justice » et revendiquant la nécessité d'une « instruction populaire et publique » des violences policières. L'excellent travail fait par la Commission d'enquête sur l'affaire Jaubert, son caractère ouvert, ses participations nombreuses et l'importance de ses résultats représentent déjà un premier acquis. Dans le même rapport, un texte signé par 250 personnes […] précise qu'un « procès de la police doit être préparé dans toute la France par une campagne d'enquête et d'information ». En conclusion, le CI du SR juge que le « Procès Populaire de la Police » prévu pour le 27 juin ne correspond absolument pas aux objectifs généraux du SR, au caractère public et large de ses initiatives et à la conception d'une organisation de masse ouverte à tous.[393]

[386] « Contribution à l'étude de l'histoire de la Cause du Peuple », Archives du secteur presse, F delta res 576/5/1/1, BDIC.
[387] « Spécial flics, l'affaire Jaubert, Nous portons plainte contre la police », supplément à la *Cause du Peuple-J'accuse n°2*, 03 juin 1971, GF P RES 145, BDIC.
[388] s.t., janvier 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/3/2, BDIC.
[389] *Ibid.*
[390] « Spécial flics, l'affaire Jaubert, Nous portons plainte contre la police », supplément à la *Cause du Peuple-J'accuse n°2*, 03 juin 1971, p. 4, GF P RES 145, BDIC.
[391] *Ibid.*
[392] « Surveillons la police », 20 février 1971, Secours Rouge, Archives personnelles de l'auteur.
[393] Note manuscrite préparatoire à une déclaration du CI du SR, s.d., entre le 13 et le 27 juin 1971, Archives P. Halbwachs, Archives personnelles de B. Brillant.

CHAPITRE VI.
VERS UNE AUTONOMISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX (1971-1973)

La mouvance maoïste connaît donc, au fil des années 1971 et 1972, des mutations de son mode d'engagement. Alors que les organisations réorientent leur discours, s'éloignant graduellement de la centralité ouvrière prônée à leurs débuts et accroissant la place offerte aux revendications avancées par certains groupes sociaux auparavant négligés, tels que la jeunesse, elles prônent désormais également une autonomisation des différents secteurs de la contestation, signe de leur part d'un début de lâcher prise face à la prospérité et la multiplicité de formes prise par celle-ci. De fait, ce phénomène a également des conséquences sur le type d'engagement de ses militants, et peu à peu ceux-ci s'investissent de manière plus assidue, et indépendante, selon leurs affinités dans les organisations contestataires spécialisées qui se développent dans l'orbite de la mouvance maoïste.

Tandis que la GP accorde dès 1970 une attention particulière aux milieux intellectuels et « petits-bourgeois », VLR se concentre progressivement sur les thématiques portées par une part de la jeunesse, en créant le Front de libération de la jeunesse (FLJ). Reprenant les mots de Richard Deshayes : « Nous ne sommes pas contre les vieux nous sommes contre ce qui les a fait vieillir[394] », le FLJ propose, outre les classiques réunions et assemblées générales, concerts de musique pop et « festival sauvage[395] ».

[394] Militant de VLR, victime d'une grenade au cours d'une manifestation, *Tout !*, n°9, 18 février 1971, p.8, MFC 196, BDIC.
[395] A Palavas en Août 1971.

A. LUTTE DE CLASSE, LUTTE ANTI-DESPOTIQUE OU LUTTE DÉMOCRATIQUE ?

Pour reprendre les analyses d'Éric Vigne[396] et de Jean-François Sirinelli[397], il apparaît que les années soixante-dix voient se côtoyer des générations de militants bien distinctes. La plus jeune est, et cela se traduit à l'endroit de ses prises de positions, le fruit direct de 1968, où « le gauchisme – pour reprendre la terminologie de l'époque – prolifère, s'insinue et marque les classes d'âge alors en socialisation politique et en apprentissage idéologique[398] ».

La politisation de cette génération, effectuée durant Mai 68 et les soubresauts des années suivantes, explique une analyse moins empreinte de l'orthodoxie marxiste que celle de ses aînées qui, à l'école du PCF ou de la IV^e^ Internationale développèrent leur analyse critique. Éric Vigne note en effet à son endroit que :

> Elle fut la première génération à ne pas subir la fascination encore exercée sur la génération précédente par le parti communiste. Si d'aucuns, dans la génération 1968, découvrirent très tôt qu'à gauche le P.C. était l'ennemi, dans la génération suivante, le P.C. était désormais le seul ennemi, du fait de sa fonction de contestataire légal d'un régime politique et social dont il profitait par sa seule gestion installée de la radicalité ouvrière.[399]

Cette arrivée de nouveaux militants dans les rangs des organisations maoïstes s'explique pour partie par l'attrait – et l'écho positif encore véhiculé en 1970 – à l'endroit de Mao Tsé-Toung et de la Révolution culturelle, de la jeunesse. De fait, ce renouvellement des effectifs militants entraîne une sensibilité croissante des organisations aux revendications appréhendées ultérieurement sous la dénomination de nouveaux mouvements sociaux, au-delà de la nécessité pour eux de prendre en compte ce qui représente en France, un vaste pan de la contestation de cette époque, largement fédérateur de la jeunesse. Cette évolution, significative pour Jean Bérard de la « tension [entre] les transformations réciproques entre des militants marxistes d'obédiences diverses et des formes d'insubordination nouvelles, difficiles à comprendre et à mettre en

[396] E. VIGNE, « Des générations 68 ? », *Le Débat*, n°51, avril 1988.
[397] J.-F. SIRINELLI, « Génération, générations », *Vingtième siècle*, n°98, février 2008.
[398] J.-F. SIRINELLI, art. cit., p.120.
[399] E. VIGNE, art. cit., p.159.

pratique selon les schémas théoriques hérités[400] » s'illustre de manière significative à travers la trajectoire de VLR, et notamment à travers l'essor de son journal *Tout !*. Si ce dernier conserve une orientation appuyée vers les luttes d'usines et grèves françaises, il s'offre également des articles dont la tonalité « anarchisante » ne dénote que de peu d'avec la publication clairement contre-culturelle *Actuel*, dont le premier numéro paraît quelques semaines à peine après celui de *Tout !*.

La GP date quant à elle cette arrivée de sang neuf des suites de sa dissolution, celle-ci permettant en son sein « l'afflux […] de nouveaux militants de la périphérie de la GP mais pas éduqués dans la lutte violente de la première période[401] ».

Face à l'essor de revendications, dans la société française, traditionnellement et péjorativement qualifiée par les organisations d'extrême-gauche de «petites-bourgeoises », les maoïstes se voient dans la nécessité d'intégrer celles-ci à un discours jusque-là centré quasi-exclusivement sur le prolétariat, préconisant – à partir de l'exemple italien – comme nécessaire la convergence des diverses revendications progressistes.

> La preuve c'est que nous pouvons définir le mot d'ordre « prenons la ville » qui favorise les créations propres de la petite bourgeoisie. Il faut que la force la plus opprimée : les OS d'usine, les mal-logés, s'éveille pour que ce mot d'ordre prenne toute son ampleur, pour que les créations de la petite bourgeoisie en révolte soient fécondes.[402]

Du fait de cet élargissement, la GP s'éloigne dans le même temps de l'analyse marxiste selon laquelle l'émancipation de l'homme sera le fruit de l'émancipation de la société toute entière du joug capitaliste, pour effectuer un rapprochement vers une analyse plus essentialiste des groupes porteurs de revendications, infléchissement diffus mais prégnant dans la tonalité des luttes de l'après-Mai. Alors que les immigrés, les mal-logés, les femmes ou les homosexuels portent un discours intégrant la question

[400] J. BERARD, « Les mouvements d'extrême gauche et le renversement de la justice de classe (1968-1972) », *La justice en procès*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Coll. «Académique », 2013.
[401] « Compte rendu du Comité National de Juin 1971 », Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/3/2, BDIC.
[402] « Rapport général », Mai 1972, Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/3/3, BDIC.

d'une position de classe, ils s'en extraient peu à peu, à mesure que s'opère un glissement du concept d'exploitation vers celui de domination[403].

Dans un texte interne du printemps 1973, précédant de peu la dissolution du bureau politique de l'organisation, on trouve l'affirmation selon laquelle si :

> La petite bourgeoisie joue un tel rôle c'est qu'elle aborde la révolution idéologique sous l'angle de la personne, [qu'elle] nous interpelle sans cesse sur les rapports entre le collectivisme et la libération de l'individu. […] La grande alliance entre le prolétariat et la petite bourgeoisie intellectuelle révolutionnaire, qui est l'un des piliers de la révolution idéologique en France passe par la lutte de classe sur l'ensemble de ces questions, en particulier celle relative à la libération de l'individu. Cette classe est donc productrice d'idées.[404]

[403] Notons par exemple cette phrase significative extraite de *Tout !* : « Contrairement à ce que nous pensions vous êtes immigrés avant d'être ouvrier ici », *Tout !*, n°4, 16 novembre 1970, p.5, MFC 196, BDIC, ainsi que ce texte extrait d'un tract du FHAR : « Notre libération […] s'inscrit dans le cadre d'une lutte politique contre toute force de domination : domination idéologique ; domination politique ; domination impérialiste ; domination de la femme ; domination sexuelle ; domination raciale », «tract « Pourquoi le front homosexuel d'action révolutionnaire (F.H.A.R.) aujourd'hui dans la rue pour soutenir la lutte révolutionnaire des peuple d'Indochine ? », novembre 1971, Fonds Christophe Bourseiller, IISH.
[404] s.t., printemps 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/3/4, BDIC.

B. « ACTION DIRECTE, DÉMOCRATIE DIRECTE[405] »

L'implication croissante des organisations maoïstes dans divers mouvements sociaux – phénomène corrélé à leur dissolution progressive – peut également être analysée, et c'est de cette manière qu'ils la justifient, comme participant dans une certaine mesure de leur volonté de ne pas se substituer aux principaux concernés. C'est au nom de ce principe que les organisations maoïstes vont appeler et favoriser une dimension non négligeable des mouvements protestataires des années soixante-dix, celle de l'autonomie, favorisant par là l'autonomisation des secteurs de la contestation. Tandis que VLR se positionne dès 1970 pour l'autonomie de lutte des travailleurs immigrés, la GP n'invoque en 1970 que la nécessité de créer des « organisations de masses autonomes », indépendantes vis à vis de tout parti ou syndicat, et devant être ultérieurement fédérées sous la coupe d'un « parti communiste prolétarien »[406]. Pourtant, au fil de son existence, et face à la situation particulière de l'après-Mai dans laquelle l'expression de la contestation est florissante, la GP est amenée à revoir son rôle fédérateur pour désormais encourager une totale autonomisation des organisations affiliées ou à proximité, c'est à dire également vis-à-vis d'elle-même.

> Ces organisations doivent se développer en propre. […] Très souvent elles naissent de la « dissolution » de la Gauche Prolétarienne : autrement dit des maos en sont à l'origine. Voici précisément le problème : il faut se dégager de cette origine. Il faut que le comité de lutte, ce soit plus et autre chose que les travailleurs maos entraînant des noyaux de gauche, que le comité de base du SR, et ainsi de suite. Au fond, pour tous les embryons d'organismes de masse la même question se pose : il faut qu'ils prennent le large, ce qui implique que les maos les libèrent de leur tutelle. Nous sommes encore très autoritaires.[407]

Par cet idéal de multiples groupes et organisations autonomes, il s'agit une fois de plus de développer l'expression populaire, afin de mener à une massification de celle-ci, mais également de favoriser la prise en considération de thématiques variées, issues dans leurs formes et spécificités de la « créativité » des masses. Cette autonomisation

[405] M. DRESSEN, « Le mouvement d'établissement: une résurgence du syndicalisme d'action directe? », *le Mouvement social*, n°168, mars 1994, p. 86.
[406] « Juin 68-Juin 71 : vers l'autonomie ouvrière », la *Cause du Peuple-J'accuse*, n°4, 13 juin 1971, p.20, GF P RES 145, BDIC.
[407] « Compte rendu du Comité National », décembre 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/2, BDIC.

progressive des mouvements revendicatifs est analysée par VLR comme l'application à leur endroit du processus marxiste de passage d'un groupe « en-soi » à un groupe « pour-soi », un processus en somme « nécessaire pour une meilleure fusion des mouvements[408] ».

« ON A RAISON D'OCCUPER LES MAISONS VIDES [409]» : LES COMITÉS DE MAL-LOGÉS

Un des exemples les plus flagrants de ce mouvement consiste en l'assise progressive prise par les revendications initialement principalement développées autour des travailleurs immigrés concernant le mal-logement. Dès 1968, les maoïstes de la GP considèrent que :

> Les travailleurs immigrés et leurs familles doivent être relogés dans des locaux décents et cela gratuitement. Ces locaux existent : bâtiment administratifs devenus inutiles dans une société nouvelle, demeures historiques, immeubles nouvellement construis et non habités en raison de leur prix exorbitant, etc.[410]

La perspective italienne, d'élargir les revendications politiques à tout le champ de la vie quotidienne, et la prise de conscience des problématiques liées au logement, facilitée par les actions menées par le Secours Rouge dont l'implantation en comités au sein des quartiers, et donc à proximité immédiate des préoccupations de leurs habitants, favorisent l'implication des maoïstes dans la problématique du mal-logement.

Dans la perspective spontanéiste qui la caractérise, la GP encourage la création de Comités des Mal Logés (CML). En lien direct avec des comités du Secours Rouge et des militants maoïstes[411], ceux-ci visent à promouvoir l'engagement et l'autonomie des individus en situation de précarité sur les difficultés qu'ils rencontrent, exprimés par ce mot d'ordre incitatif : « Prenons nos affaires en main[412] ». Celui-ci est mis en application à travers des campagnes prônant l'occupation des locaux vacants. Ces campagnes, dont

---

[408] « Banalités à mâcher », Papiers Tiennot Grumbach, mars 1971, F delta res 612/12, BDIC.

[409] « Le marxisme comporte de multiples principes qui se ramènent en dernière analyse à une seule phrase : on a raison de se révolter. » Mao TSE-TOUNG, 1966.

[410] *La Cause du Peuple*, n°5, 29 mai 1968, GF P RES 145, BDIC.

[411] « Les mao-squatters : les squatters se multiplient à Paris. Une masse de manœuvre pour les agitateurs gauchistes », *Valeurs Actuelles*, 21 août 1972, p.19, Fonds Assia Melamed, F delta res 696/22, BDIC.

[412] Brochure « Secours Rouge XVIII[e], Rues du Nord/Émile Chaine », Fonds Assia Melamed, F delta res 696/22/3, BDIC.

le relais médiatique est également fourni par la presse généraliste, sont organisées à partir de situations d'habitants menacés d'expulsion, et font écho aux nombreuses grèves de loyer entreprises par des habitants de foyers de travailleurs immigrés. Le problème du mal-logement fournit alors à la pratique de l'occupation le cadre nécessaire à sa « (ré)apparition[413] », comme modalité d'action essentielle, fournissant dans cette lutte, à la fois la forme revendicative et une réponse temporaire.

> Rien qu'à Paris, 150 000 appartements vides et des dizaines de milliers de familles sans abris. Et la réponse est la plus évidente qui soit : il y a des logements vides ? On les occupe. C'est normal. C'est l'évidence même de cette riposte qui en fait la force : ceux qui voudront les déloger, ils auront contre eux tous ceux pour qui le logement est un problème quotidien : les gens du peuple. Coup sur coup, ce que viennent d'inventer les masses, ce n'est rien moins que les ébauches d'un véritable programme de lutte immédiate contre le chômage et la misère.[414]

Les occupations d'immeubles se multiplient à Saint-Denis, à Paris, relayées et encouragées par la *Cause du Peuple*[415]. Des comités de soutien et de défense sont ainsi créés, assurant à ceux-ci une visibilité dans l'opinion publique. Au cours de l'occupation de la rue Jacquier dans le XIV^e^, Sartre participe à une conférence de presse, affirmant son soutien aux participants et à ces comités[416].

C'est notamment autour de certains comités du Secours Rouge, en particulier ceux des quartiers populaires de Paris que sont les XIII^e^, XIV^e^, XVIII^e^, XIX^e^ et XX^e^ arrondissement, que s'établissent localement des groupes d'action et de mobilisation en faveur de meilleures conditions de logement, cherchant à rassembler les habitants du quartier autour de questions comme l'insalubrité, le surpeuplement ou la vétusté des immeubles.

Au sein du comité Secours Rouge du XVIII^e^ arrondissement, certes pas tout à fait représentatif car tenu sous la direction de militants maoïstes[417], l'imbrication des

---

[413] C. PÉCHU, « Squat », dans O. FILLIEULE et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 524-530.
[414] La *Cause du Peuple,* n°17, février 1972, p. 2, GF P RES 145, BDIC.
[415] *Ibid.*
[416] « A propos des occupations de maisons vides, déclaration de Jean Paul Sartre à la conférence de presse du 12 avril 1972, Rue Jacquier», Fonds Assia Melamed, F delta res 696/22, BDIC.
[417] G. MAUGER, C. POLIAK, « Marginalité, "bonne volonté culturelle" et "bohème populaire" », *Savoir/Agir*, n°6, avril 2008.

problématiques liées à l'immigration, au racisme et au logement est frappante, comme en témoignent divers tracts et actions co-signés par le SR et le CP[418]. Les campagnes du Secours Rouge sur la question du logement procèdent de la méthode habituellement employée par les maoïstes. Une enquête est préalablement menée auprès des habitants, puis est suivie d'une médiatisation des problèmes (par la presse, la diffusion de tracts, ou l'organisation de manifestations) et éventuellement d'un passage à l'acte, dans le cadre d'une procédure légale ou non, selon les besoins et les possibilités. Ces campagnes s'accompagnent fréquemment de la mise en circulation de pétitions. Au sein du comité Secours Rouge du XVIII[e], des lettres de doléances sont également collectées, critiquant tant l'insalubrité des logements, leur surpeuplement que le manque d'infrastructures dédiées aux enfants dans les cités HLM. Ces cahiers de doléances modernes mettent en lumière divers aspects de la vie quotidienne, au-delà des strictes conditions de logement. Le manque d'infrastructure à destination des plus jeunes (absence de terrains de jeux voire interdiction de jouer au ballon) est par exemple dénoncé dans des tracts[419], et est à l'origine de l'organisation de séjours à l'intention de ces derniers. Ainsi, c'est afin d'offrir des vacances à des enfants vivant dans les cités où interviennent le SR et les CML qu'un projet d'escapade en bus est mené, au Tréport avec des enfants d'une cité d'Orly[420], expérience est réitérée au Larzac, probablement durant l'été 1972 avec le concours du Secours Rouge XVIII[e] [421].

Mais ces cahiers de doléance rédigés par les habitants font également, et de manière récurrente, état du poids d'un racisme quotidien.

.

[418] « Contre le fascisme, contre le racisme qui tue », « Nous sommes des milliers prêts à nous battre pour écraser la bête raciste », Tracts cosignés par le SR XVIII[e] et le CP XVIII[e], F delta res 696/22/3, BDIC.
[419] « Les charognards enchainés », Tract des habitants de la cité J.B. Remoult, Fonds D. Guérin, F delta res 721/119, BDIC.
[420] « Le 23 août, nous sommes allé au Tréport ; comme nous allons jamais en vacances, ce jour là fut notre 1° jour de liberté. […] Aujourd'hui ORGANISONS NOUS MEMES un deuxième jour de liberté pour renforcer la solidarité entre les gens de la Cité d'Orly et poursuivre la lutte contre la misère. », Archives du secteur Secours Rouge, F delta res 576/5/8, BDIC.
[421] « Cet été des gosses du quartier sont partis en vacances dans le Larzac … ! », s.d., Tract Secours Rouge XVIIIe, Fonds Christophe Bourseiller, IISH.

DE L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS A LA GUERRE CONTRE LE RACISME

Dans les quartiers populaires où les populations immigrées (principalement en provenance du Maghreb mais également du reste de l'Afrique) sont nombreuses, le racisme est omniprésent et parfois d'une extrême violence. L'émergence de cette problématique dans les milieux tant médiatique, qu'intellectuel et militant, est facilitée par le retentissement du meurtre le 27 octobre 1971, d'un jeune garçon d'origine algérienne Ben Ali Djellali. Les membres du comité Secours Rouge et du Comité Palestine du XVIII[e], fidèles à leur approche maoïste de mise au service des masses, se consacrent, à la suite de cette affaire, à un travail d'enquête auprès des habitants de la Goutte d'Or. Ce travail, relayé par l'Agence de Presse Libération (APL), cristallise l'ampleur des mobilisations sur la question du racisme. Les tracts des Comités Palestine et du Secours Rouge appellent à la mobilisation de chacun, afin de permettre l'émergence d'un certain contre-pouvoir populaire : « Il faut enquêter nous-mêmes, parce qu'on n'a pas confiance dans la police [422]». Dans la même perspective que les Groupe d'Information et les tribunaux populaires, à l'initiative de militants maoïstes et d'intellectuels et de personnalités à proximité d'eux (dont M. Foucault, G. Deleuze, J. Genet, K. Von Bülow[423]) se fonde le Comité Djellali, destiné en premier lieu à faire la lumière sur les circonstances du drame[424], avant de se muer peu après en un Comité de Défense de la Vie et des Droits des Travailleurs Immigrés (CDVDTI), parmi les premières organisations d'envergures visant à informer et lutter contre le racisme[425].

Accompagnant, et parfois initiant le travail de popularisation et de prise en compte de la problématique du racisme, la GP cherche à mobiliser les travailleurs immigrés contre un racisme prégnant. Elle justifie la création et les quelques actions (telle l'attaque de l'ambassade de Jordanie à Neuilly-sur-Seine à l'été 1971) attribués à la Milice ouvrière multinationale, par le fait que :

---

[422] Tract bilingue co-signé par les CP du XIX[e], XX[e] et le SR, Fonds Assia Melamed, F delta res 696/22, BDIC.
[423] F. BEN ALI, C. VON BÜLOW, *La Goutte d'or ou le mal des racines*, Paris, Stock, 1979.
[424] Mais également à fournir une « permanence où tous ceux qui se sentiront menacés ou qui auront été maltraités ou qui auront, sous une forme ou sous une autre, été l'objet de menaces ou d'attaques racistes, pourront venir expliquer leur cas. Il y trouveront des amis et des frères. Plus précisément : une aide juridique et morale. », la *Cause du Peuple-J'accuse*, n°14, 13 décembre 1971, p.15, GF P RES 145, BDIC.
[425] « Immigration : 30 ans de combat par le droit », *Plein droit* n°53-54, février 2002.

> Pour contrer l'action des bandes armées, briser la montée du nouveau fascisme, [ils ont] trois armes. La première c'est la réalisation de l'unité populaire, liée à une propagande anti-raciste. La seconde c'est l'organisation des ouvriers en milices multinationales, et la troisième qui permet de frapper les chefs d'orchestre de la campagne raciste : la NRP. Notre conception c'est que la lutte anti-raciste doit être une lutte violente de tous les ouvriers. C'est pourquoi il faut créer, partout où les racistes se sont manifestés, des milices ouvrières multinationales.[426]

Elle signifie par là sa volonté de favoriser, une fois de plus, une émulation massive, par laquelle chacun se mobiliserait au sein de groupes autonomes afin de traiter les problèmes rencontrés.

L'INFORMATION

Dans la perspective d'une augmentation de l'implication et de l'engagement des « masses » françaises, la GP entend développer des mobilisations dans tous les secteurs susceptibles de permettre le développement de contre-pouvoirs. Elle encourage ainsi à la création de comités de vigilance, de groupes d'autodéfense ou de milices populaires, localement au sein de quartiers afin de veiller à la sécurité des immigrés.

Mais c'est principalement sur la question de la presse, et plus largement sur le « front de l'information », que les maoïstes réussissent à instituer des structures dont la composition et la pérennité dépassent de manière significative leur affiliation comme leur filiation au maoïsme. D'une lutte médiatisée pour poursuivre la parution de leurs journaux dans laquelle « l'objectif démocratique est celui de la défense de la liberté d'expression contre les terroristes au pouvoirs[427] » à la tentative de *J'accuse*, puis à l'expérience de l'Agence de Presse Libération (APL), lancée en 1972, la Gauche Prolétarienne entend mettre en application le mot d'ordre annoncé par la *Cause du Peuple* en janvier 1970 : « Peuple, prends la parole et garde là ![428] » dont cette dernière se voulait une première tentative.

Dès leur création, les comités locaux de l'APL entendent rassembler les différentes informations, synthèses et comptes rendus transmis directement par leurs correspondants. Ce front indépendant de mise à disposition d'une information se

[426] La *Cause du Peuple-J'accuse*, n°8, 01 août 1971, p. 24, GF P RES 145, BDIC.
[427] s.t., texte interne, début 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/2, BDIC.
[428] la *Cause du Peuple,* n°15, janvier 1970, p.1, GF P RES 145, BDIC.

voulant réellement démocratique vise ainsi à diffuser une information qui « vienne d'en bas[429] ». Après un peu plus d'un an de fonctionnement de l'APL, le journal *Libération* connaît un lancement chaotique, succédant désormais aux divers bulletins quotidiens.

> Un premier appel a été lancé par les maoïstes, qui n'ont jamais dissimulé dans leurs paroles et leurs actes, qu'ils voulaient par tous les moyens permettre au peuple d'écrire dans sa langue un socialisme libre. Avec des journalistes qui ont, dans les faits, lutté contre la censure, ils ont pris l'initiative de ce quotidien. Depuis, s'est constituée une large équipe de travail, qui au-delà des divergences d'opinion d'ailleurs utiles, s'est unie sur l'essentiel : l'information vient du peuple et retourne au peuple. A l'heure où des hommes et des femmes, de plus en plus nombreux combattent pour un contrôle public et direct sur tout ce qui concerne leur vie, libération combattra pour un contrôle public et direct de l'information. [430]

Pour les maoïstes, l'intention, fidèle à la priorité donnée au prolétariat ouvrier, est par ailleurs significative de leur volonté d'unité désormais plus globale, rassemblant les divers acteurs mobilisés à l'extrême-gauche.

> Il faut gagner immédiatement à *Libération* tous les partisans de la contestation et assurer de ce côté des positions solides (en particulier dans la jeunesse, chez les intellectuels...). Et il faut gagner ouvrier par ouvrier, de nouveaux lecteurs à *Libération*. D'une part *Libération* n'est pas encore un quotidien complet, d'autre part, les habitudes de lecture chez les ouvriers sont difficiles à changer : il faut donc se préparer à une bataille difficile et prolongée pour la conquête des lecteurs ouvriers. Le rôle des maoïstes dans cette bataille est décisif, d'autant plus que *Libération* est un de ces moyens importants d'éducation pour les ouvriers.[431]

[429] Archives du secteur presse, F delta res 576/5/1, BDIC.
[430] « Manifeste de *Libération*, le quotidien du quotidien *Libération* », 5 février 1973, F delta res 576/5/1/1, BDIC
[431] Archives du secteur presse, mai 1973, F delta res 576/5/1, BDIC.

C. ÉCLATEMENT DES FRONTS : UN MILITANTISME AFFINITAIRE

Le maoïsme spontanéiste est donc, à partir des années 1971 et 1972, traversé par un mouvement de réajustement tant de sa politique que de ses destinataires. Bien qu'il s'engage progressivement dans une contestation tous azimuts, des domaines tels que les femmes, la sexualité ou encore l'écologie[432] sont perçus comme ayant été négligés par la GP, alors qu'ils connaissent un succès croissant dans la société française, avec la création – accompagnée par VLR – sur le terrain des mœurs du Mouvement de Libération des Femmes (MLF) et du Front Homosexuel d'Action Révolutionnaire (FHAR) en 1970 et 1971. La difficulté pour l'organisation d'adapter son analyse à l'essor de revendications nouvelles au regard de l'histoire du mouvement social dans le souffle de 1968, est ainsi selon nous constitutive des choix de trajectoire effectués par la GP, tout au long de son existence et jusqu'à sa disparition en 1974.

Il est en effet vraisemblable que la GP n'est pas l'organisation des années soixante-dix la plus libérale sur les questions liées à la libération des mœurs. Jean-Pierre Le Goff estime d'ailleurs à ce sujet qu' « alors que les étudiants révolutionnaires refusent d'assumer les valeurs nouvelles dont ils sont porteurs, ce sont précisément ces dernières qui vont toucher les jeunes ouvriers en révolte[433] ». Leur manque d'implication, sinon leur déni total à l'égard des revendications liées à la libération du corps, tant sur la question des mœurs que celle de la contraception signe leur difficulté à intégrer dans leur analyse l'apparition et le développement de nombreuses revendications, sinon de l'ordre du sociétal, du moins parcellaires dans l'analyse marxiste.

De fait, la GP cultive même un discours largement conservateur en s'opposant à des revendications ayant trait au couple et à la sexualité, qu'elle considère comme initiées par la petite bourgeoisie ou réductibles à des revendications juvéniles[434]. Face à celles-ci, il convient pour ses militants de traquer tout éventuel comportement bourgeois, et de satisfaire aux attentes supposées d'un prolétariat appréhendé comme traditionnaliste sur ces questions. Préférer par exemple le mariage au concubinage est une injonction notamment valable pour les couples établis en usine.

---

[432] P. BUTON, « L'extrême gauche française et l'écologie. Une rencontre difficile (1968-1978)», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 113, janvier 2012, p. 191-203

[433] J.-P. LE GOFF, *op. cit.*, p. 219.

[434] « Le combat sexuel des jeunes », la *Cause du Peuple-J'accuse*, n°35, 15 décembre 1972, GF P RES 145, BDIC.

La GP élude donc tout à fait cette question de ses réflexions. Seules de rares allusions à cet égard peuvent ainsi être relevées dans l'ensemble de la production de l'organisation[435]. On y trouve bien un texte critique de militantes invoquant la nécessité d'une remise en question de la perpétuation de rapports de domination homme/femme au sein de l'organisation, concluant sur le fait que « l'émancipation complète des femmes se fera avec la Révolution, certes, mais [que] nous devons lutter contre les idées réactionnaires dans l'organisation et dans les masses[436] », mais d'une manière générale le traitement relatif aux problèmes spécifiques à la condition féminine dans la société française procède plutôt d'une critique. La GP considère ainsi, et ce en particulier à travers la position du MLF mais également plus spécifiquement sur la question de légalisation de l'avortement, que le risque et la tendance accompagnant nécessairement ces revendications est celui d'un réformisme légal, tenant d'une réduction de la revendication à des aspects factuels, dont l'émergence dans le débat parlementaire est la preuve[437]. Ce n'est que tardivement donc, en 1973, que la GP se propose de « changer la base de classe du mouvement de libération des femmes, en ayant toujours en tête la base d'appui d'usine » et ainsi de s'« emparer de la lutte pour l'avortement et la contraception […] pour construire le mouvement populaire de libération de la femme[438] ». La dimension du féminisme apparaît donc quasiment absente des questionnements internes à la GP, tout comme celle liées aux minorités sexuelles, et ce constat n'est tiré en interne que de manière très tardive, précédant de peu la dissolution de l'organisation.

C'est ainsi qu'après avoir initié, investi ou accompagné de nombreuses initiatives, comme celle de la répression, des prisonniers, des immigrés ou du logement, l'organisation note en cette année 1973 qu'elle est désormais « à la traine de la spontanéité[439] » de certains mouvements.

A cet égard, VLR diverge clairement de la position « gépiste ». Déjà dans *Vive la Révolution* n°2, en décembre 1969, des allusions sont faites à l'oppression de la

[435] En 1972, deux articles intitulés « Contre l'ordre moral ! » s'insurgent sur les situations dans les foyers de filles-mères, dans la *Cause du Peuple-J'accuse* n°15 et n°16, 7 janvier 1972 et 20 janvier 1972, GF P RES 145, BDIC.
[436] « Ce qu'un homme peut faire, une femme peut le faire », 1971, Texte de militantes de la GP, Archives du secteur femmes de la GP, F delta res 576/5/6, BDIC.
[437] « Documents de travail », juin 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.
[438] « Résolution sur l'orientation politique du mouvement des femmes », 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/5/6, BDIC.
[439] « Sur la construction », 1er juillet 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.

femme[440]. L'expérience communautaire des ses militant(e)s par le biais de la base ouvrière de Flins, et le lancement du mensuel *Tout !* lui permet d'assumer rapidement une orientation très libérale sur la question des mœurs[441].

Nombre de ses militantes participent ainsi au MLF, et le journal offre dès 1971 de nombreux articles sur le mouvement et ses positions[442]. Le numéro 12 de *Tout !* fait scandale. Titrant sur la libération sexuelle, il revendique l'émancipation de la sexualité féminine, des mineurs, revendiquant avortement et contraception libres et gratuits. Il offre également une tribune au FHAR, permettant à ce dernier une reconnaissance et par là un élargissement de son public. VLR s'inscrit dès lors dans une posture critique vis-à-vis du militantisme d'extrême-gauche, « dogmatique, marginal, simpliste, anachronique[443] ». Dans le ton qui lui est propre, il affirme que « pour faire la révolution il va bien falloir se débarrasser du gauchisme[444] ». De fait, il abandonne la perspective jusque-là développée, de révolution par la seule lutte des classes, au profit d'un élargissement vers une « lutte de civilisation », mêlant « nouvelle vie, nouvelle culture[445] » et perspective révolutionnaire, réaffirmant la validité de la perspective apportée par l'exemple italien.

> Bref, nous voudrions que ce journal soit populaire : un lieu de l'expression de tous les indignés, de tous les frustrés, de tous les révoltés. Tous les aspects de la vie sociale y passent. Dans une société de classe, il n'est pas un fait divers qui ne porte une empreinte de classe. Ensuite, nous, intellectuels révolutionnaires, nous y exprimerons notre révolte là où elle est vécue. Nous ne voulons pas être ces êtres immatériels et parfaits, nouveaux prêtres de la contestation, mais des gens du peuple révolutionnaire, ouvriers et étudiants ou autres qui luttent dans les années 70, dans une métropole impérialiste.[446]

Pourtant, cette ouverture conduit en partie à la décision de la dissolution de VLR, en 1971, et Tiennot Grumbach note à cet égard qu'elle contribua à enferrer « "*Tout*" dans l'addition des marginalismes[447] ». Face à un glissement d'un militantisme

[440] *Vive la Révolution*, n°2, 12/1969, p.10, Mfc 195/2, BDIC.
[441] T. GRUMBACH, « En cherchant l'unité de la politique et de la vie », art. cit.
[442] *Tout !* n°6-7, 10 janvier 1971, p.10, MFC 196, BDIC.
[443] *Tout !* n°6-7, 10 janvier 1971, p.5, MFC 196, BDIC.
[444] *Ibid.*
[445] GRUMBACH Tiennot, « En partant de l'expérience de Flins », *Les Temps Modernes*, août-septembre 1971, p. 35.
[446] « Un nouveau journal », *Tout !*, n°1, MFC 196, BDIC.
[447] GRUMBACH Tiennot, « En partant de l'expérience de Flins », art. cit., p. 35.

purement politique, vers un autre s'inscrivant préférentiellement dans des organisations politisées spécifiques, VLR orchestre donc sa propre dissolution en 1971. Roland Castro, dirigeant de VLR explique d'ailleurs de cette manière la dissolution brutale de l'organisation en 1971 : « la montée du MLF et du FHAR encourage chacun à s'épanouir dans ce qu'il est. VLR a en quelque sorte rempli sa mission de réveil des individualités[448] ».

La GP, sans que cela ne se traduise immédiatement par une disparition de l'organisation, fait face au même phénomène d'évolution des attentes et de modification structurelle de son public. L'implication maoïste au sein des usines se fait moindre note déjà à regret la GP en 1971, due en partie à un phénomène de groupuscularisation dû à la difficulté à imposer sa direction au Secours Rouge, au sein duquel nombre de ses membres sont rassemblés depuis sa dissolution légale[449].

Lilian Mathieu note à cet égard que :

> L'essoufflement du gauchisme à partir de 1972 favorise l'autonomisation de l'espace des mouvements sociaux, c'est à dire sa constitution en univers de pratique et de sens spécifique, doté de références et de logiques distinctes – et distinctes notamment de celles des partis ou des groupuscules. Car si les références marxistes perdurent, l'horizon révolutionnaire s'estompe rapidement et les diverses causes sont davantage défendues pour elles-mêmes que dans la perspective de leur contribution à l'avènement d'un « grand soir » de plus en plus hypothétique.[450]

Les années 1971 et 1972 sonnent ainsi le début de la disparition du maoïsme à travers ses organisations révolutionnaires. Témoin de la diffusion de certaines de ses idées dans la société française, la GP abandonne ainsi peu à peu une structure centralisée et un « point de vue prolétarien étroit, […] l'exaltation des seules luttes d'usine[451] », favorisant le développement de structures spécifiques, au sein desquelles s'engagent désormais préférentiellement ses militants, en difficulté avec « une direction à la ligne de moins en moins claire[452]».

---

[448] R. CASTRO, *La fabrique du rêve*, Paris, l'Archipel, 2010.
[449] s.t., texte interne manuscrit, été 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/2, BDIC.
[450] L. MATHIEU, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2009, p.110.
[451] « Rapport général », mai 1972, Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/3/3, BDIC.
[452] COLLECTIF, *Les nouveaux partisans*, *op. cit.*, p.218.

Toutefois, le constat d'une évolution progressive de l'idéologie des organisations d'affinité maoïste vers des analyses d'héritage marxiste, mais s'orientant vers des revendications plus cloisonnées, marqué chez la GP, ne peut être aussi tranché dans le cas de VLR. Car s'il apparaît que plusieurs militants de VLR s'impliquent au sein du FHAR ou du MLF, ces organisations et leurs trajectoires ne sauraient être ni confondues, ni si intiment liées que celles de la GP et des organisations évoquées.

Chapitre VII.
Disparition, continuités et filiations (1973-1974)

L'étiolement puis la disparition des organisations maoïstes nous apparaît donc être un processus diffus, engagé (et clôt pour VLR) au cours des années 1971 et 1972. Relevant à la fois d'une transformation progressive de la structure des organisations et d'une volonté réitérée de rectification de leur analyse, celle-ci résulte également d'un contexte extérieur plus général. Face à ces phénomènes, ces organisations se voient dans la nécessité d'adapter leur analyse à un champ de la contestation en plein remaniement, sans parvenir à en saisir toutes les implications. Mais au-delà de ces raisons déjà évoquées, des difficultés et des dissensions internes fragilisent peu à peu leur fonctionnement. Ayant présenté celles ayant mené à la fin brutale de VLR, nous nous attacherons à mettre en lumière la progression ayant mené à la disparition de la GP.

A. Délitement, réappropriation et autonomisation

D'une certaine manière, il est possible d'affirmer que les appels réitérés de la GP finissent par porter leurs fruits. Non ceux incitant au soulèvement populaire généralisé, mais bel et bien ceux portant l'espoir d'un processus d'autogestion et d'indépendance croissantes des mouvements contestataires. De fait la GP se trouve, à partir de 1972, face à la nécessité d'autoriser, sinon de favoriser une prise de distance, répondant ainsi aux aspirations de structures telles que, par exemple, les Comités de Luttes, de chaîne ou d'atelier dont elle avait participé, à l'instar de VLR, à la mise en place. C'est en Novembre 1972 que se tient le premier congrès national des Comité de Lutte d'Atelier, désormais rassemblés sous la dénomination d'Union Nationale des Comités de Lutte d'Atelier (UNCLA), tentative d'édifier une direction autonome des différents comités de lutte existant. Celui-ci, dont les projets de statuts ne seront définis qu'en 1973 propose la défense de la démocratie, par l'adhésion de masse et sous le contrôle des assemblées ouvrières d'atelier, défendant les grèves et s'abstenant de faire de la politique, favorisant l'unité ouvrière et la justice.

Mais loin de ne se cantonner qu'au secteur du travail, ce phénomène de prise de distance traverse les mouvements contestataires à proximité du maoïsme. Il apparaît de manière explicite au sein des structures crées à l'initiative de maoïstes à destination des travailleurs immigrés, et plus spécifiquement arabes. Les discussions engagées au cours de l'école ouvrière de l'été 1971 font état des prémices d'une prise de conscience des contradictions que présente la structure des Comités Palestine, conçus pour être « une organisation de masse de travailleurs arabes[453] » dans laquelle pourtant « ce sont des militants français qui dirig[ent][454] ». À la suite de ce constat apparaît, au sein de ceux-ci, la question de la nécessité d'une « prolétarisation » des comités, initiatives jusqu'ici d'étudiants maoïstes français et arabes[455].

Cette volonté d'autonomie vis-à-vis de la GP et du SR, avec lequel ils travaillent, implantés dans les mêmes quartiers, apparaît dans les bilans des Comités Palestine locaux d'Ivry et de Gennevilliers en 1972[456]. Au vu de la mobilisation massive des immigrés de la Goutte d'Or autour de l'affaire Djellali, les CP estiment en effet qu'ils ont été l'instrument efficace de « la progression des idées révolutionnaires dans les masses arabes[457] » et qu'il est désormais temps de prononcer « la "dissolution" des CP comme cadre organisationnel "dépassé"[458] » celui-ci négligeant désormais l'aspect panarabiste et nationaliste des rassemblements, s'apparentant en quelque sorte à des mobilisations antiracistes. Ce besoin devient d'autant plus pressant à la suite des attentats de Septembre Noir à Munich en 1972, à l'égard desquels la position critique et modérée de la GP apparaît comme insuffisante pour de nombreux militants arabes des CP[459].

Dans ce contexte, les militants des Comités Palestine entreprennent la mutation de ceux-ci en un « mouvement national Arabe […] dans lequel chaque ouvrier aurait sa

[453] « Réformons notre étude », Texte de travail issu de l'école ouvrière de l'été 71, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/2, BDIC.
[454] *Ibid.*
[455] « Comités de soutien à la révolution palestinienne, éléments de travail proposés par le comité d'initiative », Archives du secteur immigration, F delta res 576/5/9, BDIC.
[456] « Bilan du CP d'Ivry, et Bilan des CSRP de Gennevilliers », GP, F delta res 576/5/9, BDIC.
[457]« Après Djellali : les maladies des Comité Palestine », Archives Saïd Bouziri, F delta res 711, BDIC.
[458] « Procès Verbal de la Conférence nationale des travailleurs arabes », 17-18 juin 1973, Archives du secteur immigration, F delta res 576/5/9, BDIC.
[459] « Après l'action de Septembre Noir, déclaration à la *Cause du Peuple* de la Nouvelle Résistance Populaire », la *Cause du Peuple*, n°27, 14 septembre 1972, GF P RES 145, BDIC.

place, chaque initiative serait libérée, répondrait à chaque besoin [et] qui ferait des alliances avec les ouvriers français, quand il le [faudrait] et aux niveaux nécessaires (logements, usines) [460] ». La constitution du Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA), tentative de dépassement du cadre proposé par les Comités Palestine, participe en ce sens d'une volonté d'autonomisation, de s'extraire de l'inféodation aux organisations maoïstes françaises.

Pour autant, la proximité des campagnes et des engagements respectifs du MTA et de la Gauche Prolétarienne perdure, durant les derniers mois d'existence de celle-ci. Les campagnes conjointes revendiquant l'obtention d'une carte de travail pour les travailleurs immigrés, ainsi que le vaste mouvement de protestation à l'encontre de la circulaire Marcellin-Fontanet en 1973 signent, non une rupture mais une émancipation réelle de l'organisation des travailleurs arabes.

DU GROUPE D'INFORMATION SUR LES PRISONS AU COMITÉ D'ACTION DES PRISONNIERS

Ce phénomène de distanciation et d'indépendance des acteurs des nouvelles luttes affiliées de près ou de loin au maoïsme s'observe de manière similaire dans le secteur des prisons. Le travail initié par l'OPP et le GIP afin de dénoncer les aspects scandaleux du système pénitentiaire est repris en main par un groupe d'anciens détenus, sous la direction de Serge Livrozet.

La Gauche Prolétarienne évoque ce phénomène dans un texte interne de 1973 :

> En 1972, le dépassement vers la révolution culturelle embrayé de toutes façons, objectivement, dans le mouvement social, a commencé d'être partiellement assumé par la *Cause du Peuple*. Les nouvelles tâches ont commencé d'être partiellement assumées : bien d'autres tâches dans d'autres secteurs ont été assumées "spontanément" ou par d'autres groupes. Et surtout on n'a pas été jusqu'au bout, ou bien on a laissé s'effondrer les comités qui commençaient de vivre ou bien on a complètement rejeté de notre "champ de préoccupations" des groupes qui continuaient à se développer, tel le Comité d'action des prisonniers.[461]

[460] « Après Djellali : les maladies des Comité Palestine », Archives Saïd Bouziri, F delta res 711, BDIC

[461] « De la révolution idéologique à la révolution culturelle aujourd'hui en France », s.d. mais certainement 1973 car postérieur à la création du CAP mais antérieur à la dissolution de la GP, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.

L'explication que donne Daniel Prieto[462] à la constitution du Comité d'Action des Prisonniers correspond, tout comme pour le MTA, à la volonté des principaux concernés de prendre eux-mêmes en charge les mobilisations qui leur sont dévolues.

> Enfin, au CAP, évidemment, c'est vraiment les prisonniers qui prennent les initiatives qui entraînent les autres personnes forcément moins concernées, moins motivées. C'est vraiment le renversement de sa situation de laissé pour compte, d'infantilisé, de rendu complètement irresponsable, passif par la situation de détention. Et cela je pense, doit distinguer le CAP d'autres organisations, organismes ou institutions qui, malgré leur bonne volonté, des intentions absolument louables, n'ont pas encore fait ce saut mental, cette petite révolution culturelle intérieure qui consisterait à faire transparaitre jusque dans leur actes, dans leurs rapports quotidiens avec les anciens détenus tout vestige, toute trace d'attitude qui les remettraient dans une position d'assistés, de dépendants.[463]

La création du CAP s'ensuit quelque mois plus tard de la dissolution du GIP, n'ayant plus de raison d'être, malgré la mise en place de quelques actions locales communes[464].

[462] Semblant être un ancien militant de la GP au vu du legs d'archives qu'il a effectué à la BDIC.
[463] « Intervention de D. Prieto à la conférence de presse du CAP », 16 octobre 1973, F delta res 576/5/5, BDIC.
[464] *Journal du Comité d'Action des Prisonniers*, Archives Daniel Guérin, F delta 0721/119, BDIC.

B. L'IMPOSSIBLE DÉPASSEMENT

Les raisons ayant entraîné la disparition de la Gauche Prolétarienne sont aujourd'hui sujettes à des hypothèses variées. Témoignant, pour certains de la lassitude, facilement envisageable, d'un engagement allant pour certains jusqu'à la clandestinité[465], ou d'une prise de conscience de l'échec de leur stratégie à la fois virulente et se refusant peu à peu à la lutte armée[466], elles résultent pour d'autres d'une désillusion quant à leur possibilité d'intervention dans la mobilisation des masses, voire de la possibilité même d'une telle mobilisation, l'exemple du coup d'État de Pinochet renversant Allende ébranlant fortement leurs certitudes[467]. Une autre des explications souvent avancées dans les témoignages d'anciens militants est celle d'une remise en question de leur rôle face au succès de luttes tout à fait extérieures, comme celle de LIP en 1973. Cette dimension ne transparait pourtant principalement, dans ses textes internes, qu'à travers une remise en question de la considération à accorder à la CFDT, dans la politique autogestionnaire qu'elle prône désormais, plutôt que dans une réelle déploration de n'être pas à l'initiative de ce mouvement de lutte.

Il nous semble, au vu de l'évolution des directives et intentions affichées par le comité central, que la GP est en difficulté pour s'adapter à sa propre dissolution, depuis 1970. En partie initiée de son fait de manière préventive, mais surtout officialisée par l'État, la dissolution engendre de fait une dispersion de ses forces militantes. Si la *Cause du Peuple* fait à l'extérieur désormais office d'élément centralisateur, une certaine tendance à la « groupuscularisation[468] » émerge, amplifiée par le projet d'investissement dans des organisations satellites, et l'autonomisation progressive de celles-ci. Il s'avère d'ailleurs que ce point est, de manière récurrente, au centre des autocritiques de la GP. Qu'il s'agisse de répondre à des critiques émanant du cercle des militants ou d'un réel questionnement, le comité exécutif évoque plusieurs fois la nécessité d'une plus grande autonomie, dans la prise de décision et la mise en place d'actions, des groupes de base, et ce de manière croissante à la suite de la dissolution de la Gauche Prolétarienne, alors que ses militants sont regroupés autour de la *CdP* et que l'organisation continue de

[465] COLLECTIF, *Les nouveaux partisans : histoire de la gauche prolétarienne par des militants de base*, *op. cit.*
[466] A. LINIERS, « Objections contre une prise d'armes », dans *Terrorisme et démocratie, op. cit.*
[467] R. WOLIN, *The wind from the East, French Intellectuals, the Cultural Revolution and the legacy of the 1960s*, Princeton, Princeton University Press, 2010.
[468] s.t., texte interne manuscrit, été 1971, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/2, BDIC.

fonctionner[469]. La dilution d'une large part des militants dans le Secours Rouge, majoritairement porté par des intellectuels plus modérés, ajoute à la contradiction entre la direction et les groupes de base, entre une volonté affirmée d'une part de créer un parti révolutionnaire et par ailleurs celle de promouvoir l'autonomie d'organisations plus démocratiques. Ceci d'autant que pour la GP, le SR représentait l'espoir d'une organisation nationale fédératrice des multiples mobilisations émergentes, permettant – ainsi que cela fut évoqué au cours des Assises Nationales de décembre 1971 – d'« unifier les luttes contre l'ennemi commun et [d']organiser la solidarité populaire entre les différents secteurs de lutte[470] », de constituer en somme un pôle de pouvoir et de contestation majeur distinct du PCF.

> Chaque mouvement de masse a produit ses revendications démocratiques, chaque organisation de masse a conquis temporairement son autonomie par rapport aux organisations traditionnelles. […] Si cette conjoncture a permis de produire des revendications démocratiques autonomes, elle n'a pas permis et nous en sommes responsables, de produire un programme.[471]

L'incapacité à user du Secours Rouge comme noyau fédérateur accroit la distance entre les militants du groupe dissous et son centre décisionnel, et la dissolution de celui-ci en 1972 – malgré des survivances dans certaines régions où il avait réussi une implantation solide comme dans le Nord jusqu'en 1973/1974 – accroît la dispersion des militants, ne bénéficiant plus d'un cadre organisationnel structurant. Les militants sont donc dispersés dans les divers secteurs investis, se consacrant individuellement et plus spécifiquement selon les affinités à l'action en direction des usines, des logements, des travailleurs immigrés, etc.

Face à cette situation, la GP peine donc à rétablir une situation propice à son développement. Car l'autonomisation des « mouvements de masse » qu'elle a pourtant appelée de ses vœux, apparaît dès 1972 causer la dispersion et de l'atomisation de ses forces militantes.

---

[469] La GP invoque la nécessité d'une « autonomie décisionnelle et d'action en fonction des besoins », par opposition à une attente des ordres transmis par l'édito de la *Cause du Peuple*, ou une réunion au sommet, « Texte des OCL, 1971 », Chemise NRP de la Gauche Prolétarienne, F delta res 576/5/4/2, BDIC.
[470] Assises Nationales du Secours Rouge, Fonds Assia Melamed, F delta res 576/5/8, BDIC.
[471] s.t., s.d., texte interne du printemps 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/3/4, BDIC.

Outre la dimension organisationnelle, il apparaît par ailleurs, pour aller dans le sens fréquemment invoqué de la question du rapport à la violence, qu'il existe au sein du bureau politique des divisions quant à la place à accorder à celle-ci. Si certains semblent souhaiter une militarisation ou du moins l'accroissement de l'activité violente, des voix s'élèvent contre une tendance à « l'oliviérisation[472] » du groupe, et ce à travers sa cellule clandestine. La critique portée à l'égard de la NRP se fonde ainsi sur la mise en cause de la restauration d'un certain avant-gardisme au sein de cette branche, contraire à la position de la GP sur ce point, refusant la dichotomie entre l'organisation et les masses[473].

Il s'avère en revanche que quant à l'éventualité d'une violence meurtrière les témoignages ne concordent pas, et il est difficile de trancher, entre ceux présentant parfois un trop grand angélisme, bien souvent le fait de dirigeants « repentis », ou au contraire de points de vue faisant de l'abandon de la voie criminelle le fruit du hasard[474]. La précaution avec laquelle ces témoignages a posteriori doivent être reçus s'éclaire notamment dans la filiation indirecte du groupe terroriste des NAPAP d'avec la GP. Celle-ci explique en effet la volonté des anciens militants de cette dernière d'affirmer qu'il exista toujours un refus de principe face à cette modalité.

Deux évènements sont communément admis comme essentiels dans une prise de distance de la GP d'avec l'éventualité de la lutte violente, malgré ce qui continuera à être affirmé et prôné, au cours des réunions de la direction ainsi que dans leur production écrite. Tout d'abord la mort de Pierre Overney, qui pour de nombreux observateurs, marquera le début du déclin du gauchisme[475], et face à laquelle la GP appelle finalement à une manifestation pacifiste, malgré ses appels réitérés à la vengeance[476]. Puis, la même année, l'attentat à Munich commis par le commando palestinien Septembre Noir,

[472] Allusion à Olivier Rolin, dirigeant de la NRP, « Comptes rendus manuscrits du comité central », Textes centraux de la GP, F delta res 573/3/2, BDIC.
[473] « De Besançon aux monts Tsingkiang », dans « Mai 68 – LIP 73 et maintenant, que faire ? », *Cahiers prolétariens*, n°2, janvier 1974 in COLLECTIF, *Les nouveaux partisans*, *op. cit.*, p.260.
[474] C. BERTHO LAVENIR, « Vu de l'intérieur, entretien avec Christian Harbulot », *Les cahiers de médiologie*, n°13, janvier 2002, p. 123-129.
[475] « Ce qu'on enterre aujourd'hui, ce n'est pas Overney, c'est le gauchisme », L. ALTHUSSER, *L'avenir dure longtemps*, Paris, Stock/IMEC, 1992, p. 265, in F. BUGNON, « Venger Pierre Overney ? Controverse autour d'un mot d'ordre », *Dissidences*, n°13, 2013, p. 97-111.
[476] COLLECTIF, *Les nouveaux partisans : histoire de la gauche prolétarienne par des militants de base*, *op. cit.*, p.215

auquel la NRP répond, dans la *Cause du Peuple* par l'affirmation de son soutien à la cause palestinienne, mais toutefois critique quant à l'usage du terrorisme.

DISSOLUTION

Si l'on date communément la fin de la GP de la « réunion des chrysanthèmes », où est prononcée la dissolution du Comité Exécutif en octobre 1973, cette date ne saurait pour autant marquer la fin de la mouvance du maoïsme spontanéiste en France, ni même la prise d'effet immédiate de celle de la GP. Le deuxième numéro des *Cahiers Prolétariens* paraît ainsi en janvier 1974, et des réunions continuent à se tenir durant cette année. Questionnant dès lors le retard de la mise en place du « nouveau système d'organisation[477] » et accroissant sa sensibilité libertaire, les dernières réflexions de la GP réaffirment un refus de l'avant-gardisme et récusent désormais l'idée de la constitution d'un parti[478].

> La pratique autonome des masses n'a pas à l'heure actuelle de centre totalisateur. Cette illusion d'être le centre, le noyau dirigeant de la cause du peuple, bref l'embryon du futur parti, nous n'y avons pas toujours échappé. [...] C'est un indice qui ne trompe pas de bureaucratisation que de voir se développer cette illusion.[479]

Les militants de la GP discutent donc, de manière interne, à la fin 1973 la possibilité de rectifier, une fois de plus, la stratégie organisationnelle afin de tendre par exemple vers une structure fédérale.

> La notion de fédération contient la circulation des expériences, la discussion politique et l'entraide, en cela elle s'oppose à l'éclatement intégral : elle exclut le centralisme autoritaire, en cela elle s'oppose à l'idée traditionnelle d'organisation. […] Les « statuts » d'une telle fédération, par conséquent, devraient se limiter à une ou deux thèses politiques qui forment l'accord fondamental de tous ses membres (la défense des pouvoirs populaires, l'opposition irréductible au fascisme), et à un ou deux principes de morale communautaire, qui créent un pacte entre tous les membres de la collectivité (le secret, les cotisations, l'entraide).[480]

---

[477] « Résolution », janvier 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.
[478] « Questions de stratégie », s.d. fin 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.
[479] « Mai 68 – LIP 73 et maintenant, que faire ? », *Cahiers prolétariens*, *op. cit.*, p. 33.
[480] « Compte rendu de la conférence nationale », février 1974, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.

Dans un refus de la centralisation – en l'occurrence parisienne, et dans une sensibilité au développement de mouvements locaux, tels que ceux de l'Occitanie, de la Bretagne ou du Larzac – et craignant de reproduire les écueils de l'ancienne direction, une ligne émerge se proposant un fonctionnement de tendance anarchiste où les structures locales, fondées sur l'association d'intérêt et d'affinités n'auraient plus besoin d'une structure directionnelle centralisée mais pourraient se contenter d'avoir une vague ligne directrice commune : « pas besoin d'un appareil disposant d'une stricte unité de commandement mais une fédération libre de groupes d'auto-défense, chacun ayant son autonomie mais avec une entraide mutuelle[481] ». Au cours de ces assemblées est proposée la tenue de conférences désormais ouvertes à un public plus large – incluant dans une « rassemblement de la Nouvelle Gauche[482]» divers militants, syndicalistes (notamment de la CFDT), et du PSU. Ces réunions sont organisées courant 1974, comme l'étaient auparavant les stages ouvriers de la GP, autour de thèmes de travail tels l'immigration, les femmes, l'école, la culture et l'information. Une dernière réunion majeure est convoquée les 1er, 2 et 3 Novembre 1974, à laquelle participent environ deux cents personnes[483].

Ce phénomène de délitement de l'organisation en 1973 et 1974 jusqu'à son arrêt définitif, peut apparaître comme volontaire de la part des dirigeants, favorisant par là une disparition en douceur, analyse privilégiée par les auteurs des *Nouveaux Partisans*[484]. De manière générale, les tentatives explicatives d'anciens membres font état d'une incompréhension, non dénuée d'une certaine acceptation voire adhésion, devant une décision unilatérale et par le haut, mais laissant également, et paradoxalement, percevoir une amertume chez certains[485].

> Mais en même temps, et cela m'a beaucoup frappé, la majorité des participants, si critiques qu'ils soient à l'égard de la dissolution-dispersion, la ressentait partout comme une libération. La fin d'un carcan qui dans le passé les avait trop souvent obligés à aller à

[481] « Questions de stratégie », s.d. fin 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.
[482] « Propositions pour un mouvement du 12 octobre », s.d., fin 1973, Textes centraux de la GP, F delta res 576/3/3/4, BDIC.
[483] P. BOISGONTIER, « Notes sur la conférence de la Toussaint », *La Cause du Peuple*, n°1, décembre 1974.
[484] COLLECTIF, *Les nouveaux partisans… op. cit.*
[485] JP. CRUSE, *op. cit.*

> l'encontre de ce que leur sensibilité de militants leur permettait d'appréhender.[486]

Ainsi, et nous rejoignons en cela le constat effectué dans l'ouvrage des *Nouveaux partisans*, il convient de noter que la démission du comité exécutif ne saurait être une explication suffisante à l'acceptation de cette décision par la majorité de l'organisation, et celle-ci résulte selon nous d'une conjonction des facteurs traversant les dernières années de la GP, évoqués précédemment.

[486] P. BOISGONTIER, « Notes sur la conférence de la Toussaint », art. cit.

C. CONTINUITÉS ET DESCENDANCE

REFUS DE LA DISSOLUTION

Toutefois, cette dissolution ne saurait masquer l'existence de deux projets, qui, bien que très dissemblables, dénotent chez quelques militants d'un désir certain de donner suite à l'expérience de la Gauche Prolétarienne, que celui-ci s'oriente vers une velléité d'action, ou plus réflexive. Suite à la démission du comité exécutif en novembre 1973, deux initiatives divergentes se développent ainsi à partir d'anciens militants, mises en œuvre afin de donner une continuité au travail entrepris par l'organisation, initiatives par ailleurs d'ampleur négligeable au regard des effectifs probables de la GP

L'une d'elles, consiste en un appel émanant d'anciens militants refusant la décision de dissolution et la lente défection que représentent les dernières assemblées de l'organisation.

> Actuellement, les cinq membres de l'ancien centre se démènent beaucoup pour mettre sur pied le vaste rassemblement envisagé par les *Cahiers*. Ce devait être une organisation qui n'en serait pas une mais un "mouvement", ayant un centre qui ne centraliserait pas, tout en centralisant un peu (quand même !).[487]

Ce rassemblement entreprend une réflexion critique sur les actions et le type d'organisation caractéristique de la GP, de laquelle émerge une volonté des participants d'assurer une certaine continuité du travail déjà entrepris.

> C'est à cette tradition[488] que se rattachent les maoïstes qui ont relevé le drapeau de « *la Cause du Peuple* ». C'est pour cela qu'ils ont adopté ce titre pour leur journal. Ceci n'empêche pas qu'ils n'aient à l'égard de leur passé une attitude résolument critique. Ils veulent préserver les acquis tout en rectifiant les erreurs.[489]

Ce mouvement, rassemblé sous le nom de « Groupe d'initiative pour un rassemblement maoïste » (GIRM) se dote d'une publication, quatrième version de la *Cause du Peuple,* de nouveau sous-titré « Journal communiste révolutionnaire prolétarien », dont le premier numéro est lancé fin 1974. Cette nouvelle mouture de la

---

[487] « Pour l'organisation communiste, contre la liquidation de la "*Cause du Peuple*" », Document du GIRM, juillet 1974, F delta res 576/8, BDIC.
[488] Celle « du maoïsme vivant » incarné par l'UJCml puis la GP, par opposition au « marxisme-léninisme » ossifié.
[489] *La Cause du Peuple*, n°2, janvier 1975.

CdP, sous la direction de Daniel Greaulme (ancien dirigeant de l'UNCLA), s'inscrit tant dans son contenu que dans sa mise en page dans la lignée de l'ancienne, favorisant les comptes rendus de luttes locales. La tenue d'une conférence début février 1974 est annoncée afin de déterminer les modalités de poursuite d'un militantisme maoïste. Le GIRM réaffirme dans la *Cause du Peuple* n°2 de 1974 la nécessité de créer un parti révolutionnaire prolétarien pour encadrer les luttes afin que ces dernières « ne s[oient] pas réformistes ». Il affirme ainsi que :

> C'est à partir du moment où cette ligne a été abandonnée peu ou prou par les maos de « la Cause du Peuple » dans le cadre de l'« élargissement» qu'ils ont commencé à dégénérer.[490]

Perdurant jusqu'à la fin des années soixante-dix, cette nouvelle version de la *Cause du Peuple* est un témoin des évolutions de l'extrême-gauche au cours de ces années. Son numéro 16, publié en novembre 1977, annonce sans ambages « Vers l'autonomie ouvrière », illustrant la jonction de la queue de comète du maoïsme spontanéisme d'avec la mouvance de l'autonomie organisée de la fin des années soixante-dix.

La seconde initiative, beaucoup plus tardive (1978) semble être constituée en large part par des individus dont le rôle primait au sein de la GP, comptant notamment des figures intellectuelles ou médiatiques. Cette proposition consiste en la tenue d'un « Cercle socratique[491] », lieu de libre réflexion proposant une analyse rétrospective de la GP, avant d'évoluer vers des réflexions philosophiques centrées sur une réflexion à partir de la pensée de Levinas[492].

TRAJECTOIRES ET RECONVERSIONS INDIVIDUELLES

En terme de trajectoires individuelles, s'il convient de dire que la référence au maoïsme, comme dans une plus large mesure, au communisme – à la suite d'une part de la révélation des exactions commises en Chine sous la direction de Mao Tsé-Toung et

[490] *La Cause du Peuple*, n°2, janvier 1975.
[491] Archives Post-GP, F delta res 576/8, BDIC.
[492] Cette pensée est par la suite fondamentale dans la poursuite de la réflexion de l'un des principaux fondateurs et dirigeants de la GP.

plus spécifiquement durant la révolution culturelle, de l'autre des « révélations » que constituèrent la traduction et la diffusion de *l'Archipel du Goulag* en 1973 – est peu à peu abandonnée, accompagnant l'émergence de discours critiques, voire d'un rejet total à l'égard des expériences des pays socialistes, il apparaît que la dimension spontanéiste, perdure quant à elle dans divers mouvements.

De nombreuses voix viennent corroborer l'idée d'une certaine continuité dans l'évolution des trajectoires individuelles. La création par la mouvance maoïste, ou à sa proximité directe, de plusieurs groupes représentatifs de secteurs d'engagement et de revendication émergents facilite de fait un transfert progressif de militants vers ces dernières, dont l'implication perdure après la disparition des organisations révolutionnaires. En effet, au-delà des individus qui composèrent la mouvance maoïste, les disparitions successives des deux organisations tenant du maoïsme spontanéiste ne doivent pas tendre à favoriser l'oubli de ce qui s'avère constituer leurs nombreuses survivances. De fait, aux dissolutions des organisations subsistent nombre des organisations satellites qu'elles ont engendré ou favorisé. La réalisation la plus connue est liée à l'expérience novatrice de diffusion de l'information des Agences de Presse Libération. Fusionnées à l'issue d'une année d'existence sous la coupe du journal, à la parution longtemps irrégulière bien que se souhaitant quotidien, *Libération*, ce dernier conserve durant les années soixante-dix une empreinte sinon maoïste, du moins fortement marquée par l'extrême-gauche, se faisant l'écho des luttes et des tentatives révolutionnaires les plus diverses[493].

À partir du phénomène plus spécifique et minoritaire de l'établissement, Marnix Dressen à travers son étude, nous offre également un aperçu des trajectoires de ces militants, sans que l'étude ne permette toutefois de les distinguer en fonction des organisations et groupuscules auxquels ces militants appartenaient. Il permet par exemple d'appréhender l'établissement comme un investissement personnel à long terme, nombre d'entre eux s'étant établi pour des périodes courant sur 5 à 15 ans. On

[493] Mais notons également dix années plus tard, l'influence maoïste dans la constitution d'un nouveau Comité des Mal-Logés. Organisation dont une scission formera le DAL naissant, elle reprend, outre le nom et le graphisme de celui des années soixante-dix, les modalités d'actions de ses prédécesseurs, comme l'occupation des logements vacants. Probablement influencé par son créateur, J.B. Eyraud, ancien militant de la GP, ce nouveau CML participe ainsi de survivances souvent mal connues du maoïsme spontanéiste en France.

note ainsi que pour eux, et pour d'autres dont le parcours n'a pas été marqué par l'expérience de l'établissement, la reconversion de l'engagement au sein de structures syndicales traditionnelles, au sein de la CGT ou de la CFDT, apparaît comme fréquent.

Mais la disparition de la structure dirigeante provoque également des transferts, vers des organisations plus ou moins à proximité du maoïsme spontanéiste. Les organisations marxistes-léninistes, le PCMLF, mais aussi le Parti Communiste Révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml) ou Prolétaire Ligne Rouge (PLR), à travers leurs diverses scissions, constituent également les réceptacles privilégiés des militants laissés de côté par la décision de dissolution de l'organisation. Pour ceux désabusés par une ligne politique rigide et sectaire, ou qui dès le début présentaient à l'égard de celle-ci moins d'affinités, ils trouvent dans ces groupes la possibilité d'une poursuite de leur carrière militante.

La persistance des pratiques spontanéistes apparaît également de manière assez visible dans l'évolution des formes de contestation au cours des années soixante-dix et notamment dans celle de ses représentants les plus radicaux.

La « mouvance autonome » commence tout juste à se développer en France à partir de 1974, de nouveau dans une inspiration issue de l'Italie. Au contraire de celle-ci, où l' « autonomia operaia » est directement issue de l'évolution stratégique et analytique des organisations Lotta continua et surtout Potere Operaio, la référence à l'histoire immédiate que constitue le maoïsme pour l'autonomie française, semble sinon abandonnée du moins peu revendiquée. Il apparaît pourtant que cette dernière est une voie, certes pas majoritaire, mais du moins courante pour les ex-militants maoïstes les plus jeunes[494]. À travers l'autonomie organisée, c'est un pan entier des aspects pratiques recouverts par la dénomination de spontanéisme qui renaît. Les autonomes français de la fin des années soixante-dix, prônent ainsi, à l'instar de leurs prédécesseurs maoïstes le recours à l'action directe, dont les applications concrètes mêmes ne sont pas sans rappeler les hauts faits de ces derniers.

[494] S. SCHIFRES, *Le mouvement autonome en Italie et en France (1973-1984)*, Mémoire de Master II de Sociologie Politique, sous la direction de Daniel LINDENBERG, Université Paris VIII, 2008, [en ligne] disponible sur http://sebastien.schifres.free.fr/master.html

CONCLUSION

La jeunesse française est, au cours des années 1968, traversée par un mouvement de révolte s'inscrivant dans de multiples directions et dont les conditions de développement sont celles d'un monde en profonde mutation. La lutte anti-impérialiste, dans une décennie où de nombreux processus de décolonisation sont en voie de conclusion, favorise les prises de position et l'engagement militant. Pour la génération ayant pleinement « fait » 1968, cette sensibilisation et cet engagement politique surviennent au cours de la guerre d'Algérie, pour les autres, acteurs ou spectateurs encore trop jeunes[495], c'est le soutien à la lutte du peuple vietnamien et, à travers lui, la dénonciation de l'impérialisme américain qui l'ancre profondément et la relie aux autres mouvements se déroulant au même moment de par le monde.

Dans ces luttes, l'imagerie révolutionnaire est pour beaucoup magnifiée, et trouve un large écho au plan international. De « créer deux, trois, plusieurs Vietnam [496]», aux luttes des afro-américains du BPP, au soutien au régime cubain jusqu'à parfois l'engagement dans les focos[497], la révolution mondiale semble proche, et certains vont jusqu'à affirmer qu'en France, « l'horizon des années 1972/1973 c'est la guerre civile [498]». Auprès d'un public plus large encore, et au-delà de leur dimension politique au sens strict, ces années sont également le théâtre d'une contestation antiautoritaire, s'incarnant dans l'opposition aux autorités tant légales que symboliques, mais également dans le rejet d'une morale jugée dépassée. En France on découvre la contre-culture émergente venue des États-Unis, et une vague de désir d'émancipation des minorités et des individus se diffuse.

La mouvance maoïste spontanéiste (puisque perdurèrent des mouvements marxistes-léninistes se réclamant également de la pensée de Mao) dont l'existence, ou du moins l'existence réelle de ses organisations est brève (GP 1968-1970/1974, VLR

[495] « Ceux qui, trop jeunes, parce qu'encore dans l'enfance, n'eurent de 1968 que des échos immédiats sans participation mais dont l'adolescence fut traversée par l'engagement militant au cours de la décennie soixante-dix », E. VIGNE, « Des générations 68 ? », *Le Débat*, n°51, avril 1988, p. 157-160.
[496] E. Che GUEVARA, *Créer deux, trois, de nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre*, *Déclaration du Comité central du Parti communiste cubain, 17 mai 1967*, Paris, Maspero, Coll. Partisans, 1967.
[497] Théorie foyer révolutionnaire, E. Che GUEVARA.
[498] GEISMAR Alain, JULY Serge, MORANE Erlyn, *Vers la Guerre Civile, op. cit.*

1968-1971), prend place à la croisée de ces flux, étant en cela bien représentative de son époque.

Inspirée par les textes de Mao Tsé-Toung, elle met en œuvre une démarche politique aussi radicale que novatrice. Dans un souci constant d'être au plus près des revendications populaires, et de ne pas être coupé du peuple par un statut de militant professionnel, afin d'être, comme ils l'invoquent à loisir, « dans les masses comme un poisson dans l'eau[499] », la stratégie maoïste diverge d'une application stricte des textes théoriques marxistes et léninistes. Dans l'optique de discerner les aspirations profondes d'un prolétariat idéalisé comme nécessairement révolutionnaire, les maoïstes font leurs les préceptes incitant à l'enquête du leader chinois. Si l'enquête maoïste est trop souvent réduite à l'expérience paroxystique de l'établissement, elle recouvre pourtant une réalité plus vaste.

À la croisée d'une démarche sociologique, par sa volonté analytique et scientifique, et journalistique dans son attachement porté à la diffusion des expériences, les maoïstes cherchent à faire de l'enquête la base pratique de leurs actions. Se traduisant par une présence réitérée dans les lieux de vie de ceux qu'ils cherchent à toucher – usines, marchés, cafés – ou par le recueil de cahiers de doléances et de témoignages, les informations collectées sont mises à profit pour élaborer la base de leurs actions et de leur propagande future. Dans ce cadre, l'établissement peut être appréhendé comme résultant d'un engagement plus total procédant de la même volonté, à la manière de ce qu'est l'observation participante aux entretiens et passations de questionnaires sociologiques. L'enquête maoïste permet de fait, une proximité et par là une attention portée à des voix jusque-là peu relayées, un enfermement moindre dans des analyses et théories dogmatiques coupées de la réalité sociale. Par là même, elle participe, en France, à un certain renouvellement du champ de la contestation.

La Gauche Prolétarienne, comme dans une moindre mesure Vive La Révolution, ont en effet su s'attirer des sympathies de poids dans le paysage intellectuel français. Par l'utilisation efficace d'une médiatisation poussée et une utilisation stratégique de la répression dont ils sont victimes (arrestations, répression policière, interdiction de leur presse) en développant un style qui leur est propre d'actions coup de poings, hors du domaine de la légalité mais souvent mêlées d'un romantisme désuet, les

[499] Citation attribuée à Mao TSÉ-TOUNG.

maoïstes français réussirent à s'attirer le soutien – sinon les bonnes grâces – et la légitimation d'une intelligentsia nouvelle, tant participante que fruit du souffle des années soixante-dix, et dont l'engagement de certains dans l'Université libre de Vincennes n'est qu'un indicateur parmi d'autres. Ce faisant, ils participent d'une lame de fond, par laquelle les modalités de l'engagement, tant intellectuel que militant, sont profondément remaniées. D'une remise en question du « Savoir », comme réalité s'imposant par le haut, et imposant – de fait – au profit d'un pouvoir, s'opère un glissement bien illustré dans les engagements respectifs de deux figures intellectuelles majeures, actives durant les années soixante-dix. Celle de Sartre, tout d'abord, dont la réflexion sur l'engagement de l'intellectuel le conduit à une proximité parfois dénuée de critique à l'égard des maoïstes. De l'autre Foucault, pour qui l'intellectuel spécifique naît de la nécessité d'une mise à profit de son savoir, dans les domaines de connaissance et d'intervention qui lui sont propre. Ces positions, et les applications pratiques en découlant, sont ainsi fondatrices pour comprendre le développement des profondes mutations traversant l'engagement militant durant les années soixante-dix. C'est ainsi dans le cadre ouvert conjointement par la nécessité d'une information scientifiquement recueillie, permise par l'enquête et d'un renouvellement du rôle de l'intellectuel que se développent divers fronts revendicatifs jusque-là peu investis. Corrélés à une analyse sinon marxiste, du moins marxisante du pouvoir et de l'oppression, les secteurs ébranlés par la contestation embrassent l'ensemble de la société, et sont souvent le lieu de l'imbrication profonde de multiples tendances.

C'est ainsi que les sensibilités maoïstes, favorisées par leur proximité des milieux investis par leur propagande, se développent à l'égard de groupes spécifiques. Si ce sont tout d'abord, et assez « classiquement » les ouvriers, d'autres, comme les immigrés, les mal-logés, les prisonniers sont progressivement intégrés comme figures centrales de l'exploitation capitaliste. Ce faisant la mouvance maoïste opère une diversification de son engagement politique qui n'est plus principalement axé autour d'une perspective révolutionnaire sur le mode léniniste, et s'implique dans des luttes, considérées dans ce cadre théorique comme parcellaires. Alors que la répression dont les maoïstes font les frais les conduit de manière nécessaire à faire de celle-ci une préoccupation centrale dans l'opinion publique, initiant la création de l'Organisation des Prisonniers Politiques, et pour la GP – dans une velléité tant d'élargissement de son audience que de couverture –

du Secours rouge, ils évoluent progressivement vers une dispersion de leurs forces, facilitée par leurs dissolutions successives, celle de la GP par décision gouvernementale en 1970, et celle de VLR, autoproclamée en 1971. C'est en effet pour partie par le biais du Secours Rouge, appréhendé avec espoir par la GP comme une éventuelle structure fédératrice des divers mouvements de contestations parcourant la société française que s'articulent les mobilisations et nouvelles initiatives, telles celles liées aux droits des travailleurs immigrés, à la problématique du mal-logement, mais aussi à la santé et à la justice.

De fait, on touche là un point nodal dans l'évolution du maoïsme spontanéiste. Fort d'une volonté constante d'autocritique, ce mouvement comporte, du fait de la remise en question permanente de ses analyses, une perméabilité importante aux évolutions de la société et de la contestation autour d'elle. Leur sensibilité à l'égard d'aspirations principalement véhiculées par la jeunesse, parfaitement illustrée dans la parution *Tout !* issue de VLR, se traduit chez ces organisations par une mobilité permanente de leur ligne politique – bien loin de l'idée de dogmatisme fréquemment attribué à la GP. Il s'agit en réalité d'une tentative continuelle de fusionner une analyse marxiste-léniniste, dont ils sont – en terme de formation issus – et la diffusion d'idéaux libéraux et autogestionnaire dont les mouvements de la jeunesse en Mai 68 furent les premiers symptômes. La difficulté analytique, consistant en l'impossibilité pour eux de concilier une aspiration généralisée à l'émancipation individuelle et un primat du collectif, nécessitant d'être fédérés sous l'égide d'une structure dirigeante, conduit progressivement le maoïsme spontanéiste à un abandon du primat du prolétariat marxiste et de la nécessité du parti léniniste pour se tourner vers une théorie d'une inéluctable convergence des diverses luttes. Ce glissement, s'il est parfaitement illustré dans la progression affinitaire des maoïstes vers des structures plus autonomes, se rapprochant dans ses derniers moments de thèses anarcho-syndicalistes, découle d'un phénomène plus large.

L'importance croissante accordée aux organisations et luttes satellites par la GP procède d'un double mouvement de l'organisation, dû à sa durée dans un temps, certes courte, mais non négligeable à l'échelle des individus la composant. C'est d'abord celui d'un renouvellement de ses forces militantes, qui, n'ayant pas connu les mêmes modes de socialisation politique, s'avèrent être plus sensibles aux nouveaux types de

mouvements sociaux naissants qu'à ceux dont la centralité ouvrière les inscrivait plus directement dans une continuité au sein de l'histoire du mouvement social[500]. Ce point, rejoint celui de l'afflux dans le post-68 de militants, s'engageant sur des questions variées, mais n'ayant souvent pas été formés dans la tradition marxiste.

Mais au-delà d'une modification en terme de structure des effectifs maoïstes, il s'agit, pour ceux dont la trajectoire militante s'initia à proximité de l'UEC puis de l'UJCml, probablement d'une part, d'une certaine lassitude sinon d'un désenchantement vis-à-vis de la perspective d'un horizon révolutionnaire proche, d'autre part d'une désillusion quant à la nécessité et l'efficience d'une direction centralisée, à la ligne en l'occurrence de plus en plus mobile. À l'aune des pressions combinées s'exerçant sur la GP, celle croissante de l'État, et celle interne – due à l'incapacité à assumer une orientation résolue vers l'action violente armée, à la fois fantasmée et redoutée, ayant poussé de nombreux militants à entrer en clandestinité – l'organisation lâche peu à peu prise à l'égard d'une autonomisation croissante des structures au sein desquelles elle était impliquée et d'un militantisme « de base » se pratiquant de manière de plus en plus sectorisée selon les affinités individuelles. Ce phénomène peut être également compris comme découlant de l'expérience de la fatigue d'un engagement militant à long terme, vers un « grand soir » apparaissant comme de plus en plus improbable, favorisant un recentrement vers des mobilisations plus concrètes.

Ce faisant, deux axes majeurs traversant le renouveau et l'autonomisation de la contestation des années soixante-dix[501] – parfois impulsés, souvent accompagnés par la mouvance maoïste – peuvent être considérés.

D'une part, la remise en question de diverses institutions (la santé, la prison, la justice, la police, etc.) considérées comme représentantes de la domination « bourgeoise » s'opère – de manière paradoxale – à travers deux orientations. Celle dans un premier temps du refus de leur légitimité, permettant l'existence de pratiques en dehors de la légalité, qui évolue progressivement vers une réappropriation de celles-ci.

[500] Celui notamment des Jeunesses Communistes : « Il faut se convaincre que Mai 68 a fait surgir une nouvelle génération de révolutionnaires qui a au moins autant la parole que les précédentes. Son point de vue est nettement anticapitaliste. Les ouvriers et étudiants révolutionnaires de cette génération se sont éduqués dans la lutte contre la bourgeoisie. Ils ne sont pas issus uniquement de luttes de rupture d'avec le révisionnisme. » *Vive la Révolution*, n°1, 15 novembre 1969, p.1, Mfc 195/2, BDIC, mais également J.-F. SIRINELLI, « Génération, générations », art. cit.
[501] L. MATHIEU, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris : Textuel, 2009, p.109.

Cette dernière dimension, critiquée par Foucault au sujet des tribunaux populaires, traverse tous le champ de cette contestation, signifiant là le passage d'une perspective révolutionnaire à une ligne plus réformiste, dans laquelle ces institutions sont désormais utilisées pour combattre ce qui est dénoncé[502]. Ce courant s'accompagne de fait, parfois depuis 1968, d'un mouvement critique au sein des professions représentatives de certaines formes de pouvoir (à travers les divers groupes d'information que sont le GIS, le Groupe d'Information sur les Asiles (GIA), le GIP, le GISTI, mais également dans le Syndicat de la Magistrature et dans le domaine de l'éducation, avec les analyses prônant une école libérée).

D'autre part, on assiste à une défense croissante de catégories de la population de plus en plus essentialisées, dans une optique s'axant progressivement vers une lutte contre une oppression liée à une position déconnectée d'une analyse en termes de position économique – comme les travailleurs immigrés, les homosexuels, les femmes, les mal-logés, les consommateurs[503] – dont une dimension essentielle semble celle d'être couplée à une volonté d' « empowerment » des concernés. Ce phénomène, apparaît comme primordial dans ce qui sera par la suite lu par certains comme une revigoration de la société civile[504].

Vis-à-vis des trajectoires des maoïstes français, jusqu'à la disparition de leurs organisations structurantes dans ce mouvement, le texte de T. Grumbach, « En partant de l'expérience de Flins », paru dans les *Temps Modernes* est frappant de lucidité. Il y affirme en effet, et ce dès 1971, que si « les gauchistes [ont] su, en s'appuyant sur la créativité du mouvement de mai 1968, faire pénétrer des idées dans les luttes ; ils n'ont jamais uni les différentes révoltes en un front cohérent[505] ».

[502] Voir notamment à ce sujet le chapitre de J. BOURG « Feminism, law, rape, and leftist male reaction », dans *From revolution to Ethics*, *op. cit*., p. 193-203.
[503] Avec la multiplication des scandales sanitaires, tels le talc Morhange en 1972.
[504] « Some social actors who thought they were sewing the seeds of class revolution were actually reinvestigating social and political life. Contestation of institutions, which in France often pointed toward the state, led to a quickening of associational civil society », J. BOURG, *From revolution to Ethics*, *op. cit*., p. 343.
[505] T. GRUMBACH, « En partant de l'expérience de Flins », art. cit., p. 33

BIBLIOGRAPHIE

I. REFERENCES GENERALES

A. INSTRUMENTS DE TRAVAIL

ASSOCIATION MÉMOIRES DE 68, *Guide des sources d'une histoire à faire*, Lagrasse, Verdier, 1993, 139 p.

BIARD Roland, *Dictionnaire de l'extrême-gauche de 1968 à nos jours*, Paris, Belfond, 1978, 411 p.

COSSERON Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Paris, Larousse, 2007, 286 p.

FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PECHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, 656 p.

B. HISTORIOGRAPHIE

BENSA Alban, FASSIN Eric, « Les sciences sociales face à l'évènement », *Terrain*, nº 38, mars 2002, p. 5-20.

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en Sciences Sociales*, vol. 62, n°1, 1986, p. 69-72.

GOBILLE Boris, « L'événement Mai 68 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, février 2008, p. 321-349.

PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Point, 1996, (réed. 2010), 330 p.

PROST Antoine, « Quoi de neuf sur le Mai français ? », Mémoires et Histoires de 1968, *Le Mouvement social*, n°143, avril-juin 1988, p. 91-97.

SOMMIER Isabelle, « Mai 68: sous les pavés d'une page officielle », *Sociétés contemporaines*, nº 20, 1994, p. 63-79.

II. HISTOIRE ET THEORIE POLITIQUE

A. FRANCE

Communisme

HOURMANT François, *Au pays de l'avenir radieux : Voyages des intellectuels français en URSS, à Cuba et en Chine populaire*, Paris, Aubier, 2000, 281 p.

PUDAL Bernard, *Prendre Parti, Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationales des sciences politiques, 1989, 329 p.

VARIN Jacques, « Les étudiants communistes, des origines à la veille de Mai 1968 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* n°74, 2004, p. 37-49.

Extrême-Gauche

JULLIARD Jacques, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, Seuil, 1971, 559 p.

Maoïsme

HISTOIRE ET SOCIOLOGIE

BUGNON Fanny, « Venger Pierre Overney ? Controverse autour d'un mot d'ordre », *Dissidences*, n°13, 2013, p. 97-111.

CAVAZZINI Andréa, *De l'étude. Théorie du savoir et organisation dans le discours maoïste français*, Groupe de recherches matérialistes 3e année, Section 1, Révolution culturelle, ENS, séance du 5/12/2009, [en ligne] sur :

URL : https://f.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/1106/files/2013/01/GRM3.RC_.Maoisme.Cavazzini.pdf

COLLECTIF, *Les nouveaux partisans : histoire de la gauche prolétarienne par des militants de base*, Marseille, Al Dante, 2015, 399 p.

CHATEIGNER Frédéric, UBBIALI Georges, MARTIN Jean-Philippe, *et al.*, Prochinois et maoïsmes en France (et dans les espaces francophones), *Dissidences*, n°8, mai 2010, Bordeaux, Le bord de l'eau, 194 p.

DRESSEN Marnix, *De l'amphi à l'établi*, Paris, Belin, 431 p.

DRESSEN Marnix, « Le mouvement d'établissement: une résurgence du syndicalisme d'action directe? », *le Mouvement social*, n°168, mars 1994, p. 83-106.

DRESSEN Marnix, « Ombres chinoises : regards de maoïstes français sur la Chine de Mao (1965-1976). », *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* n°94, février 2009, p. 16-32.

DUCAMP Alix, « Les travailleurs des services pour l'extrême gauche française des années 1970 : des "cols blancs" à la prolétarisation », *Le Mouvement Social*, n° 211, février 2005, p. 99-113.

ETIENNE Jean-Paul, *La Gauche Prolétarienne (1968-1973), Illégalisme révolutionnaire et justice populaire*, thèse de doctorat en Histoire contemporaine sous la direction de Jean-Marie VINCENT, Paris, Université Vincennes Saint Denis, 2004, [en ligne], disponible sur :

URL : http://1.static.e-corpus.org/download/notice_file/2492518/ETIENNE.pdf

FERREIRA Thierry, *Vive la révolution : étude d'un mouvement maoïste français*, mémoire de maitrise en Histoire contemporaine sous la direction d'Antoine PROST et de Lucette LEVAN LESMELSE, Paris, Université Panthéon-Sorbonne, 1995.

HESS Rémi, « Le maoïsme, l'analyse et les analyseurs », *L'Homme et la société,* n° 29-30, 1973, p. 35-44.

HESS Rémi, *Les maoïstes français, une dérive institutionnelle*, Paris, Anthropos, 1974, 244 p.

KESSEL Patrick, *Le mouvement « maoïste » en France, 1963-1968*, tome I, Paris, Union générale d'éditions, 1972, 443 p.

KESSEL Patrick, *Le mouvement « maoïste » en France 1968-1969*, tome II, Paris, Union générale d'éditions, 1978, 445 p.

LAMARRE Mélanie, « Ivresse et militantisme : Olivier Rolin, Jean Rolin, Jean-Pierre Le Dantec », 6 septembre 2009, *COnTEXTES,* [en ligne], disponible sur :

URL : http://contextes.revues.org.janus.biu.sorbonne.fr/4450

LOYER Emmanuelle, « Sous les pavés, la Résistance. La Nouvelle Résistance populaire, appropriation et usages de la référence résistante après Mai 1968 », *Pourquoi résister ? Résister pour quoi faire?*, décembre 2004, Mémorial de Caen, CNRS Éditions, p.181-192.

MC GROGAN Manus, *Tout! in context 1968-1973: French radical press at the crossroads of far left, new movements and counterculture,* thèse de doctorat en Histoire, University of Portsmouth, 2010.

MC GROGAN Manus, « Vive la Révolution and the example of Lotta Continua: The circulation of ideas and practices between the left militant worlds of France and Italy following May '68. », *Modern & Contemporary France*, août 2010, vol. 18, n°3, p. 309-328.

PAGES Robert, « Lignes de force (et de faiblesse) du gauchisme en mai 1970 », *L'Homme et la société*, vol. 16, n°1, 1970, p. 137-147.

WOLIN Richard, *The wind from the East, French Intellectuals, the Cultural Revolution and the legacy of the 1960s*, Princeton, Princeton University Press, 2010, 400 p.

TÉMOIGNAGES

BEN ALI Fazia, VON BÜLOW Catherine, *La Goutte d'or ou le mal des racines*, Paris, Stock, 1979, 312 p.

BERTHO LAVENIR Catherine, « Vu de l'intérieur, entretien avec Christian Harbulot », *Les cahiers de médiologie*, n°13, janvier 2002, p. 123-129.

CRUSE Jean-Paul, *Rebelles, Histoire secrète des « Maos » de la « Gauche prolétarienne » (1967-1977)... et ce qui s'ensuivit ! (1977-2008)*, [en ligne], disponible sur :

URL : http://web.archive.org/web/20100621141426/http://www.lemondereel.fr/rebellesun.html

LINIERS Antoine, « Objections contre une prise d'armes », dans *Terrorisme et* démocratie, Paris, Fayard, 1985, p. 137-224.

LINHART Robert, *L'Établi*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1978, 180 p.

LINHART Virginie, *Volontaires pour l'usine: vies d'établis, 1967-1977*, Paris, Le Seuil, 1994, 243 p.

BOURSEILLER Christophe, *Les Maoïstes : La Folle Histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 1996, 346 p.

HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *Génération, Les années de poudre*, Paris, Seuil, 1988, 696 p.

HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, *Génération, Les années de rêve*, Paris, Seuil, 1987, 615 p.

HOCQUENGHEM Guy, *Lettre ouverte à ceux qui sont passé du col mao au Rotary*, 1986, réed. Marseille, Agone, 2003, 203 p.

ROLIN Jean, *L'organisation*, Paris, Gallimard, 1996, 256 p.

B. ÉTRANGER

Communisme

LENINE, *Que Faire*, Moscou, Éditions en Langues étrangères, 1954, 232 p.

Extrême gauche

CARLINO Fabrizio, « Du point de vue partiel à l'universalité », *Cahiers du GRM,* n°3, 2012, [en ligne], disponible sur :

URL : http://grm.revues.org/286 ; DOI : 10.4000/grm.286

FILIPPINI Michèle, « Mario Tronti et l'opéraïsme politique des années soixante », *Cahiers du GRM*, n°2, 2011, [en ligne], disponible sur :

URL : http://grm.revues.org/227 ; DOI : 10.4000/grm.227

MILZA Pierre, « Italie 1968 : "le mai rampant" », COURTOIS Stéphane (dir.), Mai-68 : Les mouvements étudiants en France et dans le monde, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°11-13, 1988, p. 38-41, [en ligne], disponible sur :

DOI : 10.3406/mat.1988.403823

Maoïsme

DAUBIER Jean, *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine*, Paris, Maspero, 1970, 311 p.

RENAULT Emmanuel, « Qui n'a pas fait d'enquête n'a as droit à la parole ? », R. DESCENDRE, J.-L. FOURNEL (dir.), *Langages, politique, histoire, avec Jean-Claude Zancarini*, Lyon, ENS Éditions, 2015.

III. HISTOIRE DU MOUVEMENT SOCIAL

A. RÉFÉRENCES GÉNÉRALES

CRETTIEZ Xavier, SOMMIER Isabelle, *et al.*, *La France rebelle. Tous les mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Michalon, 2006, 697 p.

PIGENET Michel, TARTAKOWSKI Danielle (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France : de 1814 à nos jours,* Paris, La Découverte, 2012, 750 p.

B. THÉORIES ET ANALYSES

BOURG Julian, « Les contributions accidentelles du marxisme au renouveau des droits de l'homme en France dans l'après-68», *Actuel Marx,* n° 32, février 2002, p. 125-138, [en ligne], disponible sur :

URL : www.cairn.info/revue-actuel-marx-2002-2-page-125.htm.

MATHIEU Lilian, *Les années 70, un âge d'or des luttes ?*, Paris, Textuel, 2009, 141 p.

TOURAINE Alain, *La Voix et le Regard*, Paris, Éditions du seuil, 1978, 315 p.

C. LE « MOMENT 68 »

ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir .), *68. Une histoire collective (1962-1981),* Paris, La Découverte, 2008, 848 p.

ARTOUS Antoine, EPSZTAJN Daniel, SILBERSTEIN Patrick (dir.), *La France des années 1968*, Paris, Syllepse, 2008, 904 p.

BERTAUX Daniel, LINHART Danièle et LE WITA Beatrix, « Mai 1968 et la formation de générations politiques en France », Mémoires et Histoires de 1968, *Le Mouvement social,* n° 143, avril-juin 1988, p. 75-89.

BRILLANT Bernard, *Les Clercs de 68*, Paris, PUF, 2003, 629 p.

BRILLANT Bernard (1998) « Intellectuels et extrême gauche : le cas du Secours Rouge » dans *Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie,* Institut d'histoire du temps présent, Paris, 1994-1998, [en ligne], disponible sur :

URL : http://irice.univ-paris1.fr/IMG/pdf_Lettre_32_Brillant.pdf

BOURG Julian, *From révolution to ethics, May 1968 and Contemporary French Thought*, Mc Gill, Queen's University Press, 2007, 488 p.

DAMAMME Dominique, GOBILLE Boris, MATONTI Frédérique et PUDAL Bernard (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008, 448 p.

DREYFUS-ARMAND Geneviève et GERVEREAU Laurent (dir.), *Mai 1968 : les mouvements étudiants en France et dans le monde*, Paris, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 1988, 303 p.

DREYFUS-ARMAND Geneviève, FRANK Robert, LÉVY Marie-Françoise (dir.), *Les Années 68. Le temps de la* contestation, Paris/Bruxelles, IHTP-CNRS/Complexe, 2000, 525 p.

GOBILLE Boris, *Mai 68*, Paris, La découverte, 2008, 128 p.

JALABERT Laurent, « Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°55, juillet-septembre 1997. p. 69-81.

LE GOFF Jean-Pierre, *Mai 68 : l'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998, 476 p.

MAUGER Gérard, POLIAK Claude, « Marginalité, "bonne volonté culturelle" et "bohème populaire" », *Savoir/Agir*, n°6, avril 2008, p. 67-76.

Ouvriers volontaires, les années 68, l'"établissement" en usine, *Les Temps Modernes*, n°684-685, juillet-octobre 2015, 431 p.

ROSS Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Complexe-Le Monde diplomatique, 2005, 320 p.

SALVARESI Élisabeth, *Mai en héritage*, Paris, Syros, 1988, 187 p.

SALVARESI Élisabeth, « Le devenir professionnel et personnel des militants de mai. » dans Mai-68 : Les mouvements étudiants en France et dans le monde, *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°11-13, 1988, p. 269-275, [en ligne], disponible sur :

DOI : 10.3406/mat.1988.403871

SAUNIER Pierre, *L'ouvriérisme universitaire. Du sublime à l'ouvrier-masse*, Paris, l'Harmattan, 1993, 176 p.

SIRINELLI Jean-François, « Génération, générations », *Vingtième siècle*, n°98, février 2008, p. 113-124.

SOMMIER Isabelle, *La violence politique et son deuil : l'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2008, 253 p.

SOMMIER Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 168 p.

VIGNA Xavier, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, « Les rencontres improbables dans "les années 68" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 101, janvier 2009, p. 163-177.

VIGNA Xavier, « Les usines Renault pendant les luttes des ouvriers de l'automobile des années 68 », dans J. COSTA-LASCOUX et al., *Renault sur Seine*, Paris, La Découverte, 2007, p. 138-148.

VIGNA Xavier, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2007, 384 p.

VIGNE Éric, « Des générations 68 ? », *Le Débat*, n°51, avril 1988, p. 157-160.

ZANCARINI-FOURNEL Michèle, *Le moment 68. Une histoire contestée*, Paris, Seuil, 2008, 314 p.

D. MOUVEMENTS SOCIAUX

Immigration

AISSAOUI Rabah, « Le discours du Mouvement des travailleurs arabes (MTA) dans les années 1970 en France. Mobilisation et mémoire du combat anticolonial », *Immigration et marché du travail*, n° 1263, septembre-octobre 2006, p. 105-119, [en ligne], disponible sur :

URL : www.hommes-et-migrations.fr/docannexe/file/2139/dossier_1263_dossier_1263_105_119.pdf

BLIN Thierry, « Le sans-papiers et l'humanisme de l'Autre Homme », *Le Débat*, n° 164, février 2011, p. 124-135, [en ligne], disponible sur :

URL : www.cairn.info/revue-le-debat-2011-2-page-124.htm.

BLIN Thierry, « "Même patron, même combat?" L'immigré et les années 1970 », in *L'invention des sans-papiers*, Paris, Presses Universitaires de France, 2010, p. 17-43.

BLIN Thierry, « L'invention des sans-papiers.», *Cahiers internationaux de sociologie, n°125,* février 2008, p. 241-261, [en ligne], disponible sur :

URL : www.cairn.info/revue-cahiers-internationaux-de-sociologie-2008-2-page-241.htm.

COLLET Victor, « "Français-immigrés : même biberon !" : La "crèche sauvage" de Nanterre université et la repolitisation de la défense des immigrés (1968-1971) », document de travail, Séminaire Sciences sociales et immigration, 4 novembre 2011, 29 p., [en ligne], disponible sur :

URL : http://federation.ens.fr/ydepot/semin/texte1011/COL2011FRA.pdf

HAJJAT Abdellali, « Les comités Palestine (1970-1972). Aux origines du soutien de la cause palestinienne en France », *Revue d'études palestiniennes*, n°98, hiver 2006, p. 74-92.

HAJJAT Abdelalli, BOUBEKER Ahmed (dir.), *Histoire politique des immigrations (post)coloniales. France 1920-2008*, Paris, Amsterdam, 2008, 317 p.

Immigration : 30 ans de combat par le droit, *Plein droit* n°53-54, février 2002, 56 p.

LIORA Israël, « Faire émerger le droit des étrangers en le contestant, ou l'histoire paradoxale des premières années du GISTI », *Politix*, vol. 16, n°62, deuxième trimestre 2003, p. 115-143, [en ligne], disponible sur :

URL : /web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_2003_num_16_62_1279

PITTI Laure, « Les luttes centrales des O.S. immigrés », *Plein droit*, n° 63, avril 2004, p. 43-47.

Justice

BÉRARD Jean, *La justice en procès*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), 2013, 304 p.

Logement

BERNARDOT Marc, « Chronique d'une institution : la "SONACOTRA" (1956-1976). », *Sociétés contemporaines*, n°33-34, 1999, p. 39-58.

MAUGER Gérard, POLIAK Claude, « Marginalité, "bonne volonté culturelle" et "bohème populaire" », Savoir/Agir, n°6, avril 2008, p. 67-76, [en ligne], disponible sur :

URL : www.cairn.info/revue-savoir-agir-2008-4-page-67.htm.

PÉCHU Cécile, « Quand les "exclus" passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, vol. 9, n°34, Deuxième trimestre 1996, p. 114-133, [en ligne], disponible sur :

URL : web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1996_num_9_34_1035

Prison

ARTIÈRES Philippe, QUÉRO Laurent et ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Le groupe d'information sur les prisons. Archives d'une lutte (1970-1972)*, Paris, Éditions de l'IMEC, 2003, 350 p.

KIEFER Audrey, *Michel Foucault : le GIP, l'histoire et l'action*, Thèse de doctorat en Philosophie, Amiens, Université de Picardie, 2006, [en ligne], disponible sur :

URL : https://detentions.wordpress.com/michel-foucault-le-gip-lhistoire-et-laction/

SALLE Grégory, « Mai 68 a-t-il changé la prison française ? », *Critique internationale,* n° 16, mars 2002, p. 183-195, [en ligne], disponible sur :

URL : www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-3-page-183.htm.

SALLE Grégory, « Mettre la prison à l'épreuve. Le GIP en guerre contre l' "Intolérable" », *Cultures & Conflits*, n°55, automne 2004, [en ligne], disponible sur :

DOI : 10.4000/conflits.1580

ZITOUNI Benedikte, « Michel Foucault et le groupe d'information sur les prisons», *Les Temps Modernes*, n° 645-646, avril 2007, p. 268-307.

Santé, Écologie

BUTON Philippe, « L'extrême gauche française et l'écologie. Une rencontre difficile (1968-1978)», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, janvier 2012, n° 113, p. 191-203.

GARCIA Sandrine, « Expertise scientifique et capital militant. Le rôle des médecins dans la lutte pour la légalisation de l'avortement», *Actes de la recherche en sciences sociales,* mars 2005, n° 158, p. 96-115, [en ligne], disponible sur :

URL : www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2005-3-page-96.htm.

MARICHALAR Pascale et PITTI Laure, « Réinventer la médecine ouvrière ? Retour sur des mouvements médicaux alternatifs dans la France post-1968 », *Actes de la*

recherche en sciences sociales, n° 196-197, janvier 2013, p. 114-131, [en ligne], disponible sur :

DOI : 10.3917/arss.196.0114

IV. CONTEXTE CULTUREL

Presse

BIZOT Jean-François, *Free Press : la Contre-culture vue par la presse Underground*, Panama, 2006, 255 p.

GUISNEL Jean, *Libération : la biographie*, Paris, La Découverte, 1999, 348 p.

LAURENT Martin, « La "nouvelle presse" en France dans les années 1970 ou la réussite par l'échec », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°98, février 2008, p. 57-69.

SAMUELSON François-Marie, *Il était une fois Libération*, Paris, Seuil, 1979, 351 p.

Culture et Contre-Cultures

GAILLARD Alice, *Les Diggers, Révolution et contre-culture à San Francisco (1966-1968),* Montreuil, L'Échappée, 2009, 200 p.

MAUGER Gérard, « Du gauchisme à la contre-culture » (1965-1975) *Contradictions*, n°38, 1983-1984, p. 39-62.

ORY Pascal, *L'Entre-deux-mai : histoire culturelle de la France, mai 1968-mai 1981*, Paris, Le Seuil, 1983, 282 p.

V. DOCUMENTS FAISANT OFFICE DE SOURCES

Brochures

Cahiers de la Gauche Prolétarienne, n°1, « De la révolte anti-autoritaire à la révolution prolétarienne », avril 1969, supplément au n°5 de la *Cause du peuple*, 96 p.

Cahiers de la Gauche Prolétarienne, n°2, « Pour la résistance », mai 1970.

Cahiers prolétariens, n°1, « Élargir la résistance », janvier 1971, supplément au n°32 de la *Cause du Peuple,* 80 p.

Cahiers prolétariens, n°2, « Mai 68 – LIP 73 et maintenant, que faire ? », janvier 1974.

L'expérience des comités de base en Italie (Pirelli 1968, Fiat 1969), supplément à Grenoble Université, A.G.E.G., 1969, 151 p.

La démocratie nouvelle, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1955 (réed. 1965), 73 p

Le Pseudo-communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde, A propos de la lettre ouverte du comité central du P.C.U.S. (IX), Pékin, Éditions en Langues étrangères, 1964, 67 p.

Menons jusqu'au bout la grande révolution sur le front du journalisme, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969, 45 p.

Minutes du procès d'Alain Geismar, préface de Jean-Paul Sartre, Paris, Éditions Hallier, Documents L'Idiot international, 1970, 216 p.

Propositions concernant la ligne générale du mouvement communiste international, Réponse du Parti Communiste Chinois à la lettre du 30 mars 1963 du Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique, Pékin, Éditions en Langues Étrangères, 1963 (réed. 1973), 122p.

Sur la question de Staline, A propos de la lettre ouverte du comité central du P.C.U.S. (IX), Pékin, Éditions en Langues étrangères, 1964, 22p.

Ouvrages

FRONT HOMOSEXUEL D'ACTION REVOLUTIONNAIRE, *Rapport contre la normalité*, Paris, Éditions Champ Libre, 1971, 125 p.

GEISMAR Alain, JULY Serge, MORANE Erlyn, *Vers la Guerre Civile*, Éditions et publications Premières, Lattès chez Denoël, 1969, 440 p.

GUEVARA E., *Créer deux, trois, de nombreux Vietnam, voilà le mot d'ordre, Déclaration du Comité central du Parti communiste cubain, 17 mai 1967*, Paris, Maspero, 1967, 21 p.

GROUPE D'INFORMATION SUR LA REPRESSION, *Lutte de classes à Dunkerque. Les morts. Les mots. Les appareils d'État*, Paris, Galilée, 1973, 131 p.

GRUMBACH Tiennot, « En partant de l'expérience de Flins », *Les Temps Modernes*, août-septembre 1971, p. 1-88.

GRUMBACH Tiennot, « En cherchant l'unité de la politique et de la vie », *Les Temps Modernes,* n°307, janvier-février 1972, p. 1215-1216.

JARREL Marc, *Éléments pour une histoire de l'ex-Gauche prolétarienne. Cinq ans d'intervention en milieu ouvrier*, Paris, Nouveau Bureau d'Éditions, 1974, 124 p.

MANCEAUX Michèle, *Les Maos en France*, Paris, Gallimard, 1972, 251 p.

TSE-TOUNG Mao, *Écrits choisis en trois volumes*, t.1, t.II, t. III, Paris, Maspero, 1969, 191 p.

VI. DOCUMENTS AUDIOVISUELS

ARGOUSE Anne et PEYRET Hugues (réal.), *Mort pour la cause du peuple*, France 3 Haute-Normandie, 2012, 52 min.

DEVART Guy (réal.), *On vous parle de Flins*, 1970, 29 min.

GOUPIL Romain (réal.), *Mourir à Trente Ans*, MK2 Productions, 1982, 97 min.

KARMITZ Marin (réal.), *Coup pour Coup*, 1972, 86 min.

KERVRAN Perrine, SAMOUILOFF Véronique (réal.), « Comment les ouvriers ont vu débarquer les établis », *La fabrique de l'Histoire*, France Culture, 19 février 2013, 54 min.

LE POLLOTEC Kristel, DALMAR Renaud (réal.), « Les filles de la Gauche Prolétarienne », *La fabrique de l'Histoire*, France Culture, , 26 mai 2010, 54 min.

LINHART Virginie (réal.), *Vincennes, l'université perdue*, Arte France et Agat Films & Cie, 2016, 95 min.

ROUSSOPOULOS Carole (réal.), *Le FHAR*, 1971, 22 min.

THORN Jean-Pierre (réal.), *Oser lutter oser vaincre*, 1969, 89 min.

SOURCES

Archives de la préfecture de police de Paris

25-27 rue Baudin, 93310 Le Pré Saint Gervais

GD 12 : Synthèses des Renseignements généraux sur l'actualité des groupes maoïstes

FD 160 : Manifestations, grèves et conflits sociaux liées aux groupes gauchiste 1970

FD 162 : Manifestations, grèves et conflits sociaux liées aux groupes gauchistes 1969

International Institute of Social History

Cruquiusweg 31, 1019 AT Amsterdam

Christophe Bourseiller's papers, ARCH02324

Documents des groupes marxistes-léninistes et maoïstes, 1-36

Publications de C. Bourseiller : documents concernant la publication de *Les Maoïstes, la folle histoire des gardes rouges français*, 36-39

Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine

6 allée de l'Université, 92001 Nanterre

BDIC Magasins

Collection périodique, *Tout ! Ce que nous voulons Tout !* n° 1 (1970) – n° 16 (1971), Mfc 196

Collection périodique, *Vive la Révolution* n°1 (1969) – n°7 (1970), Mfc 195

Collection périodique, *la Cause du Peuple*, n°1-n°21 (1968, la *Cause du Peuple*, n°1 (1968)-n°39 (1971), *J'accuse*, n°0 (1970) – n°5 (1971), la *Cause du Peuple-J'accuse*, n°1 (1971) – n°48 (1973)

Archives personnelles ou familiales

Fonds Daniel Guérin, Prisons, GIP, CAP, Secours Rouge, F delta 0721/119

Fonds Katharina Von Bülow, Affaire Djellali, Secours Rouge, F delta res 0711

Archives des collectivités

Comité Palestine de France, Mfc 0215

Mémoires de 68 (France) :

Papiers Personnels

- Sous-fonds Saïd Bouziri, F delta res 0705
- Sous-fonds Denis Clodic, réunion nationale des comités de lutte d'atelier (1972), Ka 197
- Sous-fonds Assia Melamed, F delta res 696/21, F delta res 696/22
- Sous-fonds Charnomordic, La Gauche Prolétarienne, F delta 0701/4

Archives de Groupes Politiques

- Sous-fonds Gauche Prolétarienne, F delta res 576

Histoire(s) de la GP par elle-même, F delta res 576/1

Origines: Union des Jeunesses Communistes (Marxistes-Léninistes) et Comités Vietnam de Base, F delta res 576/2

Textes centraux de la Gauche Prolétarienne, F delta res 576/3

Secteurs, Presse, F delta res 576/5/1

Secteur, Travail politico-militaire, NRP, F delta res 576/5/4

Secteurs, Prisonniers, F delta res 576/5/5

Secteurs, Prisonniers, OPP, F delta res 576/5/5/1

Secteurs, Prisonniers, GIP, CAP, F delta res 576/5/5/2

Secteurs, Femmes, F delta res 576/5/6

Secteurs, Secours Rouge, Comité Vérité et Justice, Mal-Logés, F delta res 576/5/8

Secteurs, Immigrés et Comités Palestine, F delta res 576/5/9

Secteurs, Santé, F delta res 576/5/10

Post-GP, F delta res 576/8

Textes centraux de la GP manuscrits, F delta res 576/11

- Sous-fonds Vive la révolution, F delta res 0706

Renault-Flins, Archives d'un militant F delta res 612/01-11

Papiers Tiennot Grumbach, F delta res 612/12

Papiers Françoise Picq, F delta res 612/13-16

Table des Sigles et Abréviations 6

Introduction 7
Les « années 1968 » : sujet fécond de l'histoire du mouvement social 7
Le maoïsme : omniprésence et lacunes 9
Sources 18

Première Partie : De la lutte des classes (1966-1970) 22
Chapitre I. Critiques et ruptures (1962-1968) 23
A. Du refus de la déstalinisation à l'exemple chinois 23
B. Des positionnements distancies vis-à-vis du Parti Communiste Français 27
C. Du meutre du « père » : une critique du Parti Communiste Français (PCF) 32
Chapitre II. De la logique de classe (1967-1969) 38
A. « Servir le peuple » : diffusion de la pensée maoïste 38
B. La question syndicale : anarchosyndicalisme ou héritage léniniste ? 43
C. Une logique ouvriériste 49
Chapitre III. De la logique de masse (1969-1970) 56
A. Lotta Continua, une influence italienne 56
B. Les travailleurs immigrés 62
Chapitre IV. Action, répression, mobilisation (1968-1970) 69
A. Des violences politiques 69
B. Révolte et violence « symbolique » des maos 74
C. De la répression qui en découle 79

Seconde Partie : À la critique des dominations (1970-1974) 84
Chapitre V. Passage à une stratégie « démocratique » (1970-1972) 85
A. De la dissolution des organisations maoistes 85
B. Intellectuels et Extrême-gauche, une unité fragile 89
C. L'enquête et la naissance de l' « intellectuel spécifique » 93
Chapitre VI. Vers une autonomisation des mouvements sociaux (1971-1973) 101
A. Lutte de classe, lutte anti-despotique ou lutte démocratique ? 102
B. « Action directe, Démocratie directe » 105
C. Éclatement des fronts : un militantisme affinitaire 112
Chapitre VII. Disparition, continuités et filiations (1973-1974) 117
A. Délitement, réappropriation et autonomisation 117
B. L'impossible dépassement 121
C. Continuités et descendance 127

Conclusion 131

Bibliographie 137

Sources 152